

cahiers

LEON TROTSKY



OPPOSANTS À STALINE

TOME 1

Damien Durand □ Naissance de l'Opposition
de gauche russe. □ Vers une Opposition internationale. □
Regroupement et délimitation. □ Trotsky contre les ultra-
gauches. □ La fondation de *La Vérité*. □
La crise de l'Opposition russe.

32

décembre 1987

CAHIERS LÉON TROTSKY

Revue éditée par l'Institut Léon Trotsky

L'Institut Léon Trotsky a pour but de promouvoir l'œuvre de Léon Trotsky sous ses divers aspects [...], préparer la publication en langue française des Œuvres de Léon Trotsky [...] éditer les Cahiers Léon Trotsky destinés à établir un lien entre toutes les personnes intéressées par les travaux de l'Institut [...] et à permettre la publication de textes et documents divers concernant l'auteur et le mouvement ouvrier mis au jour au cours de recherches, regrouper ou recenser toute information, documentation ou archives concernant Trotsky et son Œuvre (Extrait des Statuts de l'Institut, association selon la loi de 1901).

BUREAU DE L'INSTITUT LÉON TROTSKY

Pierre Broué, président et directeur scientifique, Anne Dissez, secrétaire et trésorière,
Jean P. Joubert, responsable des Cahiers.

Rédaction et Administration des *Cahiers Léon Trotsky*
Jean P. Joubert, 2, rue Bayard, 38000 Grenoble

ABONNEMENT :

Particuliers :

France : 4 n^{os} (1 an) 200 F — Etranger : 250 FF ou \$ 50 U.S.
France : 8 n^{os} (2 ans) 400 F — Etranger : 500 FF ou \$ 100 U.S.

Institutions :

France : 4 n^{os} (1 an) 300 F — Etranger : 350 FF ou \$ 70 U.S.
France : 8 n^{os} (2 ans) 600 F — Etranger : 650 FF ou \$ 130 U.S.

Tous les anciens numéros sont disponibles.

Collection complète sur demande : n^{os} 1 à 20 : 500 F (port compris).

Règlement à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky* par chèque bancaire
ou postal libellé à l'ordre de :
JOUBERT - CLT (et si possible par mandat pour l'étranger).

N° ISSN 0181-0790

Commission paritaire 61601

Directeur de la publication : Jean P. Joubert
Publié avec le concours du Centre National des Lettres
et de l'Université des Sciences Sociales de Grenoble

cahiers LEON TROTSKY

N° 32

DECEMBRE 1987

OPPOSANTS À STALINE

TOME I

PRÉSENTATION	3
SIGLES ET ABRÉVIATIONS	5
INTRODUCTION	7
Chapitre I : NAISSANCE DE L'OPPOSITION DE GAUCHE RUSSE	11
De la révolution encerclée à la bureaucratisation	11
L'Opposition de 1923 et ses conséquences hors de l'U.R.S.S. .	13
L'Opposition de Leningrad et l'Opposition unifiée	16
La question chinoise et la fin de l'Opposition unifiée	19
« Nouvelle étape » : bilan et perspectives	21
Chapitre II : VERS UNE OPPOSITION INTERNATIONALE	25
De la gauche allemande au Leninbund	25
Hétérogénéité de l'Opposition en France et en Tchécoslovaquie	28
Le combat des Bolcheviks-Léninistes russes	32
Premières ébauches au plan international	35
Trotsky en exil	41
Chapitre III : REGROUPEMENT ET DÉLIMITATION	45
Trotsky à Prinkipo	45
Les trois critères de la clarification	49
Vers l'Opposition internationale : la clarification et ses moyens	53

Chapitre IV : TROTSKY CONTRE LES ULTRA-GAUCHES	61
Les nouveaux critères	62
La différenciation	68
Chapitre V : LA FONDATION DE LA VÉRITÉ	79
Fondation de <i>La Vérité</i> et réaction des groupes	84
Le débat syndical	89
<i>La Vérité</i> , organe international de l'Opposition	92
Chapitre VI : LA CRISE DE L'OPPOSITION RUSSE	97
Tournant stalinien : à gauche ?	98
Les « Capitulars »	100
La déclaration de Rakovsky	106
Une étape nécessaire... Une étape suffisante ?	109
L'« étape révolue » et la tactique en U.R.S.S.	114

LES DÉPARTS

Burnett Bolloten (1909-1987)	121
James Burnham (1905-1987)	121
Jean Maitron (1910-1987)	122
Bert Matlow (1898-1987)	122
Harold Robins (1912-1987)	123
David T. Burbank (1912-1987)	123

PRÉSENTATION

Le 27 novembre 1984, Damien Durand soutenait une thèse de Science politique intitulée « La naissance de l'Opposition de gauche internationale, de l'exil de Trotsky à la première conférence (février 1929 - avril 1930) ».

L'équipe de l'Institut Léon Trotsky, légitimement fière de ce travail réalisé par son jeune camarade a tenté de trouver un éditeur, en proposant évidemment de le raccourcir puisque la version « soutenue » compte 564 pages. Nous devons confesser notre échec. Aussi fallait-il se décider à prendre le taureau par les cornes. Ce sont les Cahiers Léon Trotsky qui vont publier cette étude.

La documentation utilisée par Damien Durand pour cette recherche est bien entendu celle de l'Institut Léon Trotsky, avec des traductions de ses collaborateurs, Isabelle Lombard, Katia Péresse, Maurice Stobnicer ; le fichier biographique de l'Institut, le fichier des pseudonymes et les documents en provenance des archives et bibliothèques de plusieurs parties du monde ont également été à sa disposition, ainsi que l'aide et le soutien moral de ses camarades.

Damien Durand qui a réalisé cet énorme travail a ensuite eu à effectuer la partie la plus ingrate de sa besogne : la réduction de ses deux gros volumes dactylographiés en un texte pouvant s'insérer dans deux numéros des Cahiers Léon Trotsky. Nous le publions donc dans les numéros 32 et 33.

Nous souhaitons seulement ajouter qu'à l'occasion de la publication dans les Cahiers Léon Trotsky d'un travail auquel il s'intéressa beaucoup, nous voudrions évoquer une fois encore la mémoire de Jean van Heijenoort qui nous aida tous dans nos travaux de recherche ce que Damien Durand a résumé en nous disant qu'il souhaitait ce rappel dans la présentation, celui de « Van qui nous manque tant ».

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

A.H.	Archives de Harvard.
B.P.	Bureau politique.
C.C.	Comité central.
C.E.	Comité exécutif.
C.G.T.	Confédération générale du travail.
C.G.T.U.	Confédération générale du travail unitaire.
C.L.A.	Communist League of America (Ligue communiste d'Amérique).
G.C.I.	Groupe communiste indépendant d'Oissel (France).
G.P.U.	Gosudarstvennoïé polititcheskoïé oupravlenié (Administration politique de l'Etat).
I.C.	Internationale communiste (Comintern).
J.C.	Jeunesses communistes.
K.I.M.	Kommunititcheskii Internatsional Molodioji (Internationale communiste des jeunes).
K.P.D.	Kommunistische Partei Deutschlands (Parti communiste d'Allemagne).
K.P.Ö.	Kommunistische Partei Österreichs (Parti communiste d'Autriche).
K.P.Ö.-O.	Kommunistische Partei Österreichs (Opposition), (Parti communiste d'Autriche [Opposition]).
N.A.S.	Nacional Arbeids - Secretariaat (Secrétariat national du travail), Hollande.
N.E.P.	Nouvelle Politique Economique.
N.O.I.	Nuova Opposizione Italiana (Nouvelle opposition italienne).
P.A.I.	Parti annamite de l'Indépendance (Viet Nam Doc Lap Dang).
P.C.	Parti communiste.
P.C.C.	Parti communiste chinois.
P.C.E.	Parti communiste espagnol.

P.C.F.	Parti communiste de France puis français.
P.C.I.	Parti communiste italien.
P.C.M.	Parti communiste mexicain.
P.C.R.A.	Parti communiste de la région argentine.
P.C.T.	Parti communiste tchécoslovaque.
P.C.U.S.	Parti communiste d'Union soviétique.
P.O.P.	Parti ouvrier-paysan.
P.S.	Parti socialiste.
S.F.I.O.	Section française de l'Internationale ouvrière.
S.P.D.	Sozialdemokratische Partei Deutschlands (Parti social-démocrate d'Allemagne).
S.R.	Socialiste(s) révolutionnaire(s), (U.R.S.S.).
T.U.C.	Trade Union Congress, syndicats britanniques.
V.L.O.	Vereinigte Linke Opposition der K.P.D. (Bolschewiki-Leninisten), (Opposition de gauche unifiée du K.P.D. [Bolcheviks-Léninistes]).

INTRODUCTION

L'étude scientifique de la naissance de l'Opposition de gauche internationale a été rendue possible par l'ouverture des Archives de Léon Trotsky à la Houghton Library de l'Université de Harvard le 2 janvier 1980. Cette possibilité permet enfin d'aborder un sujet traité certes par bien des auteurs, mais avec des moyens et une documentation limités. Avant l'ouverture des archives au public, seul Isaac Deutscher, biographe de Trotsky, avait été autorisé par sa veuve, Natalia Sedova, à effectuer des recherches dans la partie fermée de ces archives, non encore répertoriées, où il ne travailla que dix jours.

Les Archives de Trotsky comptent près de vingt mille documents et sont divisées en deux parties : la première, la partie « ouverte », ne comporte que des textes publiés pendant la période d'exil ou antérieurs à cette période (notamment les archives de 1917 à 1928 emportées d'U.R.S.S. par Trotsky). En dépit de sa richesse, elle a souvent été négligée au profit de la deuxième partie, dite « fermée », qui comporte les documents relatifs à la période de l'exil (1929-1940), les « papiers d'exil ». Lors de la vente de ces archives, en 1940, à l'Université de Harvard, Trotsky imposa la condition que ces documents ne fussent accessibles au public que quarante ans après sa mort, condition dictée par le souci de protéger les militants et les personnes impliquées dans les documents.

Cette partie « fermée », désormais accessible, est divisée en plusieurs catégories de documents : les lettres des militants et les lettres de Trotsky à ses correspondants, les lettres des militants à Léon Sedov, le fils de Trotsky, et quelques lettres de Sedov à ses correspondants (les dossiers de sa correspondance considérés comme perdus après sa mort en 1938 ayant été récemment retrouvés par Pierre Broué et l'ancien secrétaire de Trotsky, de 1932 à 1939, Jean van Heijenoort, à la Hoover Institution de Stanford en Californie), et la correspondance entre les secrétaires de Trotsky et les militants.

Enfin, les Archives comportent deux dernières sections : les « autres lettres » sont des copies de la correspondance entre militants et personnes, envoyées à Trotsky pour son information. On y trouve une riche documentation, diverse mais incomplète. Les « autres textes et documents » sont des textes politiques, résolutions de groupes d'opposition, minutes de meetings, tracts et brochures, coupures de presse et collections de revues et journaux, bulletins intérieurs, articles, thèses rédigées par des militants. Ces documents constituent un fonds d'archives irremplaçable sur la vie des groupes d'opposition, leur combat politique, la personnalité des dirigeants et militants de

l'Opposition. L'ouverture des Archives de Harvard nous permet donc de disposer de l'ensemble de ces documents — que nous publions avec la permission de la Houghton Library.

Seuls quelques rares témoins de cette époque ayant publié des ouvrages à caractère historique ou des Mémoires, il était nécessaire de revoir l'histoire politique de la naissance de ce mouvement à la lumière de ces documents qui apportent, dans bien des cas, un éclairage nouveau sur des épisodes mal connus et, dans tous les cas, des éléments d'analyse, de compréhension en profondeur, permettant d'éviter les jugements sommaires, les certitudes hâtives et le manque de nuances que le relatif éloignement de la période étudiée a permis.

Nous mettons au compte des certitudes hâtives, mais désormais acquises pour beaucoup, la vision d'Isaac Deutscher, dans sa biographie de Trotsky ¹. Pour lui, dans cette période, Trotsky est le « prophète hors-la-loi », « désarmé » après avoir été battu lors de la lutte dans le parti bolchevique contre Staline. L'ancien dirigeant de l'Armée rouge et de l'Etat ouvrier aux côtés de Lénine n'a pas, selon Deutscher, tiré les leçons de sa défaite qui était, toujours selon Deutscher, inéluctable. En exil en Turquie, Trotsky, à la tête de maigres troupes d'opposants divisés, sans moyens et avec des positions généreuses mais apparemment peu réalistes, aurait mené un combat sans avenir, et achevé de se dévaloriser, « jouant » à l'opposant d'une dictature qu'il aurait engendrée et qui allait l'écraser.

Le rôle de Trotsky, son activité au début de son exil à Prinkipo, représentent-ils à eux seuls la totalité de l'Opposition internationale au point de la masquer ? N'est-ce pas le peu de crédit qu'Isaac Deutscher porte à l'ensemble des groupes de l'Opposition internationale qui le conduit à ne s'intéresser qu'à Trotsky ? N'y a-t-il pas de sa part quelque abus, en quittant son rôle de biographe pour s'ériger, à l'occasion, en historien et en politologue, sans réellement avoir la démarche de ces derniers ?

Il existe pourtant un phénomène politique à étudier en tant que tel et qui présente un intérêt majeur : le phénomène de bascule qui se produit entre l'Opposition russe et l'Opposition internationale, au cours de la période de février 1929 à avril 1930. Cette opposition russe a, avant son exclusion, informé des événements dans le parti bolchevique, convaincu des communistes des autres P.C. de la justesse de son combat. Elle a ainsi, pour les opposants au sein des autres partis communistes au niveau international, joué un rôle de phare, de pointe avancée du combat contre la dégénérescence de la révolution russe qui commence à contaminer, par le biais de l'I.C., l'ensemble du mouvement communiste international. N'est-ce pas le début d'un processus d'internationalisation du combat des opposants russes qui considèrent, comme l'écrit Trotsky, que tout se joue désormais à l'échelle internationale :

« [...] Après les terribles fatigues de la révolution et ses actuelles conditions matérielles dans la période de reconstruction, la masse essentielle du prolétariat [...] a développé une grande passivité politique. La série des défaites de la révolution internationale des quelques dernières années n'a pas eu une mince influence dans le même sens. [...] Seule l'Opposition, par un travail systématique, constant, obstiné, ininterrompu,

peut aider les partis communistes d'Occident et d'Orient à venir sur la voie bolchevique et à se montrer à la hauteur des situations révolutionnaires qui ne manqueront pas dans les quelques années à venir. L'Opposition en U.R.S.S. ne peut remplir ses tâches qu'en tant que facteur international » ².

Pour les opposants russes et Trotsky, seuls des succès du prolétariat hors d'Union soviétique peuvent mettre un terme à l'apathie du prolétariat russe alors que l'Opposition doit déjà faire face à la répression et agir dans la clandestinité. Or, en liaison avec l'exil de Trotsky, et à la lumière de l'expérience des premières années de lutte des opposants russes et des premiers noyaux et groupes d'opposition à l'étranger, l'Opposition internationale commence à émerger comme une véritable organisation, qui n'est ni « l'appendice » de l'Opposition russe ni la simple juxtaposition ou addition des groupes d'opposition dans divers pays. Il apparaît que l'opposition russe s'est replantée au niveau international, au moment même où Staline s'en est débarrassé du parti en Union soviétique, ce qui conduit Deutscher, entre autres, à la considérer comme historiquement défaite. Ce phénomène se combine avec l'exil de Trotsky, et bien que ce dernier ait suivi de près l'ensemble de ce développement politique, ce phénomène n'est pas *son* œuvre, mais celle de ses camarades en U.R.S.S. et des opposants qui se reconnaissent en lui au niveau international. Etudier ce phénomène de bascule, de transfert de ce combat politique, les conditions de la naissance de l'Opposition de gauche internationale, c'est analyser, outre le rôle de Trotsky, l'activité et le poids politiques des opposants de gauche qui ont pris part à ce mouvement. C'est un combat qu'ils ne jugeaient pas, eux, perdu d'avance et qu'ils ont mené avec leurs moyens. C'est cette histoire, ces idées et ces hommes, que nous voulons retracer.

Qui sont ces hommes qui s'intitulent eux-mêmes « bolcheviks-léninistes », quelle influence ont-ils dans leurs partis communistes respectifs, quelle est leur stature personnelle, leur envergure par rapport aux tâches qu'ils se sont fixées ? Quel type de relations entretiennent-ils avec leurs devanciers, les opposants russes ? La personnalité des opposants des divers pays, leur formation politique, permettent-elles de placer au même plan les opposants russes et leurs camarades des autres groupes au plan international ? Cela soulève le problème d'une interaction entre les oppositions russe et internationale : y a-t-il une réelle interaction, ou bien l'impulsion est-elle simplement linéaire, de la première à la seconde ? Nous aborderons aussi l'influence de Trotsky, politique, idéologique et personnelle, sur ces deux oppositions. Comment envisage-t-il ses rapports avec les groupes d'opposition, quelle vision a-t-il de son propre rôle, quels sont ses liens personnels et politiques avec les opposants des différents groupes avec qui il correspond ?

Quelles sont les réponses politiques et organisationnelles de Trotsky et des opposants aux problèmes auxquels ils sont confrontés, tels que le tournant dans la politique stalinienne, vers la planification, l'industrialisation et la collectivisation à outrance ? Quel est le degré de profondeur de la crise du mouvement communiste, de la dégénérescence de la révolution russe et de son parti, victorieux en octobre 1917, puis conquis et défait par la bureaucratie ?

Quelle est la nature de classe de l'Union soviétique dominée par la bureaucratie stalinienne ? Quelle vision ces militants ont-ils de son avenir ? Quelles sont les perspectives de leur combat, comme le mènent-ils, comment veulent-ils le mener ?

Ce sont ces questions que nous allons aborder, après être revenu sur les principaux événements de la période qui va des débuts du combat de Lénine contre la bureaucratie naissante en 1922 à l'exil de Trotsky en Turquie en février 1929.

NOTES

1. I. Deutscher, *Trotsky*, le prophète hors-la-loi, tome V, Paris, U.G.E. 10/18, 1980, 349 p.
2. Trotsky, « Nouvelle Etape », [fin] décembre 1927, in *Redressement communiste*, n° 112, octobre 1928.

CHAPITRE I

NAISSANCE DE L'OPPOSITION DE GAUCHE RUSSE

Quand, expulsé d'Union soviétique par une décision du bureau politique, Léon Trotsky en franchit pour la dernière fois la frontière pour débarquer le 12 février 1929 à Istanbul, une période de l'histoire de l'U.R.S.S. se termine. L'activité de Trotsky hors d'Union soviétique, ses efforts pour organiser au sein de l'Internationale communiste une fraction de « gauche » opposée à Staline et à sa fraction « centriste » aussi bien qu'à la fraction « droitiste » de Boukharine, sont le résultat d'un long développement politique au sommet de l'appareil dirigeant du parti et de l'Etat en U.R.S.S.

De la révolution encerclée à la bureaucratization

La révolution d'octobre 1917 a été d'emblée confrontée à des problèmes difficiles : la consolidation du pouvoir des soviets, la paix avec l'Allemagne, la guerre civile menée par les armées blanches, les graves problèmes économiques qui vont conduire au « communisme de guerre » puis à l'adoption de la nouvelle politique économique (N.E.P.). Par-dessus tout, l'encercllement de la révolution pèse terriblement sur ce pays arriéré économiquement et culturellement.

Plus encore que le parti bolchevique, qui réussit pour le moment, à travers des crises et des débats ardents, à franchir ces obstacles, c'est le prolétariat victorieux d'octobre 1917, la « merveille de l'histoire » selon Préobrajensky, qui sort exsangue de ces épreuves. Les militants de l'avant-garde ouvrière, enrôlés dans l'Armée rouge, ou appelés à des responsabilités politiques (soviets, gouvernements locaux, comités régionaux du parti, appareil d'Etat) n'ont laissé à la production ou au chômage que la masse passive. Le parti bolchevique, essentiellement ouvrier en 1917, s'est largement ouvert aux paysans (30 % des 700 000 membres en 1921). La démobilisation de centaines de milliers d'hommes à la fin de la guerre civile a nourri le développement d'un appareil d'Etat déjà tentaculaire.

Revenant au travail après plusieurs mois d'absence forcée, Lénine s'inquiète des déformations bureaucratiques de l'appareil d'Etat, et dénonce fin 1922 un « [...] salmigondis de survivances bourgeoises et tsaristes »¹. Son analyse s'approfondit face à des *révélateurs* : le monopole du commerce extérieur remis en cause par une partie des dirigeants bolcheviques, l'inefficacité de l'Inspection ouvrière et paysanne (*Rabkrin*) dirigée par Staline, secrétaire général depuis avril 1922, et le grave conflit entre les communistes de Georgie

et le Bureau politique du parti bolchevique à propos du projet de fédération transcaucasienne. Lénine, décidé à croiser le fer, demande un recensement des fonctionnaires des grandes villes, élabore un plan de réorganisation des instances dirigeantes du parti. Découvrant à chaque pas la marque du pouvoir de Staline — acquis peu à peu en son absence — et son utilisation néfaste, Lénine propose à Trotsky un bloc contre le « bureaucratisme » dans le parti, notamment dans le bureau d'organisation (*Orgburo*), c'est-à-dire *contre Staline*. Ce bloc, à peine esquissé, est anéanti par une nouvelle crise qui interrompt les activités de Lénine en mars 1923.

Trotsky, désormais seul, dispose de quelques éléments : la proposition de Lénine visant à écarter Staline du secrétariat général et la rupture de leurs relations personnelles et politiques ainsi que des dispositions du texte connu comme le « Testament de Lénine ». Pourtant, en avril 1923, au XII^e congrès du parti bolchevique, il se borne à un rapport économique, reste muet sur le problème géorgien, sur Staline, vivement critiqué par Boukharine, ne mène pas la lutte projetée avec Lénine dont l'absence lui paraît sans doute compromettre par trop les perspectives.

Un instant menacé, Staline se sort finalement de cette mauvaise passe et sa position dans les organismes dirigeants est d'autant moins affaiblie qu'il conclut, contre Trotsky, avec Zinoviev et Kamenev, l'alliance fractionnelle que l'histoire connaît sous le nom de *troïka*. Les fractions au comité central sont demeurées sensiblement les mêmes que celles qu'elles étaient après le X^e congrès et la défaite de Trotsky dans la discussion sur les syndicats : seuls peuvent être considérés comme relativement proches, parmi les membres du C.C., Khristian G. Rakovsky, Karl Radek et Iouri G. Piatakov.

Trotsky, lui, tient les yeux fixés sur l'horizon de la révolution mondiale et plus précisément sur cette révolution allemande qui, selon lui, frappe en 1923 à la porte. Dans les mois décisifs de l'automne, c'est apparemment une sorte d'union sacrée qui a prévalu à Moscou. Les dirigeants croient en général à la révolution allemande qui peut rompre de façon décisive l'encercllement capitaliste et Zinoviev se laisse même aller jusqu'à décrire dans la presse ce que sera cette deuxième révolution victorieuse. Trotsky n'a pas eu besoin de sa propre fraction pour convaincre le bureau politique de l'imminence de la révolution et de l'urgence d'organiser l'insurrection. C'est aux détails techniques des préparatifs insurrectionnels qu'il se consacre, avec ses collaborateurs et les dirigeants de l'I.C. et du K.P.D.

La préparation de l'Octobre allemand a été comme un appel d'air. Une jeune génération, gagnée à la révolution après octobre et qui se sent vouée à la révolution mondiale, a cru son heure arrivée, le retour de l'héroïsme et la fin de la mesquinerie bureaucratique acquis. La chute va être d'autant plus dure. L'effondrement des espoirs révolutionnaires en Allemagne coïncide avec l'aggravation des difficultés économiques, la montée du mécontentement ouvrier et la volonté de répression des bureaucrates terre-à-terre qui sentent que les issues se referment. C'est Dzerjinsky — fondateur et chef du G.P.U. que Trotsky tient pour un révolutionnaire et non un bureaucrate — qui met le feu aux poudres en proposant d'appeler les membres du parti à dénoncer au G.P.U. toute activité d'opposition, organisation de grèves comprise. Le

point de danger est désormais atteint. Au moment où une jeune génération mobilisée et prête à combattre voit s'évanouir ses perspectives internationales mais renonce à baisser les bras, Trotsky va ouvertement s'opposer à une fraction de la direction et proposer une orientation nouvelle rompant avec le risque, qu'il entrevoit, d'une dégénérescence bureaucratique.

L'Opposition de 1923 et ses conséquences hors de l'U.R.S.S.

Le 8 octobre, Trotsky adresse au comité central une lettre dans laquelle il constate « [...] une extraordinaire détérioration de la situation à l'intérieur du parti depuis le XII^e Congrès »². Affirmant que « la bureaucratization de l'appareil du parti s'est développée dans des proportions inouïes par l'emploi de la méthode de sélection par le secrétariat », Trotsky dénonce le rôle accru du secrétaire qui décide de tout avec un autoritarisme « [...] dix fois supérieur à celui des pires jours de la guerre civile »³. Soulignant le danger d'une assimilation des « vieux-bolcheviks » au secrétariat par les militants privés de leurs droits au sein du parti, donc d'un conflit de générations, Trotsky menace de s'adresser à tout le parti, et non aux cercles dirigeants, si le comité central refuse d'agir pour redresser cette situation. La menace est sérieuse et un nouvel élément, le 15 octobre, lui donne encore plus de poids : quarante-six militants adressent à leur tour une déclaration au C.C. dans le même sens⁴. Parmi les signataires, des vieux bolcheviks, de glorieux combattants de la guerre civile : Piatakov, Préobrajensky, Boris M. Eltsine, Léonid P. Sérébriakov, Ivan N. Smirnov, Nikolai I. Mouralov, Lev S. Sosnovsky, tous proches de Trotsky. Il y a également des hommes qui ont appartenu à l'opposition dite du « Centralisme démocratique » : Vladimir Smirnov, Timofei V. Sapronov, Andréi S. Boubnov, Valerian Ossinsky et Vladimir Kossior. Cette déclaration est une plateforme de lutte pour la démocratie interne et contre l'empirisme en matière économique de la direction du parti. Les quarante-six demandent la convocation d'une conférence spéciale pour prendre des mesures d'urgence, sans attendre le prochain congrès, et proposent comme mesures immédiates, la réalisation de la démocratie interne et une planification économique.

L'appareil, ainsi mis en cause coup sur coup, répond sur son terrain, celui de la discipline : Trotsky est accusé d'avoir commis un acte fractionnel et la déclaration des quarante-six condamnée comme un acte de division tendant à affaiblir le parti par la lutte interne, n'est pas publiée. Toutefois, la *troïka* est contrainte d'ouvrir une discussion dans le parti et dans sa presse.

Ouvert le 7 novembre 1923 par un article de Zinoviev, le débat se déroule sur le fond de l'échec de l'Octobre allemand dont Staline et Zinoviev sont au premier chef responsables, la direction du K.P.D. convoquée à Moscou en juillet, ayant scrupuleusement respecté les consignes reçues. A Préobrajensky, qui écrit le 28 novembre,

« au moment où [...] les conditions objectives pour la réanimation de la vie intérieure du parti sont apparues [...] nous avons au contraire intensifié le bureaucratisme, la pétrification, le nombre de questions décidées d'avance par en haut »⁵,

Staline répond le 2 décembre :

« Il est nécessaire de mettre des limites à la discussion, d'empêcher le parti, qui est une unité combattante du prolétariat, de dégénérer en club de discussion »⁶.

Le 5 décembre, le bureau politique unanime adopte la résolution sur le « cours nouveau » qui affirme notamment :

« Le parti doit procéder à une modification sérieuse de sa politique dans le sens d'une application stricte et méthodique de la démocratie ouvrière »⁷.

Ce vote unanime est un point d'appui pour Trotsky. Mais l'interprétation que Staline donne de la résolution — il parle, à propos du malaise dans le parti, de « survivances du communisme de guerre » sous forme de « survivances militaristes dans la tête des travailleurs »⁸ — contraint Trotsky à la contre-attaque : le 10 décembre, il publie dans la *Pravda* une lettre accusant les tenants de l'« ancien cours » de vouloir « enterrer le cours nouveau » et affirmant la nécessité de lutter pour que la résolution du 5 décembre ne reste pas lettre morte. C'est un appel au combat, à la jeunesse et surtout le premier véritable rebondissement public de cette lutte jusque là souterraine. Le texte de « Cours nouveau » de Trotsky paraît dans la *Pravda* des 28 et 29 décembre.⁹

La troïka déclenche aussitôt une campagne pour discréditer Trotsky, contrôle de plus près la *Pravda* et prépare la XIII^e conférence avec le plus grand soin. Cette conférence, tenue du 16 au 18 janvier 1924, alors que Lénine est mourant et en l'absence de Trotsky qui est malade, marque la défaite de l'Opposition des quarante-six et de ceux qui, dans la jeunesse et l'Armée rouge, ont confiance en elle. Préobrajensky et Piatakov interviennent pour défendre la planification et protester dans la discussion sur les problèmes du parti, contre la façon dont les bureaucrates ressortent les vieilles querelles et utilisent le « léninisme » contre l'Opposition. Mais les jeux sont faits : l'Opposition n'a que trois délégués. Les faiblesses et les hésitations de l'Opposition, son caractère peu organisé voire spontané, ont affaibli ses chances. L'appareil, lui, fonctionne comme une fraction, sans idées, mais efficace. La résolution finale condamne l'activité fractionnelle de l'Opposition. La troïka sort totalement victorieuse de ce combat ; l'Opposition reçoit les coups conjugués du découragement des militants et des sanctions de l'appareil.

Il n'y a eu que très peu d'échos de la lutte de l'Opposition de 1923 tant dans la *Pravda* (dirigée par Boukharine) que dans l'I.C. (présidée par Zinoviev). Pourtant, les articles de Préobrajensky et de Trotsky vont contribuer à « exporter » la lutte interne au parti bolchevique. C'est dans les partis communistes de France et de Pologne que se trouvent les prolongements les plus importants de la bataille de 1923 en U.R.S.S.

Le premier élément d'une opposition dans le parti français est une initiative de Boris Souvarine, directeur du *Bulletin communiste* et délégué du P.C.F. auprès du comité exécutif de l'I.C., qui fait adopter au comité directeur, peu après la défaite de l'Opposition russe, une résolution — adoptée à l'unanimité moins trois voix — recommandant de ne pas suivre les décisions de Moscou sans posséder des informations suffisantes. Souvarine, dans le *Bulletin communiste*, publie les thèses en présence et notamment *Cours nou-*

veau. Il est rapidement isolé dans le P.C., écarté du *Bulletin communiste*, avant d'être exclu au V^e congrès de l'I.C. en juillet 1924.

Sous l'impulsion de Zinoviev, deux membres du comité central, Albert Treint et Suzanne Girault engagent la lutte contre les opposants baptisés « droitiers » et accusés de se dresser contre la « bolchevisation » du parti français. Le comité directeur revient sur sa décision et condamne l'Opposition russe. Treint s'en prend à l'*Humanité* qui aurait perdu, selon lui, sa « claire figure communiste ». Pierre Monatte, Alfred Rosmer, d'origine syndicaliste révolutionnaire et hostiles aux méthodes des fonctionnaires, mènent le combat sur la question du Testament de Lénine, et rencontrent un écho certain. Treint les somme de « plier ou démissionner ». Ils sont exclus par une conférence nationale extraordinaire du P.C., le 5 décembre 1924, soit juste un an après la résolution du B.P. du parti bolchevique sur le « cours nouveau ».

Les mesures sont encore plus radicales en Pologne où les dirigeants communistes Adolf Warski, Henryk Walecki et Wera Kostrzewa sont écartés pour avoir protesté contre les attaques dirigées contre Trotsky.

Le P.C. allemand présente des caractéristiques très différentes : l'influence de l'Opposition de 1923 y est réduite à une quantité négligeable. Il existe pourtant un « courant » gauche qui dirige le K.P.D., mais cette « gauche » animée par trois militants de premier plan, Ruth Fischer, Arkadi Maslow et Hugo Urbahns, est loin d'être favorable à Trotsky — baptisé « droitier » comme Heinrich Brandler, l'ex-dirigeant du K.P.D., rendu responsable de la défaite de l'Octobre allemand et animateur de l'aile droite du K.P.D. — et aux thèmes de l'Opposition des quarante-six. Au contraire, elle mêle « [...] dans la même critique gauchiste Brandler et Trotsky, coupables, selon elle, de défendre une conception « opportuniste » et « capitularde » du Front Unique qu'elle ne concevait pour sa part qu'« à la base ». »¹⁰ Il n'existe donc pas de terrain favorable au développement d'une opposition analogue à celle des quarante-six.

Le développement de la « bolchevisation », à travers les délégués de l'I.C. en mission dans les P.C., provoque des regroupements « anti-bolchevisation » aux contours politiques flous, comme en France, le petit groupe autour de l'avocat du parti, Maurice Paz, de Fernand Lorient, accusé d'être « droitier », et de l'ouvrier métallurgiste Albert Lemire. L'unité de ce groupe se fait sur l'opposition à Treint et à ses méthodes, tout en essayant de prendre le relais de l'opposition exclue Rosmer-Monatte, aux contours politiques plus nets.

Parmi les échos plus tardifs à la lutte de l'Opposition de 1923, on trouve quelques personnalités isolées comme Max Eastman qui incarne aux Etats-Unis la « gauche » et est un des porte-drapeaux du communisme sans avoir réellement adhéré au parti. Se définissant lui-même comme « un compagnon de route », il suit de près le déroulement du combat et publie les documents de l'Opposition russe. Trotsky est contraint de le désavouer publiquement lorsqu'il publie le Testament de Lénine aux Etats-Unis.

De ces événements, il faut souligner un aspect essentiel : l'Opposition des quarante-six ne réintègre pas la fraction dirigeante après l'avoir combattue pour obtenir la démocratie interne et enrayer le phénomène de dégénéres-

cence bureaucratique. Cette *cassure* dans les sphères dirigeantes du parti est un fait nouveau d'une importance capitale dans l'histoire du jeune mouvement communiste. Toutefois, cette cassure nette en U.R.S.S. n'a encore que peu de prolongements à l'étranger.

L'opposition de Leningrad et l'Opposition unifiée

La victoire de la troïka sur l'Opposition de 1923 a signifié le rejet de ses propositions économiques et politiques favorables au prolétariat et la poursuite d'un « cours paysan » qui permet la montée du koulak et le renforcement de sa position économique et politique au détriment des ouvriers. Dès avril 1925, les premières divergences apparaissent entre Staline et Zinoviev-Kamenev, prélude à un élargissement conséquent de l'Opposition dans le parti bolchevique, en deux temps : l'apparition d'une nouvelle Opposition à Leningrad puis sa jonction avec sa devancière de 1923.

L'Opposition de Leningrad est la rébellion du dernier appareil du parti à subir la pression de la classe ouvrière, contre les conséquences du « cours paysan ». Cette pression fait tourner les hommes de Zinoviev et fissure la troïka. Zinoviev critique Boukharine, rappelle le « danger koulak » et se pose en porte-parole ouvrier face aux protecteurs des koulaks. Avant tout débat politique, c'est par une guerre d'appareils que la troïka éclate et que Staline remporte au XIV^e congrès, où exception faite des délégués de Leningrad « 100 % Zinoviev », on ne trouve, par les mêmes méthodes de sélection mais à plus grande échelle, que des délégués « 100 % Staline ». Zinoviev et Kamenev, vaincus, cherchent l'appui de Trotsky et en paient le prix : Zinoviev confirme l'existence du Testament de Lénine, dénonce l'alliance « koulak - nepman - bureaucrate » et révèle son propre rôle dans la troïka contre Trotsky. Il critique, en citant Lénine, le « socialisme dans un seul pays », après avoir dénoncé le « socialisme à pas de tortue » de Boukharine. C'est un tournant, non dans le congrès qui élimine les zinovévistes de l'appareil, notamment du C.C., mais pour l'Opposition de 1923, bien que Trotsky soit resté sur une prudente réserve pendant ces débats. L'appareil de Leningrad est rapidement repris en main par Sergéï M. Kirov, pour le compte de Staline.

Le rapprochement entre l'opposition de 1923 et celle de Leningrad est logique puisque leurs caractères politiques sont proches (défense des intérêts ouvriers, internationalisme, dénonciation du koulak, du nepman et du bureaucrate) et les différences vite aplanies, Zinoviev déclarant spectaculairement :

« Il ne peut y avoir aucun doute : le noyau fondamental de l'Opposition de 1923 [...] avait raison de nous mettre en garde contre les dangers de déviation de la ligne prolétarienne et du développement menaçant du régime de l'appareil. [...] Oui, sur la question de l'oppression bureaucratique de l'appareil, Trotsky avait raison contre nous ». ¹¹

Cette Opposition unifiée, qui ne défend pas la « révolution permanente » mais se place dans la lignée de l'Opposition de 1923 en la justifiant politiquement, dispose d'un atout considérable : ses dirigeants, aux respon-

sabilités passées (pour les « trotskystes ») et présentes (pour les zinovévistes) sont des figures de tout premier plan, qui disposent d'un réseau de quatre mille à huit mille militants dont de nombreux « vieux-bolcheviks ».

Constituée en avril 1926, l'Opposition unifiée engage la bataille au plenum du C.C. de juillet avec la « Déclaration des treize », lue par Trotsky : elle s'affirme prolétarienne, avec un programme de défense du prolétariat, pour « un véritable plan quinquennal » ¹², contre la politique du comité syndical anglo-russe, et enfin contre la « théorie » du « socialisme dans un seul pays ».

Les propositions des treize sont repoussées et les dirigeants de l'Opposition accusés de violer la discipline, et ce d'autant qu'un provocateur a dénoncé le réseau clandestin de plusieurs milliers de membres que regroupe l'Opposition dans tout le pays et qui fonctionne comme au temps du tsarisme. Battue et sanctionnée — Zinoviev est exclu du B.P. — l'Opposition unifiée tente une percée, son va-tout : ses dirigeants se rendent dans les cellules ouvrières pour s'exprimer directement devant les ouvriers et obtiennent de réels succès jusqu'à ce que l'appareil dépêche des groupes de cogneurs pour mettre fin à cette tentative. Il n'y a aucune issue, aucun moyen de se faire entendre.

Le virage de Zinoviev signifie, dans le parti bolchevique, l'élargissement, l'unification, le renforcement du combat des opposants. Paradoxalement, et avec retard, ce tournant a une portée très différente à l'étranger. En effet, Zinoviev, à la tête de l'I.C., est le « bolchevisateur » *hâi* qui a exclu, avec l'aide de ses hommes-liges, tous les opposants. Dans les P.C. du monde entier, exclus et « bolchevisateurs » d'hier se retrouvent côte à côte dans l'Opposition, et tentent d'imiter l'exemple venu d'U.R.S.S., de s'unifier.

En France, il n'y a pas d'opposition unifiée mais des oppositions divisées, hostiles, que l'opposant russe Piatakov, membre de la délégation commerciale à Paris, tente vainement de rapprocher. En Allemagne, la gauche zinovéviste (Fischer-Maslow) est dans l'opposition depuis que la fraction stalinienne dirigée par Ernst Thälmann, choisi et appuyé par Staline, a pris le contrôle du K.P.D. Cette gauche zinovéviste, en juin 1926, s'allie logiquement avec l'Opposition de Wedding — du nom du quartier ouvrier de Berlin où elle est implantée — autour de Hans Weber, membre du C.C. et secrétaire du parti dans le Palatinat, après avoir rejeté les « ultra-gauches » comme Karl Korsch (qui définissent l'U.R.S.S. comme un Etat capitaliste paysan et jugent impossible de redresser les P.C. et l'I.C.). Les dirigeants staliniens du K.P.D. excluent Ruth Fischer et Arkadi Maslow en août. En septembre, après une remarquable campagne d'organisation animée par l'un des principaux dirigeants du K.P.D. de 1922 à 1925, aux côtés de Ruth Fischer, le député au Reichstag Werner Scholem, paraît la « Lettre des sept cents », signée par des militants ouvriers représentatifs de la classe ouvrière allemande qui se solidarisent avec l'Opposition russe, particulièrement avec Zinoviev, demandent l'annulation des mesures disciplinaires, un changement fondamental de la politique du parti, « [...] une démocratie véritable au sein de l'I.C., du parti bolchevique et du K.P.D. », et réclament un « retour à Lénine, au véritable léninisme non falsifié » ¹³. Ces sept cents signatures sont celles de cadres du

parti et des organisations « de masse » qu'il contrôle : c'est dire le caractère de « masse » du zinovévisme en Allemagne, qui tranche avec l'absence d'un courant proprement « trotskyste », dont les seuls militants sont ceux de l'Opposition russe en exil diplomatique. Pourtant un nouvel élément en provenance d'U.R.S.S., bouleverse les données de l'Opposition et accroît la confusion.

L'Opposition unifiée, qui a tenté une « sortie » et a échoué, est prise au piège, ne pouvant s'exprimer, chancelle, menace d'éclater. Trotsky, tactiquement, négocie afin d'éviter l'exclusion qui menace. Le 16 octobre 1926, les dirigeants de l'Opposition signent une déclaration qui réaffirme certes les positions principielles de la « déclaration des treize » mais en même temps reconnaît le caractère fractionnel de sa propre activité et admet avoir enfreint la discipline, s'engage désormais à la respecter, appelle à la dissolution des groupes fractionnels et assure qu'elle ne défendra à l'avenir ses positions que dans le cadre déterminé par les statuts et le comité central. Elle poursuit, portant la condamnation des exclus expressément exigée par la fraction dirigeante :

« Tout en reconnaissant le droit de chaque membre de l'Internationale communiste de défendre ses conceptions dans le cadre des statuts et des décisions de l'I.C. [...] nous considérons comme absolument inadmissible l'appui direct ou indirect prêté à tous les groupes fractionnels dans les différentes sections de l'I.C. contre la politique de celle-ci, que ce soit le groupe de Souvarine en France, le groupe Maslow - Ruth Fischer - Weber - Urbahns en Allemagne, [...] ou tout autre groupe, quelque soit leur attitude vis-à-vis de nos conceptions ». ¹⁴

La « déclaration » appelle les exclus à reconnaître leurs erreurs, à revenir au parti et à « aider ainsi à la liquidation de la lutte fractionnelle et à la lutte contre toute infraction à la discipline » ¹⁵.

Cette déclaration est une manœuvre un peu désespérée, destinée à éviter une exclusion qui menace et que les animateurs de l'Opposition unifiée n'avaient pas envisagée. Elle réussit à suspendre la répression dans le parti soviétique lui-même, mais elle a des conséquences de grande portée sur le moral des troupes de l'Opposition en train de se rassembler à l'étranger, particulièrement en Allemagne, et qui sont ainsi nettement désavouées. C'est une crise grave avec départs et reniements. Poussant son avantage, la direction du K.P.D. décapite l'Opposition en excluant Urbahns et Scholem le 5 novembre.

La déclaration du 16 octobre est aussi un compromis entre les zinovévistes russes, désireux de mettre un terme à l'activité fractionnelle et de condamner toute tendance à la scission, et Trotsky qui considère que le germe du fractionnisme et des tendances scissionnistes se trouve dans la politique de la « fraction au pouvoir ». Mais elle n'apparaît pas sous le même jour aux zinovévistes allemands qui dénoncent ce qu'ils appellent la « capitulation » du 16 octobre et se présentent comme des boucs émissaires. Le jeune « professeur rouge » Eléazar B. Solntsev, en mission à l'étranger, écrit de son côté à Trotsky que la déclaration, du point de vue de ses retombées internationales, a constitué une grave erreur : constater la responsabilité des zinovévistes allemands, sûrs de la proximité de Thermidor en U.R.S.S. et qui ont un peu trop

joué avec la politique d'un « nouveau parti », ne change rien. Alors que l'Opposition russe opère une retraite sous la pression « conciliatrice » de Zinoviev et des siens, l'Opposition allemande, elle, se désagrège sous la poussée de l'aile « gauchiste » des zinovévistes, ce qui justifie pleinement l'interrogation de Pierre Broué :

« En accusant l'Opposition de gauche russe d'avoir une perspective étroitement confinée au parti russe, l'Opposition allemande ne révèle-t-elle pas la même tendance « nationale-oppositionnelle » qu'elle prétend dénoncer ? » ¹⁶

Il semble tout de même que le répit obtenu grâce à la déclaration ait été utile à l'Opposition russe et qu'elle l'ait mis à profit. Trotsky écrira :

« L'hiver de 1926-1927 nous permit de souffler, d'arriver à approfondir nos idées sur une série de questions » ¹⁷.

La question chinoise et la fin de l'Opposition unifiée

La révolution chinoise a frappé ses trois coups. Or, la politique de Staline et de l'I.C., tout entière axée sur la soumission des communistes au Guomindang et à l'autorité du général Tchiang Kai-chek, puis de ses adversaires Wang Jingwei, leader de l'aile « gauche » du Guomindang et Feng Yuxiang, le « général chrétien », faite de suivisme vis-à-vis du nationalisme bourgeois et de manœuvres, prépare la défaite de la révolution qui pourrait modifier de fond en comble le rapport des forces dans le monde et en U.R.S.S.

Le 31 mars 1927, Trotsky, dans une lettre au C.C., se plaint du manque d'informations, souligne le danger d'un coup d'Etat militaire, demande pourquoi le parti chinois n'avance pas le mot d'ordre de soviets et n'agit pas nettement pour la révolution agraire. Début avril, il réaffirme le danger et les solutions de l'Opposition pour éviter le pire. Le 12 avril, Tchiang Kai-chek réussit son coup d'Etat, décapite le P.C. et le mouvement ouvrier chinois. L'Opposition, qui l'avait prévu, n'en est pas pour autant renforcée, puisque seule une poignée de cadres a eu connaissance de ses positions et que toute défaite révolutionnaire vient conforter le conservatisme stalinien. Mais la « question chinoise » devient un cheval de bataille de l'Opposition contre Staline et quatre-vingt-trois vieux-bolcheviks, dans une déclaration au C.C., soulignent que ce dernier cherche à cacher ses erreurs tout en continuant à traquer l'Opposition, que « [...] la fausse ligne en Chine [...] n'est pas fortuite » et qu'« elle prolonge et complète la fausse ligne dans la politique intérieure » ¹⁸. Déclarant que « la défaite de la révolution chinoise peut étrangement rapprocher la guerre contre l'U.R.S.S. » et rappelant les dangers de la situation intérieure (alliance nepman - koulak - bureaucrate), les signataires proposent des mesures pour préparer démocratiquement le XV^e congrès afin de renforcer le parti par des positions unitaires que seule la démocratie permettrait d'obtenir. Cette déclaration, contresignée par trois mille militants, décide l'appareil à entreprendre une sévère répression : arrestations, mutations, à l'étranger ou en Sibérie.

L'Opposition unifiée va livrer sa dernière bataille autour du programme qu'elle propose au parti, sa « plateforme ». Le document a été rédigé en vue

du XV^e congrès non seulement par la « vieille garde » (Trotsky, Zinoviev, Kamenev, Préobrajensky) mais par les militants de la jeune génération (Grigori Ia. Iakovine et Fiodor N. Dingelstedt, deux diplômés de l'Institut des professeurs rouges, Sokrat Gévorkian, membre du parti depuis 1917, étudiant à Moscou puis journaliste et professeur d'économie théorique, et Igor M. Poznansky, bolchevik en 1917, dans l'Armée rouge puis au secrétariat de Trotsky qui lui confie l'organisation de la Cavalerie rouge). Mais le C.C. interdit la publication de ce texte qu'il juge élaboré de façon fractionnelle. L'Opposition jouant son va-tout pour exprimer ses idées avant le congrès, décide une publication illégale, sous forme ronéotypée, puis dans une imprimerie. Staline déclenche alors l'opération « officier de Wrangel » en envoyant aux opposants un homme du G.P.U. qui propose ses services et est « démasqué » comme un ancien officier blanc rallié après avoir servi dans l'armée de Wrangel — dernier chef des armées blanches lors de la guerre civile. La milice saisit les exemplaires imprimés, arrête les vieux-bolcheviks, officiers de l'Armée rouge pour la plupart qui ont pris la responsabilité de cette opération.

L'Opposition ne réussit pas sa deuxième tentative de percée en deux ans, bien qu'elle réunisse plusieurs milliers de signatures — Zinoviev et Kamenev en espéraient de vingt à trente mille pour faire reculer Staline — qui vont être bientôt un passeport pour la Sibérie. Meetings et prises de parole se heurtent à l'obstruction, à la répression, à l'absence de moyens propres d'expression. Il est évident que les arguments de l'Opposition ne sont pas sans impact, mais aussi qu'ils ne soulèvent pas les foules. L'échec est patent avec la manifestation de rue prévue lors des cérémonies pour le dixième anniversaire d'Octobre, qui suit de peu l'exclusion du C.C. de Trotsky et de Zinoviev. Le cortège des manifestants est disloqué avant d'avoir atteint la place Rouge. Le soir même, Zinoviev dit qu'il faut avoir le courage de capituler : la décomposition commence dans les rangs de l'Opposition dont les composantes initiales n'avaient jamais, d'ailleurs, réussi à réellement fusionner. Le suicide d'Adolf A. Joffé — proche de Trotsky, ambassadeur à Berlin, en Chine, à Vienne et Tokyo, atteint de polynévrise et qui s'est vu refuser le droit d'être soigné à l'étranger — le 16 novembre, en signe de protestation contre la politique stalinienne, ne permet qu'une dernière manifestation publique, dans le cimetière où on l'inhume et où Trotsky et Rakovsky exclus du parti la veille prennent la parole sur sa tombe.

Le XV^e congrès va être le théâtre de l'éclatement d'une opposition désormais profondément divisée. Les zinoviévistes essaient vainement de se dégager de l'étreinte de la capitulation sans conditions que les dirigeants exigent pour leur permettre de « rester », au besoin « à plat ventre » selon la saisissante expression de Zinoviev. Les « trotskystes », autour de Rakovsky, refusent de s'engager dans cette voie, maintiennent leur opinion et promettent de respecter la discipline. Ils sont exclus. Les zinoviévistes ne se voient pas tendre « la main secourable » qu'implorait Kamenev et peu à peu, paient le prix que l'on exige d'eux en acceptant de condamner les idées de l'Opposition et de la plateforme — les leurs — comme « erronées et anti-léninistes ». Rakovsky, au nom du dernier carré, affirme :

« On nous exclut pour nos idées. Nous les considérons comme bolcheviques et léninistes. Nous ne pouvons y renoncer »¹⁹.

L'exclusion d'au moins 1 500 « trotskystes » à travers le pays est rapidement complétée par des mesures administratives qui permettent de les éloigner. La « déportation » prend pour le moment la forme d'une assignation à résidence qui met ces militants, sous peine de prison, à des journées de voyage, des semaines de correspondance de Moscou. Trotsky est envoyé à Alma-Ata, Rakovsky à Astrakan, Radek à Tomsk, Varsenika D. Kasparova, proche collaboratrice de Trotsky, en Crimée, etc. Plusieurs zinoviévistes et non des moindres — Georgi V. Safarov, rentré d'exil avec Lénine dans le « wagon plombé », membre de l'Opposition de Leningrad puis de l'Opposition unifiée qu'il représentait clandestinement au niveau international grâce à son travail dans les services diplomatiques — ne suivent pas les capitulards et se retrouvent en déportation, comme les trotskystes et aussi comme Smilga qui, n'étant lié à aucune des deux composantes principales, a choisi de suivre les durs, comme les décistes Sapronov et Vladimir M. Smirnov. Désormais le combat de l'Opposition bolchevik-léniniste, que ce soit dans les usines et quartiers ou dans les lieux de déportation, se mène sous le drapeau des idées et des figures historiques de Trotsky, Rakovsky, et leurs camarades.

« Nouvelle étape » : bilan et perspectives

Une période de la lutte de l'Opposition est close. Trotsky, dans un texte intitulé « Nouvelle Etape »²⁰, en décembre 1927, fait le point, situe l'Opposition, son combat et la nature des difficultés :

« La crise dans le parti reflète la crise de la révolution elle-même. La crise de la révolution a été provoquée par un changement des rapports entre les classes. Le fait que l'Opposition est une minorité dans le parti et qu'elle est sans cesse attaquée reflète la pression de la bourgeoisie indigène et mondiale sur l'appareil gouvernemental, la pression de l'appareil gouvernemental sur l'appareil du parti, et la pression de l'appareil du parti sur l'aile gauche, prolétarienne du parti. L'Opposition est aujourd'hui le foyer sur lequel se concentrent les plus puissantes des pressions mondiales contre la révolution ».

Que signifie la lutte contre Thermidor et comment la mener ?

« La lutte contre le danger de Thermidor est une lutte de classes. Une lutte dont l'objectif est d'arracher le pouvoir aux mains d'une autre classe est révolutionnaire. Une lutte pour des changements (dont certains ont un caractère décisif mais encore sous la domination de la même classe) est une lutte réformiste. Le pouvoir n'a pas encore été arraché des mains du prolétariat. Il est encore possible de redresser notre cours politique, de détruire les éléments de dualité de pouvoir et de renforcer la dictature par des mesures de nature réformiste ».

Les coups portés contre la gauche ouvrent la voie à Thermidor, dont la condition la plus importante « [...] serait d'écraser l'Opposition si radicalement qu'il n'y aurait désormais plus lieu de la « redouter ». L'une des causes essentielles de ce danger de Thermidor est la grande passivité politique du prolétariat et les effets du régime interne du parti :

« Le caractère d'acuité de la situation consiste tout entier dans le fait que le régime du parti agit comme un frein et paralyse l'activité du prolétariat alors qu'au même moment la théorie officielle du parti leurre le prolétariat et l'endort. Dans ces conditions, l'Opposition porte une responsabilité plus grande encore ».

Thermidor réalisé en U.R.S.S. ne serait qu'un régime de transition — « une sorte de kerenskysme à rebours » selon Trotsky — avec, comme en février 1917, une situation de double pouvoir mais cette fois à l'avantage de la bourgeoisie. Mais pour Trotsky, l'exclusion de l'Opposition du parti ne signifie pas que Thermidor soit réalisé et il explique :

« [...] Une telle appréciation pourrait se révéler correcte si le cours ultérieur des événements démontrait qu'il n'y aurait plus désormais d'éléments ouvriers dans le parti pour évoluer vers l'Opposition, que la classe ouvrière n'aurait plus la force de résister à l'offensive bourgeoise et qu'en conséquence l'apparition d'une Opposition numériquement réduite n'était que la dernière ride historique de la vague d'Octobre. Mais il n'existe pas de fondement pour une telle appréciation. Il n'y a pas de raison de supposer que le prolétariat, en dépit des phénomènes de passivité observés au cours des dernières années, n'est pas capable de défendre les conquêtes d'Octobre contre sa propre bourgeoisie aussi bien que contre celle de l'extérieur. [...] Même si le cours tout entier de la lutte dans l'avenir immédiat se révélait tourner à la défaveur de la dictature du prolétariat en U.R.S.S. et aboutissait à sa chute, [...] le travail de l'Opposition conserverait tout son sens. L'achèvement de Thermidor signifierait inévitablement la scission du parti. [...] Notre aile gauche constituerait alors non « un deuxième parti », mais la continuation du parti historique des bolcheviks. Le « deuxième parti », lui, naîtrait de l'interpénétration d'éléments bureaucratiques et de possédants qui même aujourd'hui ont des points d'appui dans la droite ».

Il faudrait alors préparer une deuxième révolution prolétarienne.

Les perspectives politiques et surtout économiques sont marquées par le renforcement prévisible de la pression exercée par les classes non-prolétariennes favorisant Thermidor, l'appareil étant en équilibre instable, menacé non seulement par la pression croissante de la droite, mais aussi par la résistance de la gauche.

Estimant probable l'application du programme économique de la droite, avec ou sans elle, ce qui signifie la remise en cause du monopole du commerce extérieur ainsi qu'une révision des instructions électorales, Trotsky écrit :

« Le rôle de la gauche dans ces circonstances sera décisif pour le destin du parti et de la dictature. La critique de l'opportunisme, une orientation de classe juste et des mots d'ordre justes pour l'éducation révolutionnaire des meilleurs éléments du parti — ce travail est en toutes circonstances la plus nécessaire et la plus grande de nos obligations. La tâche principale de l'Opposition est d'assurer la continuité d'un parti bolchevique authentique. Pour la période actuelle, cela signifie nager contre le courant ».

A propos de la politique du Comintern, Trotsky relève que le XV^e congrès du parti bolchevique a reconnu le reflux du mouvement ouvrier en Europe après l'avoir nié et souligne que « la prétendue « bolchevisation » des partis du Comintern [...] combinait la tendance à exclure les éléments réellement dénués de valeur et pourris et la lutte contre l'analyse marxiste [...] », donc contre la gauche. Il a cette formule choc :

« Le système de *dirigeants qui sont les estafettes* du Comintern s'est encore plus solidement ancré au cours des dernières années ».

L'Opposition, elle, doit combattre pour entraîner les partis communistes sur la ligne juste :

« L'Opposition en U.R.S.S. ne peut remplir ses tâches qu'en tant que facteur international ».

Cette affirmation, d'une grande importance pour les opposants à l'étranger, est une lourde responsabilité pour l'Opposition russe qui a encore peu fait dans ce domaine, tant la lutte au sein du parti l'absorbait. Trotsky ajoute :

« D'autant plus scandaleux, par conséquent est l'abandon par Zinoviev et Kamenev de la gauche du Comintern ».

Mais il réfute l'accusation lancée contre l'Opposition d'être pour un « deuxième parti » et cite un texte de Zinoviev, courant 1927 :

« Il est tout à fait possible qu'un nombre élevé d'oppositionnels (y compris tous les éléments dirigeants de l'Opposition) vont pendant un certain temps se trouver en dehors du parti. [...] Leur tâche sera, dans le moment le plus difficile, de maintenir un cours non vers la formation d'un deuxième parti mais vers le retour au P.C.U.S. et le redressement de la ligne. [...] L'opposition est unanime à croire que la lutte pour l'unité du parti sur une base léniniste ne peut en aucun cas aboutir à la prosternation devant l'appareil, en estompant les divergences et en adoucissant l'acuité de l'expression politique. Quand les compagnons de route de l'Opposition ont des divergences avec elle et vont à droite, ils n'attribuent pas d'habitude leur départ à leur propre capitulation devant [...] Staline [...] ; ils accusent plutôt l'Opposition de s'orienter vers un deuxième parti ; en d'autres termes, ils ne font que répéter les accusations staliniennes pour couvrir leur propre reculade ».

Au cas où la droite parviendrait à mettre sous sa tutelle politique une partie importante du noyau prolétarien du parti, deux partis seraient historiquement inévitables. Ce serait alors la chute de la dictature :

« On ne peut envisager une voie en sens contraire qu'à travers l'isolement de la droite par la lutte de l'Opposition contre le centrisme de l'appareil pour influencer le noyau prolétarien du parti. La dictature du prolétariat ne peut supporter plus longtemps de nouvelles défaites portées à l'aile prolétarienne de gauche. Au contraire, la dictature n'est pas seulement compatible avec l'isolement et la liquidation politique de la droite, mais elle exige impérieusement cette liquidation. Capituler devant le centrisme de l'appareil au nom de l'unité du parti serait donc travailler directement pour les deux partis, c'est-à-dire pour la chute de la dictature prolétarienne. »

Jugeant la capitulation de Zinoviev et Kamenev « [...] sans précédent dans l'histoire du mouvement révolutionnaire », Trotsky combat l'idée que l'Opposition unifiée était une erreur et rappelle que ce bloc fut la réunion de deux centres prolétariens (Moscou et Leningrad) contre la droite (basée dans le Caucase). Il souligne que cette union persiste, même au niveau international, et que ces capitulations n'arrêteront pas ce processus.

Enfin, il tente une évaluation de la tactique de l'Opposition, relève le caractère cyclique de son activité (montée de l'action, point critique et débandade accompagnée d'une déclaration de renoncement à l'activité fraction-

nelle et remontée) lié à la répression et aux méthodes de l'appareil, la seule arme de l'Opposition étant la propagande, et répond ainsi aux critiques :

« Les critiques de l'Opposition de l'extérieur, qui soulignent son caractère en « zigzag », la critiquent comme si l'Opposition pouvait déterminer librement sa tactique, comme s'il n'y avait pas la pression furieuse des classes ennemies, comme s'il n'y avait pas le pouvoir de l'appareil, pas de recul politique de la direction, pas de relative passivité dans la classe ouvrière, etc. La tactique de l'Opposition, avec ses inévitables contradictions internes, ne peut être comprise que si l'on n'oublie pas un instant que l'Opposition nage contre le courant, tout en combattant difficultés et obstacles sans précédent dans l'histoire. [...] Il n'y a pas de manuel indiquant comment redresser les choses dans une dictature prolétarienne secouée par les forces de Thermidor. Les voies et les moyens, il faut les chercher en partant de la situation réelle. On les trouvera si l'orientation fondamentale est correcte. »

Trotsky conclut « Nouvelle Etape » par trois perspectives pour l'Opposition russe, après son exclusion du parti bolchevique, mais aussi au niveau international : l'auto-éducation théorique, « [...] la tâche la plus importante de tout oppositionnel », la nécessité d'un travail constructif des opposants dans les organisations prolétariennes et soviétiques afin que leur critique principale atteigne la conscience des larges masses et la nécessité d'un appel à l'I.C., « [...] de sorte que la question de l'Opposition soit présentée au VI^e congrès dans sa pleine dimension ».

NOTES

1. Lénine, « La question des nationalités ou de l'autonomie », in *Œuvres complètes*, tome 36, p. 618.
2. Cité par P. Broué in *Le parti bolchevique*, Paris, Editions de Minuit, 1971, p. 182.
3. *Ibidem*.
4. Le texte intégral de la déclaration des quarante-six a été publié in E. H. Carr, *The Interregnum*, 1954, pp. 367-376.
5. Cité par P. Broué, in *Le parti bolchevique, op. cit.*, p. 185.
6. *Ibidem*.
7. *Ibidem*.
8. *Ibidem*.
9. Trotsky, *Cours Nouveau*, Paris, U.G.E., 1963, 188 p.
10. P. Broué : « La thèse de Maurice Stobnicer » in *Les Cahiers du C.E.R.M.T.R.I.*, n° 29, juin 1983, pp. 1-2.
11. Cité par P. Broué, in *Le parti bolchevique, op. cit.*, p. 231.
12. Le texte de la Déclaration des treize a été republié en français in Trotsky, *La lutte anti-bureaucratique en U.R.S.S.*, tome 1, Paris, U.G.E., 1975, pp. 95-115.
13. La lettre des sept cents a été publiée dans le *Bulletin Communiste*, n° 16-17, janvier-mars 1927.
14. « Déclaration des treize », in Trotsky, *La lutte anti-bureaucratique, op. cit.* pp. 95-115.
15. *Ibidem*.
16. P. Broué, « La thèse de Maurice Stobnicer », *op. cit.*, pp. 3-4.
17. Trotsky, *Ma Vie*, Paris, Gallimard, 1973, p. 617.
18. « Déclaration des quatre-vingt-trois », in Trotsky, *La lutte anti-bureaucratique, op. cit.*, pp. 116-131.
19. Rakovsky, « Déclaration au XV^e congrès du P.C.U.S. », in *Cahiers Léon Trotsky*, n° 6, décembre 1980, pp. 71-73.
20. Trotsky, « Nouvelle Etape », *op. cit.* Jusqu'à la fin du chapitre, toutes les citations sont extraites de ce texte.

VERS UNE OPPOSITION INTERNATIONALE

De la gauche allemande au Leninbund

La gauche allemande, malmenée en octobre 1926, s'est donné une direction nationale composée notamment de Ruth Fischer, Urbahns, Scholem, Josef Kohn dit Joko et Anton Grylewicz, l'un des principaux chefs de file de cette gauche, et publie un bulletin d'information bi-mensuel, *Mitteilungsblatt* (Bulletin de liaison), début 1927. Le XI^e congrès du K.P.D., en mars 1927 à Essen, voit sa défaite organisationnelle. Elle ne compte, face aux cent-quatre-vingt-trois délégués favorables au C.C., que dix délégués qui ne sont d'ailleurs pas l'expression d'une fraction homogène puisque scindés en trois courants : le groupe « Urbahns-Fischer », la tendance berlinoise de l'Opposition de Wedding signataire de la « Lettre des sept cents », et la branche de Leipzig de l'Opposition de Wedding, non signataire de cette lettre. Devant l'alternative capitulation/exclusion, c'est l'Opposition de Wedding fortement implantée dans le prolétariat urbain (à Berlin, en Saxe et dans le Palatinat) qui résiste le plus longtemps, se maintenant au sein du K.P.D. encore quelques mois, alors qu'elle défend l'Opposition unifiée russe et accuse le comité central de Thälmann de poursuivre la normalisation et les exclusions commencées par Fischer-Maslow.

Les représentants du groupe « Urbahns-Fischer » au XI^e congrès (Schlecht, Grylewicz et Bartels) sont exclus dès le début avril. Les opposants, qui, jusqu'au congrès d'Essen, ont combattu uniquement au sein du K.P.D., sont contraints, à la suite des exclusions massives, à s'adresser publiquement aux travailleurs (appels et réunions publiques) tout en continuant à lutter dans le parti. Trotsky, dans une lettre du 2 avril 1927, commente très favorablement l'évolution politique de la « gauche allemande » qu'il juge à travers son bulletin d'information. Soulignant le rejet des ultra-gauches (Korsch) par les « gauches », Trotsky pense que ces derniers ont pris nettement position contre les dangers qui menacent l'U.R.S.S. et qu'ils ont tiré les leçons de la défaite de 1923 :

« [...] Brandler n'a rien appris de ces quelques années qui viennent de s'écouler ; les gauches ont beaucoup appris. C'est pourquoi je pense qu'ils regagneront leur place dans l'Internationale »¹.

Le bulletin d'information bi-mensuel se transforme, en mars 1927, en un hebdomadaire : *Die Fahne des Kommunismus* (Le Drapeau du communisme). Ce journal, dirigé par Urbahns, défend les analyses et publie les tex-

tes de l'Opposition unifiée russe. C'est un acquis important, de même que la déclaration des exclus qui considèrent leur regroupement comme une fraction du K.P.D. et non comme une organisation rivale. Ils appellent les travailleurs à entrer au K.P.D., demandent la « [...] réunification de tous les véritables communistes sur la base des vieux principes de Marx et Lénine »² et réclament leur réintégration dans le K.P.D. et l'I.C.

Le 23 octobre 1927 à Berlin, lors de la première conférence nationale de l'Opposition, cent vingt délégués adoptent la plateforme de l'Opposition et décident la tenue de conférences régionales à l'issue desquelles une nouvelle conférence sera convoquée. La proclamation d'une organisation indépendante est en préparation. De son côté, le K.P.D. se débarrasse des derniers bastions de l'Opposition, notamment de toute la section de Suhl, dirigée par Guido Heym et qui publie le quotidien *Der Volkswille* (La Volonté du peuple), cet organe devenant celui de l'Opposition dans toute l'Allemagne. Les exclusions massives aboutissant à l'absence d'opposition de gauche organisée à l'intérieur du K.P.D., et l'existence d'éléments d'organisation aux mains de l'Opposition en dehors du parti, mènent inéluctablement à la constitution d'une organisation à l'extérieur du parti : le Leninbund (Ligue Lénine), proclamé en avril 1928 comme une « fraction publique du K.P.D. » et qui rejette la caractérisation de « deuxième parti » que lui accolent les dirigeants.

Pourtant la capitulation de Zinoviev et de Kamenev va modifier profondément la situation de l'Opposition allemande. La gauche zinoviéviste se casse en effet en deux, entre ceux qui suivent ses chefs historiques et ceux qui entendent poursuivre le combat à travers le Leninbund. Ces derniers sont particulièrement féroces à l'égard de leurs anciens maîtres à penser et écrivent à propos de Zinoviev et Kamenev qui viennent de dénoncer comme « erronées et antiléningistes » les idées de l'Opposition :

« Leurs nouvelles découvertes actuelles sont plutôt dues aux rigueurs d'éventuels hivers à passer en Sibérie qu'à l'ardeur du combat »³.

Mais Ruth Fischer et Maslow, qui ont repris le contact avec Zinoviev et Kamenev et vont le maintenir pendant des années — notamment par l'intermédiaire de Grigori C. Chklovsky — s'alignent sur eux et revendiquent leur réintégration, ce qui va les faire honnir de tous ceux que n'avait pas encore écœurés leur comportement au pouvoir dans le parti. Cette scission au sein de la gauche allemande traditionnellement marquée de l'empreinte du zinoviévisme, est en principe favorable au développement en Allemagne d'un courant proprement « trotskyste », mais les résultats ne peuvent être immédiats.

Les 8 et 9 avril, au congrès de fondation du Leninbund, cent cinquante-trois délégués adoptent deux rapports à l'unanimité : le premier, présenté par Scholem attaque la direction du K.P.D. pour avoir rompu l'unité du parti, voit dans la « [...] soumission totale et complète au cours erroné de Staline dans le Comintern [...] un glissement par rapport à la ligne de classe prolétarienne (question russe, politique chinoise et anglaise) », une « [...] politique opportuniste, gommant les principes communistes » et dénonce la « [...] passivité totale dans l'activité quotidienne »⁴ du K.P.D. qui est incapable de développer un programme d'action concret. Le Leninbund rappelle qu'il ne

veut pas être un deuxième parti et qu'il « [...] rassemble tous les véritables communistes qui veulent lutter contre le révisionnisme et l'opportunisme, y compris dans leurs propres rangs et qui acceptent les résolutions fondamentales des cinq congrès mondiaux de l'I.C., ainsi que les vingt et une conditions d'admission »⁵. Enfin, repoussant les ultra-gauches « [...] qui ont quitté le terrain du léninisme », le rapport se félicite du rapprochement avec l'Opposition de Wedding. Dans le second rapport qui est la résolution sur les tâches des communistes de gauche, Urbahns, à propos de la situation mondiale, rappelle que « [...] notre époque reste [...] l'époque des guerres et des révolutions »⁶ et condamne la théorie du socialisme dans un seul pays qui porte en germe la condamnation, à terme, de l'I.C.

Le Leninbund, dès sa formation, est une organisation conséquente : Scholem, au congrès, avec le chiffre de six mille militants et revendique de quatre-vingt à cent mille communistes partisans du Leninbund, dans et hors du K.P.D. Le Leninbund compte plus de cent groupes locaux, ses responsables sont presque tous d'anciens dirigeants du K.P.D. (membres du C.C., députés,...). L'organisation dispose d'un quotidien, *Der Volkswille*, d'un hebdomadaire, *Die Fahne des Kommunismus* et même d'un hebdomadaire régional, dans la Ruhr. Sur le plan international, le Leninbund est en contact avec l'Opposition russe, tchèque (groupe Rudý Prapor), française (groupe Treint-Girault) et les groupes autrichiens.

Moins d'un mois après sa fondation pourtant, le comité exécutif de l'I.C. ayant fait miroiter aux militants du Leninbund la possibilité d'une réintégration dont il ne veut cependant à aucun prix, une partie des ex-dirigeants zinoviévistes capitule pour des raisons, semble-t-il, différentes : le 18 mai, Werner Scholem et Max Hesse — membre de l'exécutif de l'I.C. de 1924 à 1926 et signataire de la « Lettre des sept cents », exclu du K.P.D. en décembre 1927 — le 20 mai, Ruth Fischer et Maslow. La crise est sévère : l'organe du Leninbund dans la Ruhr cesse sa parution, des militants passent même au S.P.D. comme le groupe de Suhl. Toutefois, les dirigeants qui tiennent bon comme Urbahns et Grylewicz rejoignent le renfort des militants de l'Opposition de Wedding de Berlin-Weissensee.

Le 20 mai, jour de la capitulation des dirigeants historiques de la « gauche allemande » est aussi jour d'élections au Reichstag — où le Leninbund, à l'initiative, entre autres, de ceux qui ont capitulé, présente ses propres candidats. C'est un terrible échec électoral pour le Leninbund qui ne recueille que quatre-vingt mille voix (aucun élu) contre plus de trois millions au K.P.D. et neuf au S.P.D. C'est aussi une grosse désillusion⁷ qui ne remet pourtant pas en cause l'orientation latente et inexprimée vers un deuxième parti et rejette la responsabilité de l'échec sur les travailleurs :

« La classe ouvrière allemande ne veut pas aujourd'hui lutter pour ces objectifs communistes, elle ne désire au mieux que mener le combat pour des réformes, pour des revendications de type démocratique bourgeois. Les communistes doivent donc partir de là »⁸.

La question à laquelle le Leninbund doit répondre est celle de son statut face au K.P.D. Sa campagne sur l'affaire Wittorf — le trésorier du K.P.D. de

Hamburg qui a détourné des fonds — démontre qu'il est capable d'influencer la vie interne du K.P.D., puisqu'elle le contraint à agir. Mais, le problème demeure, non tranché : combat pour redresser le K.P.D. ou combat contre lui ?

Trotsky, dans le cas du Leninbund, penche pour la deuxième interprétation, lourde de malentendus et de dangers politiques ; il écrit ainsi à propos de sa fondation et de la présentation de candidats aux élections :

« [...] Les expériences faites récemment en Allemagne (Altona) parlent contre la présentation de candidats à part. Nous n'avons pas le droit de briser notre ligne pour des problématiques mandats. La formation d'une Ligue des communistes de gauche est fautive. Le nom de l'Opposition est assez populaire et il a un caractère international. Le terme de « Ligue » n'ajoute rien, mais peut devenir le pseudonyme d'un deuxième parti »⁹.

En dépit de ces divergences, après la capitulation des zinoviévistes, Trotsky occupe une place importante dans la vie de l'Opposition allemande, dans la presse du Leninbund et dans la partie de l'Opposition de Wedding qui n'a pas rejoint le Leninbund.

Hétérogénéité de l'opposition en France et en Tchécoslovaquie

En France, il n'y a pas d'opposition unifiée, mais une constellation d'oppositions, groupes et courants. La direction du P.C. a mis à profit cette confusion et l'a aggravée en modulant les sanctions, et surtout en appliquant avec rigueur les mesures de « bolchevisation ». La situation change. Souvarine suspend au début de 1926 la parution du *Bulletin communiste* et demande sa réintégration à l'I.C. Il fonde le Cercle communiste Marx-Lénine par lequel vont passer bien des opposants que le groupe de Paz n'est pas en mesure d'organiser. Pourtant Souvarine, marginalisé, ne vaut que par le rôle d'épouvantail que lui fait jouer la direction et qui sert à maintenir les militants dans l'alignement. Le groupe de Rosmer et Monatte, lui, publie depuis 1925 *La Révolution prolétarienne*, dont le « noyau » est fait de militants syndicaux qui entretiennent de bonnes relations avec Souvarine. La revue compte neuf cents abonnés en 1927 et paraît régulièrement, ce qui stabilise le groupe sur le plan d'organisation. Mais il demeure très fragile politiquement, Monatte avançant de plus en plus dans la voie de l'assimilation du bolchevisme au stalinisme, et appréciant moins encore que les autres ce qu'il considère comme les « désaveux » de l'opposition russe¹⁰.

Ces groupes ont bien des traits communs : nés de l'Opposition de 1923, ils sont formés de militants exclus, peu liés avec le parti — bien que Rosmer et Souvarine soient des figures très connues — mais disposant d'une certaine influence.

Ils disposent tous d'un organe de presse et vouent la même hostilité à Treint, agent de la bolchevisation du parti et pourfendeur de « trotskystes ». C'est lui qui les a dénoncés comme « droitiers » et exclus, marginalisés. Mais voilà que Treint lui-même a été rejeté dans l'opposition par la lutte de Zinoviev dans les rangs de l'Opposition unifiée : il est écarté de la direction du P.C. et son groupe, avec Suzanne Girault, est sanctionné. En fait, s'il est

« le » zinoviéviste français, il n'est pas un Zinoviev français et n'envisage jamais de capituler. Bien qu'il défende mieux que personne l'ensemble des positions de l'Opposition unifiée — et notamment celles de Trotsky sur la question chinoise — il est toujours considéré par les autres opposants comme le « bolchevisateur » aux méthodes détestables, le premier agent de la dégénérescence, celui qui a tué la démocratie et ouvert les vannes au déferlement de l'autoritarisme bureaucratique. L'histoire concrète du P.C.F. entre 1923 et 1925 pèse de tout son poids sur la naissance d'une opposition unifiée en France : l'influence indéniable que Treint exerce dans le parti même ne risque-t-elle pas ainsi d'être rapidement étouffée ?

Lors de la conférence nationale de juin 1927, les oppositions toutes ensemble n'obtiennent pas 5 % des délégués. La machine de guerre contre l'opposition est prête, attendant le signal de Moscou. Dès novembre, commence une campagne de masse du P.C. : prises de position des fédérations, sections, cellules, favorables aux exclusions, une réédition, à petite échelle, des agissements de l'appareil du parti russe. Le P.C. forme même des « théoriciens » de la lutte contre l'opposition tels Maurice Thorez et Pierre Sémard. L'épuration commence : d'abord le groupe Paz qui, le 20 novembre, a lancé la revue d'opposition *Contre le Courant*. La direction invoque cette publication comme motif officiel de l'exclusion du groupe. Les cellules de Maurice et Magdeleine Paz, les chefs de file de « l'Opposition de 1924 », sont dissoutes. Peu après, c'est au tour du groupe Treint-Girault. La direction du parti lui reproche sa solidarité politique avec l'opposition internationale et ses méthodes fractionnelles. La bataille, comme dans le parti russe, porte sur la publication des documents de l'opposition. Ainsi, le 20 novembre, l'ouvrier typographe Gaston Faussecave, du groupe Treint, est exclu pour avoir publié en français la plateforme de l'opposition russe. Au comité de rayon, il se déclare prêt à cesser cette publication si le parti s'en charge. Impossible, lui répond-on, « les ouvriers du parti ne veulent pas discuter »¹¹ ! De nombreuses cellules se prononcent pourtant pour l'opposition. Le C.C. entame les exclusions.

Dans l'opposition, on s'active, dans des sens pourtant divergents : Souvarine, dans le *Bulletin communiste*, publie « Octobre noir »¹², article-bilan de dix ans de révolution russe. Pour lui, l'U.R.S.S. connaît un important développement capitaliste et une restauration des anciennes classes. L'Opposition n'a pas compris ce processus et s'est convertie à cette « nouvelle religion » qu'est le « léninisme ». Son seul mérite est d'avoir combattu dès 1923 contre la dégénérescence dont elle est aussi atteinte désormais.

Le premier numéro de *Contre le Courant* titre « La révolution en danger » et expose la situation de l'opposition en U.R.S.S., les interventions de Trotsky et Zinoviev au C.C. d'octobre 1927 et appelle au combat. Le groupe Treint-Girault lance *L'Unité léniniste* en décembre 1927, avec une parution plus fréquente que *Contre le Courant* : il en appelle à la « vieille gauche ». L'opposition change encore de visage avec l'apparition d'un nouveau groupe qui semble alors lié à Souvarine, le noyau de la revue *Clarté* devenue *La Lutte de Classes*, qu'animent l'ancien secrétaire des Etudiants communistes, Pierre Naville et le jeune avocat Francis Gérard (Gérard Rosenthal), de retour de Moscou où ils ont rencontré, à la fin de 1927, Trotsky et ses proches.

Les développements au sein du parti russe, les exclusions et capitulations de la fin 1927 et du début 1928 vont amener Trotsky à préciser ce qu'il attend des militants étrangers de l'opposition. Dans ses « Instructions à Pierre »¹³, il émet un jugement sur les différents groupes. Condamnant la tendance en Allemagne à une évolution vers un second parti, il souligne, pour la France, qu'on « [...] ne peut pas douter que le groupe *Contre le Courant* est avec nous » et ajoute :

« Au cas où le groupe Treint-Girault prendrait une position juste, l'union des deux groupes est souhaitable au plus tôt [...] Il est vivement à désirer que Rosmer soit amené à travailler au journal *Contre le Courant* »¹⁴.

Enfin, il indique à son jeune camarade qu'à son sens Souvarine a pris dans une série de questions importantes une position « fautive quant au fond ».

Le groupe Treint-Girault est exclu à la conférence nationale du P.C. de février, alors que déjà quelques militants — derrière Suzanne Girault — sont très en retrait sur les positions du groupe et emboîtent le pas des « capitulards » russes. Dès mars, Treint et Henri Barré (ancien membre du C.C. du P.C. en 1926) quittent le comité de rédaction de l'*Unité léniniste* en raison de divergences sur « [...] l'appréciation de la situation présente en U.R.S.S., des décisions du XV^e congrès [...] et notre conférence nationale... »¹⁵. La majorité du groupe de l'*Unité léniniste* capitule et est réintégrée dans le P.C., le journal cesse sa parution au mois de mai, après avoir fait son autocritique. Tandis que Suzanne Girault rentre en grâce, ce qui reste du groupe Treint — une dizaine de militants — se constitue en Groupe de Redressement communiste. En rupture avec le zinovévisme, stigmatisant les capitulards qui avaient été ses maîtres à penser, il reste cependant fidèle à son passé, condamne les « droitiers » de 1923, maintient les attaques contre le « trotskysme », défend la justesse de la politique et des méthodes de la « bolchevisation ». *Le Redressement communiste*, petit mensuel de quelques pages, est souvent suppléé par des tracts. *Contre le Courant* a, de son côté, des difficultés et ne publie guère de textes intéressants en dehors de ceux de l'Opposition russe et de Trotsky lui-même. Les difficultés des groupes d'opposition s'expliquent-elles par la coupure avec la base du parti qui s'est produite après l'exclusion de leurs animateurs ? C'est probable. Mais ils doivent aussi s'adapter à un contexte nouveau caractérisé par une vague de capitulations.

Le 2 juin, le groupe Paz écrit une « Lettre ouverte aux Communistes d'opposition » qui déclare s'adresser aux groupes qui « [...] tous mènent une lutte de gauche contre la déviation opportuniste de l'Internationale communiste [...] » et qui « [...] s'opposent irréductiblement au cours stalinien »¹⁶. Constatant la division nuisible de l'opposition, le groupe Paz propose d'avancer vers le regroupement à travers plusieurs perspectives concrètes : création d'un organe unique de l'opposition, élaboration en commun d'une plateforme, préparation et tenue d'une Conférence nationale de l'opposition où seraient discutés tous ces points. A propos des dissensions entre les groupes, les auteurs (muets sur la bolchevisation) déclarent que « [...] l'efficacité de

l'action oppositionnelle réclame le sacrifice des préventions et des griefs, si justifiés qu'ils aient pu être dans le passé »¹⁷.

Les réponses des groupes sollicités reflètent bien la situation de l'opposition : sur huit, deux seulement sont favorables et encore avec des réserves. Le groupe Treint, qui exclut *a priori* Souvarine et le groupe de *La Lutte de Classes* (accusé de ne compter que des intellectuels petits-bourgeois), et le groupe lyonnais d'opposition (dirigé par Jean-Jacques Soudeille dit Souzy) qui annonce, avec scepticisme quant aux perspectives, sa participation à la conférence pour s'informer. Deux autres ne répondent pas : le *Réveil communiste* et *La Révolution prolétarienne*. Enfin, quatre répondent négativement : le groupe de Limoges (Marcel Body), la Fraction de gauche des communistes italiens en France¹⁸, le groupe de *La Lutte de Classes* et le groupe de Souvarine. Tandis que la fraction bordiguiste se prononce pour l'élaboration d'une plateforme propre à chaque groupe, Naville déclare :

« S'opposer au cours stalinien » ne signifie rien »¹⁹.

Il rejette également le « bloc sans principes » que propose *Contre le Courant*, soulignant que la démarche de *La Lutte de Classes* est à l'opposé : c'est la recherche d'une clarification politique, préalable à tout regroupement de l'opposition. Enfin, le Cercle Marx-Lénine considère la conférence comme « [...] nuisible et, dans le meilleur des cas, inutile »²⁰. Considérant que *Contre le Courant*, qui veut se poser en rassembleur, n'a qu'à publier ses positions ou s'informer aux réunions du Cercle et que toute autre démarche est inutile, sa réponse est brutale :

« Vous vous réclamez du léninisme : nous avons condamné et le mot, et la chose. Vous vous opposez au « stalinisme » : nous ne savons pas ce que c'est. [...] Vous croyez mener « une lutte de gauche » : c'est le moindre de nos soucis. Vous considérez comme des communistes les bolchevisateurs de 1924 : nous les tenons pour des criminels. Vous ne savez qu'approuver tout ce que dit, tout ce que fait l'opposition russe : nous ne respectons les erreurs de personne. Vous procédez par affirmations et vénerez les dogmes : nous entendons raisonner et repoussons le dogmatisme »²¹.

L'échec de la tentative de *Contre le Courant* marque l'impossibilité d'un regroupement de toute l'opposition, et a deux types de conséquences. Immédiates : les rapports entre les groupes s'enveniment. A plus long terme : *La Lutte de Classes* et le *Bulletin Communiste* se rapprochent nettement, alors que *Contre le Courant* et *Le Redressement Communiste* ont des rapports conflictuels qui vont aboutir, en décembre 1928, à la dislocation de ce dernier groupe : la majorité du groupe de Paris condamne la légende du « trotskysme » — ce que Treint se refuse à faire — et dénonce les méthodes de Treint, les exclusives qu'il a lancé contre d'autres groupes de l'opposition, l'absence de démocratie interne, etc. *Le Redressement Communiste* cesse sa parution et une bonne partie de ses militants se tourne vers l'ultra-gauche qui dénonce, dans le *Réveil Communiste*, la politique de redressement de l'I.C.

Contre le Courant, qui ne récupère que très peu de militants, se trouve néanmoins conforté dans la position de groupe oppositionnel quasi-officiel, dont la revue est la seule à publier les articles de Trotsky et à être reconnue par l'Opposition russe, à vouloir sortir du marasme des groupes : c'est donc *Contre le Courant* qui a le mieux franchi les obstacles au cours de l'année 1928.

En Tchécoslovaquie, la naissance de l'Opposition de gauche est aussi difficile à dater que ses limites à tracer. Le parti communiste tchécoslovaque est un parti de masse, avec beaucoup de liens historiques avec le K.P.D. mais aussi avec le parti russe. Au temps de l'Opposition unifiée, plusieurs militants tchécoslovaques l'avaient rejointe en U.R.S.S. même, où ils étaient soit réfugiés, soit responsables de l'appareil international. C'était le cas du dirigeant de l'Internationale des jeunes communistes (K.I.M.), Karel Fischer, dit Michalec, qui se rattachait à la fraction zinoviéviste. C'était le cas aussi du journaliste Škandera et de son confrère Vlastimil Burian, réfugié en U.R.S.S. pour esquiver une lourde condamnation à la prison après la grève générale de 1920. A l'été de 1927, un jeune responsable des Jeunesses communistes de Prague, Wolfgang Salus, invité à représenter son organisation à une conférence à Moscou, y rencontre de jeunes militants qui l'introduisent auprès de Trotsky, et revient oppositionnel convaincu. Mais deux personnalités importantes du mouvement communiste dans les pays non-tchèques gravitent également en direction de l'opposition dans laquelle il vont dès le début jouer un rôle important, le Slovaque Hyřek Lenorovič et l'Allemand Alois Neurath. Le premier est l'un des fondateurs du P.C. en Slovaquie, un homme chaleureux, très populaire, qui commence à prendre ses distances vis-à-vis de la politique en Tchécoslovaquie et n'a commencé à s'informer sur le « trotskysme » qu'après son exclusion, après le V^e congrès du P.C. tchécoslovaque en mars 1928. Neurath est un dirigeant de bien plus grande envergure encore. Cadre du parti social-démocrate dans la région des Sudètes, il n'est pas tombé dans l'union sacrée et a été l'animateur des groupes communistes germanophones avant d'être l'un des fondateurs du P.C.T. lui-même. Dès 1926, il s'est déclaré solidaire de l'opposition, dans laquelle il se rattache plutôt au courant zinoviéviste.

Déjà en 1927 plusieurs militants tchèques s'expriment dans les colonnes de *Die Fabne des Kommunismus* : Lenorovič, mais aussi un autre vieux cadre formé en Russie, Leonide Saffrys, qui signe Zvon. Après l'exclusion de l'opposition en décembre 1927, ils se regroupent en Tchécoslovaquie autour d'un journal, *Rudý Prapor* (Drapeau Rouge), auquel participent non seulement Lenorovič et Neurath, mais Michalec, les jeunes Jiří Kopp et Jan Frankel, liés à Lenorovič qui les a gagnés au communisme au sanatorium de Merano où ils avaient fait amitié avec l'écrivain Franz Kafka, le Dr Otto Friedmann, membre du P.C.T., l'ouvrier pragois Kohout, le professeur de lycée Artur Pollak... Le groupe, constitué dans le cours d'une réunion tenue à Prague autour d'un zinoviéviste, Simon I. Kanatchikov, chef de l'agence de presse soviétique en Tchécoslovaquie, noue rapidement des liens avec des oppositionnels qui relèvent plutôt politiquement de la droite brandlérienne.

Le combat des bolcheviks-léninistes russes

Les débuts de l'opposition hors d'U.R.S.S. sont facilités par un double phénomène : le rôle des opposants russes en mission diplomatique à l'étranger et le passage à l'opposition de militants étrangers à Moscou.

Ainsi, la présence en France de Khristian Rakovsky comme ambassadeur de novembre 1925 à octobre 1927 (jusqu'à ce qu'il soit déclaré *persona non grata* par le gouvernement français) a eu un écho très important pour l'opposition française. Piatakov, affecté quelques mois à Paris en 1926, a financé le groupe Treint et la naissance de la revue *Contre le Courant*, pressant les opposants de s'unifier. L'opposant russe Salomon Kharine, correspondant à Paris de l'Opposition de gauche sous le nom de Joseph — il travaille à la délégation commerciale — cherche également à rapprocher Paz et Treint, avec une tendance à privilégier le premier. En Allemagne, outre Safarov, qui, d'Ankara, conseille la direction de l'opposition, il y a également Aleksandr Hertzberg qui travaille à la légation commerciale de Berlin et est en liaison avec Ruth Fischer. Safarov, Hertzberg et N.N. Perevertsev, membre d'une commission internationale sur les chemins de fer à Genève, voyagent dans toute l'Europe, au compte de l'opposition. Solntsev, à son retour des Etats-Unis, est à Berlin, à la mi-1928. En Tchécoslovaquie, Kanatchikov a noué les liens que nous avons évoqués.

La liste des militants gagnés à Moscou par l'Opposition de gauche est longue : d'abord, les militants gagnés individuellement, et qui vont jouer un grand rôle, de retour dans leur pays ; parmi eux, Andrés Nin, secrétaire de l'Internationale syndicale rouge à Moscou, le Cubain Sandalio Junco, gagné à son tour par Nin, le Brésilien Rodolfo Coutinho, les Tchèques Burian, Fischer et Salus, le Serbe Vujovič (membre du C.C. du K.I.M.), les Français Naville et Gérard Rosenthal. Le Croate Anton Ciliga, dans *Au pays du mensonge déconcertant* ²², raconte la naissance au sein du groupe des communistes yougoslaves à Moscou d'un petit groupe « trotskyste » et la constitution d'un « centre », en contact avec les opposants russes. La répression ne va pas tarder à s'abattre sur ce petit groupe d'opposants dénoncé par un provocateur. La palme revient pourtant aux militants chinois, envoyés en grand nombre à Moscou pour être les futurs cadres du P.C., qui passent massivement à l'Opposition pour fonder, en Chine, l'une des plus fortes et plus significatives sections de l'Opposition internationale ²³.

En Union soviétique, les déportations des « trotskystes », les arrestations massives du début 1928 marquent le début d'une période nouvelle : la bureaucratie désormais ne tolérera plus l'Opposition que dans les prisons ou les colonies de déportés. Il s'agit de l'extirper de toutes les organisations du parti. La tâche n'est pas facile : devenue clandestine, la fraction n'est pas aisément saisissable et les « trotskystes » bénéficient parmi les membres du parti eux-mêmes d'une protection que la *Pravda* dénonce vainement.

Nous ne savons, bien entendu, que peu de choses sur l'opposition clandestine. Il y avait un centre à Moscou, avec Boris M. Eltsine, puis Grigori Iakovine, venu de Leningrad et qui a échappé à l'arrestation, et des noyaux dans plusieurs grandes villes, Leningrad notamment ²⁴. Le contact se fait avec Trotsky par Léon Sedov qui a choisi d'accompagner son père et se charge de la difficile responsabilité des liaisons et transmissions clandestines. Les clandestins des villes organisent des diffusions de tracts, voire de brochures, interviennent dans les réunions du parti et les assemblées ouvrières, présentent parfois ouvertement leur candidature aux comités d'usine ou aux soviets ²⁵.

Le reste des militants rongé son frein dans une semi-oisiveté ou l'oisiveté totale dans des coins reculés de Sibérie ou d'Asie centrale. Le nombre de déportés ne cesse de grossir avec la répression qui envoie sans cesse des nouveaux. L'exemple de Zinoviev et de Kamenev a été imité à quelques mois d'intervalle, d'abord par les zinoviévistes, Safarov, Vardine, en particulier, mais aussi par de vieux trotskystes, Piatakov, Sérébriakov, Vladimir A. Antonov-Ovseenko (signataire de la lettre des quarante-six et dirigeant de l'Opposition de 1923), Krestinsky (ex-secrétaire du C.C. et membre de l'Opposition de 1923)... La correspondance semble être acheminée, sinon dans des délais normaux, du moins réellement et, avec la tolérance du G.P.U., les déportés peuvent mener des débats, élaborer des documents politiques²⁶ : ce sera le cas en gros jusqu'au VI^e congrès de l'I.C. Puis tout change et le G.P.U. commence à utiliser le courrier comme moyen d'intervenir dans les échanges entre déportés. On surveille tout le courrier et l'on retient les lettres des hommes fermes, en facilitant la circulation de celles qui répandent des rumeurs alarmistes, sèment le découragement ou préconisent la capitulation : dès septembre 1928, le courrier n'est plus qu'un moyen de pression policier.

La crise qui déchire les sommets du parti à partir de l'été 1928 et dresse l'un contre l'autre Staline et Boukharine, contribue évidemment au renforcement de la répression. Après les « mesures d'urgence » pour briser la grève des livraisons de grain, c'est un retour aux concessions, mais contrairement à ce que croient beaucoup de gens, autour de Trotsky notamment, pas une victoire de la droite : Staline commence à parler d'une « déviation koulak » et, en octobre, écarte plusieurs partisans de l'aile droite dirigée par Boukharine, Rykov et Tomsky. Kamenev rencontre Boukharine qui lui fait d'imprudentes confidences sur le genre d'homme qu'est Staline et son secrétaire, Filip Schwalbe, membre de l'Opposition de gauche, transmet au centre de Moscou une copie du compte rendu de cette entrevue dressé pour Zinoviev. Que pouvaient espérer les trotskystes de Moscou en divulguant une entrevue qui ne pouvait que faciliter la tâche de Staline contre les zinoviévistes et contre Boukharine ?²⁷ Se sont-ils laissés manœuvrer par quelque provocateur et inspirer une publication qui a aidé Staline à écarter la droite ?

À l'été 1928, du 17 juillet au 1^{er} septembre, le VI^e congrès de l'I.C. a sans doute marqué le succès de l'activité organisée de l'Opposition de gauche. L'Opposition a réussi à distribuer à tous les délégués, dans le dossier officiel lui-même, des exemplaires de la « Critique du projet de programme de l'I.C. » rédigée à Alma-Ata et a convaincu Cannon et Spector, délégués d'Amérique du Nord. Des trotskystes de Moscou interviewent des délégués de P.C. étrangers comme l'Italien Palmiro Togliatti et le Français Maurice Thorez, qui ne dissimulent pas leur désenchantement devant la ligne qui s'esquisse et la théorie du « socialisme dans un seul pays » avec ses conséquences. On a même vu un délégué indonésien montrer à la tribune et développer contre le rapport de Boukharine les thèmes de l'Opposition à propos de la Chine.

C'est probablement l'ampleur de ces succès qui décide Staline à mettre un terme à la relative tolérance du G.P.U. Nous avons vu l'interruption de la

distribution normale du courrier. Les vexations s'accumulent pour les déportés. Enfin, le 16 décembre, un représentant du collège du G.P.U. somme Trotsky de promettre catégoriquement qu'il va mettre un terme à son activité, faute de quoi se posera « la question du changement de son lieu de résidence »²⁸. Il s'attire une réponse cinglante :

« Seule une bureaucratie totalement démoralisée peut exiger que des révolutionnaires abandonnent leur activité politique. Seuls de méprisables renégats pourraient y consentir »²⁹.

L'épreuve de force va donc être engagée : elle passe par la décision d'expulser Trotsky d'U.R.S.S. puisqu'il n'est pas possible de l'isoler de son organisation et qu'un emprisonnement ou un assassinat poseraient sans doute dans l'immédiat plus de problèmes qu'ils n'en résoudraient. L'opposition russe est donc sur le point de perdre son principal dirigeant mais elle est également à l'aube d'une grave crise, d'une vague de capitulation que Radek préfigure.

Premières ébauches au plan international

L'origine lointaine de l'organisation internationale de l'Opposition est sans doute à rechercher dans la tenue d'une réunion dont nous ne savons pas grand chose, à Berlin en décembre 1927, au même moment que le congrès du P.C. de l'Union soviétique qui a vu l'exclusion des opposants et la capitulation de Zinoviev et des siens. La conférence, placée sous la présidence de Safarov, réunissait essentiellement des représentants de la Gauche allemande, des délégués d'autres pays d'Europe et une vingtaine de membres de l'opposition russe, fonctionnaires ou diplomates en fonction à l'étranger qui l'encadraient. Solntsev participa à cette conférence et en rendit compte à Trotsky, qui raconte en 1928 dans une lettre à son camarade Loudine :

« Safarov est arrivé à Berlin pendant la période où notre groupe était en train d'être écrasé à Moscou. Dans ses réunions à Berlin, Safarov proclamait la venue de Thermidor. Sa formule était : « Il est minuit moins cinq », c'est-à-dire qu'il nous restait cinq minutes avant le coup d'Etat sur une grande échelle et qu'il fallait les mettre à profit pour faire une campagne frénétique. Un camarade venant de Berlin me raconta combien nos amis les plus proches étaient abasourdis de la façon ultra-gauchiste, super-déciste, dont Safarov présentait les choses. Mais comme il était le Russe qui jouissait là de la plus grande autorité, les étrangers reprit ses attaques ultra-gauchistes »³⁰.

Trotsky ne se fait aucune illusion et juge sévèrement les groupes d'opposition de gauche à l'étranger dans les mois qui suivent cette conférence. On trouve dans leurs rangs, écrit-il, « beaucoup de confusion, d'exagération et de déviation et, de façon générale, toutes sortes d'absurdités de petits groupes ou de cercles d'études ; il n'existe pas en fait tellement de gens qui soient capables de nager contre le courant sans être déviés de leurs cours fondamentaux »³¹. Ses « instructions à Pierre » — saisies par le G.P.U. et publiées dans la *Pravda* du 15 janvier 1928 — ont essayé de redresser l'impulsion ultra-gauchiste donnée par Safarov.

En fait des groupes d'opposition apparaissent précisément pendant cette année 1928 et tendent plus ou moins à revêtir la forme qu'a revêtu le Leninbund en Allemagne, celle d'une fraction publique du parti, fondée par les militants exclus.

En Belgique, l'opposition se constitue formellement après son exclusion en mars 1928 ; elle regroupe au départ le tiers environ des mille membres du parti belge, douze membres sur vingt-six de son comité central, ainsi que son fondateur, ancien secrétaire général et unique député, War van Overstraeten. Elle publie l'hebdomadaire *Le Communiste* et jouit d'une influence tout à fait comparable à celle du P.C. qui s'est considérablement affaibli par sa politique d'exclusions, et qui est désormais dirigé par Joseph Jacquemotte, l'un des rares pionniers du P.C. belge à n'avoir pas pris parti pour l'Opposition. C'est également au printemps 1928 qu'est constituée la Ligue socialiste révolutionnaire par d'anciens cadres du P.C. néerlandais de l'Internationale communiste que dirige Henk Sneevliet, délégué du P.C. hollandais au II^e congrès de l'I.C., avant de quitter ce parti en 1927. Sneevliet, qui contrôle le syndicat « rouge » Nacional Arbeids-Secretariaat (N.A.S., secrétariat national du travail) est en désaccord avec l'Internationale mais ne semble s'être décidé à rompre, au moins si l'on en croit Trotsky, que pour conserver son fief syndical. Au Luxembourg, l'ancien secrétaire général du parti Edy Reiland a établi le lien avec les groupes de communistes de langue espagnole que dirige un ouvrier venu de Moscou où il a travaillé pendant plusieurs années, Francisco García Lavid, qui milite sous le nom d'Henri Lacroix — et ils sont en contact avec *Contre le Courant*.

L'opposition autrichienne est l'une des plus anciennes. Elle va bientôt se révéler une des plus fertiles en luttes fractionnelles et querelles personnelles, une caricature de la secte. L'Opposition de gauche dans le parti communiste est animée par le vétéran de la révolution de 1918 et des conseils de soldats Josef Frey, d'abord membre du bureau politique. Il prend parti pour l'Opposition unifiée et contact avec Trotsky : Frey et ses partisans sont exclus du P.C. autrichien au début de 1927, et vont se constituer en « fraction publique », la Kommunistische Partei Österreichs - Opposition (K.P.Ö-O), qui publie le journal *Arbeiterstimme* (La Voix ouvrière). Dès le mois de mai 1927, l'opposition autrichienne est le théâtre de l'affrontement entre Frey qui s'en tient à la position de la « fraction publique » et le jeune Kurt Landau qui propose à l'organisation de s'engager dans la construction du « deuxième parti ». Réglée par la victoire de Frey, la querelle rebondit au cours de l'année suivante avec l'exclusion, en avril 1928, des partisans de Landau accusés d'avoir défendu des « thèses korschistes » sur l'Union soviétique. Le groupe — une trentaine d'ouvriers à Graz et quelques intellectuels viennois — fonde le périodique *Klassenkampf* (Lutte de classes) puis *Der Neue Mahnruf* (Le nouveau cri d'alarme) et continue une existence indépendante dont l'une des raisons est la polémique contre le groupe Frey.

L'apparition des premiers éléments de l'Opposition de gauche sur le continent américain est évidemment un événement de première importance, l'indice le plus sûr de l'avance vers une organisation internationale. Nous en connaissons mieux la genèse aujourd'hui — du fait de l'ouverture des archi-

ves qui nous ont bien renseigné sur la « préhistoire » du mouvement au sujet de laquelle les militants considérés comme les pères fondateurs avaient observé une certaine discrétion.

Comme en Allemagne, les fils remontent à Solntsev, qui avait, après Berlin, été affecté aux États-Unis (dans les services de l'Amorg) fin 1927. Reparti moins d'une année après, il n'a pas perdu son temps dans ce séjour. Il a pris contact avec Max Eastman, qu'avait conservé quelque amertume d'avoir été désavoué par Trotsky pour la publication du « testament de Lénine ». Mais Solntsev, appuyé semble-t-il par Mme Eastman, Ellena Krylenko, parvient à le convaincre que le désaveu de Trotsky n'était qu'une déclaration arrachée sous la menace : Eastman accepte de préparer la traduction et la présentation, ainsi que l'annotation d'un certain nombre de textes de Trotsky inconnus aux États-Unis : la plateforme de l'Opposition de gauche, la lettre à l'Institut d'Histoire du parti, et plusieurs discours. L'ouvrage sera publié sous le titre *The Real Situation in Russia* et apportera ainsi les premiers éléments publics sur le combat de l'Opposition de gauche. Solntsev a aussi de précieux contacts avec Ludwig Lore, vieux compagnon de Trotsky au temps de son exil de 1917 à New York, exclu pour « trotskysme » — ce qui n'est pas du tout le cas — mais qui est tout disposé à apporter son aide. Il dirige alors à New York le quotidien de langue allemande *Volkszeitung* (Le Journal du peuple) dans lequel Solntsev peut exprimer le point de vue de l'Opposition russe. Solntsev entre en contact en outre avec un médecin communiste de Boston, le Docteur Antoinette Konikow, une émigrée russe, pionnière du P.C. à Boston, qui a constitué autour d'elle le premier noyau d'opposition en Amérique. Enfin, il a noué des relations de travail avec Louis Basky, dirigeant de la section de langue hongroise du P.C. américain, et sa centaine d'oppositionnels hongrois qui publient *Proletar* (Le Prolétaire). Il n'est pas discutable que la réunion qui se tint au cours de l'hiver 1927-1928 chez Eastman, avec lui, sa femme, Ludwig Lore, Solntsev et Antoinette Konikow, constituait le premier élément historique du « trotskysme » sur le sol des États-Unis.

Cette préhistoire du mouvement à travers les groupes étrangers a été comme on le sait généralement éclipsée par la spectaculaire adhésion à l'Opposition de gauche internationale et aux thèses de Trotsky, d'un groupe de dirigeants du parti lui-même, les militants rassemblés au lendemain du VI^e congrès de l'I.C. par James P. Cannon et son équipier, le dirigeant canadien et membre de l'exécutif de l'I.C., Maurice Spector. Vétéran du P.S. dans le Kansas, Cannon est, avec William Z. Foster, le dirigeant d'une des trois tendances du P.C. américain³². C'est l'un des rares dirigeants de souche anglo-saxonne, vraiment « américain », responsable ouvrier classique, meneur d'hommes, tribun, mais sachant quand il le juge nécessaire manier la trique dans l'appareil. Il s'est tenu à l'écart de la discussion sur la « question russe », probablement, comme il l'a écrit depuis, parce qu'il se sentait mal informé et peut-être parce qu'il ne croyait pas à la valeur d'un soutien de la direction de l'I.C. qu'il aurait acquis à ce prix. Spector, lui, tout jeune intellectuel qui n'avait guère plus de vingt ans quand il est arrivé à la tête du P.C. canadien, est originaire d'Ukraine. Il a séjourné en Allemagne et observé les préparatifs révolutionnaires de 1923 et, depuis cette date, est convaincu de la

supériorité des analyses de Trotsky : il a réussi jusqu'à présent à empêcher son propre parti de s'engager dans la voie de la condamnation du « trotskysme ».

Le tournant, pour ces hommes, s'est situé à l'été 1928, lors du VI^e congrès de l'I.C. où Cannon se rend de son propre aveu³³ afin de trouver des appuis pour sa lutte fractionnelle au sein du parti américain et sans la moindre arrière-pensée de nouer des liens avec le « trotskysme ». Nous savons que les membres de l'Opposition de gauche russe avaient soigneusement préparé ce congrès, tant sur le plan politique que sur le plan technique, comme l'avait souhaité Trotsky en décembre 1927. Il est indubitable que l'intervention du délégué indonésien Alfonso — de son vrai nom Mohamed Tohir ou Dakhjoedin³⁴ — critiquant la ligne de Boukharine en Chine, avait été préparée en accord avec des militants russes. On sait qu'il existe dans les papiers d'exil une correspondance abondante de « trotskystes » de Moscou envoyant à Trotsky presque au jour le jour les réflexions et les sentiments exprimés par les délégués étrangers. Enfin, ce ne peut être par hasard que le document préparé par Trotsky à Alma-Ata, la « Critique du projet de programme de l'I.C. » et adressé au congrès y a été traduit en plusieurs langues et remis par le secrétaire du congrès aux responsables des délégations étrangères et aux membres de la commission du programme — dont Cannon et Spector³⁵. Les deux hommes furent immédiatement convaincus par sa lecture que « la vérité marxiste était du côté de Trotsky »³⁶ comme l'écrit Cannon. Ils décidèrent alors de ne pas se manifester au cours du congrès, ce qui eût pu aboutir à ce qu'ils soient retenus indéfiniment en U.R.S.S., et de sortir d'Union soviétique avec le document. Sur le chemin du retour, ils s'arrêtent à Berlin et ont une longue discussion avec Urbahns. Quand ils arrivent aux Etats-Unis, Solntsev en est reparti — il s'est finalement « rendu » au G.P.U. en répondant à l'ordre de rappel — mais son travail a donné une base. Cannon et Spector vont rapidement être en contact avec Eastman et les Hongrois. C'est même Eastman qui fournira l'argent qui permet de commencer à publier *The Militant* (Le Militant).

L'enracinement américain n'a pas été facile. Malgré toutes les précautions, l'affaire a été rapidement éventée et Cannon mis en accusation par ses camarades « de tendance », la partie Foster de leur fraction commune, puis exclu du parti après avoir lu au C.C. du 26 octobre 1928 une déclaration en faveur de l'Opposition russe. Il a réussi à convaincre ses plus proches collaborateurs à l'International Labour Defense, les anciens dirigeants des Jeunesses, Max Shachtman et Martin Abern, qui sont exclus en même temps que lui. Puis il enregistre le ralliement du dirigeant ouvrier de Chicago, Arne Swabeck et du dirigeant des Jeunesses dans cette ville, Albert Glotzer, celui des frères Dunne (sauf William) qui font partie de la légende du communisme américain : plus de soixante militants dont quelques-uns très connus sont exclus en quelques semaines. Leur journal, *The Militant* paraît le 18 novembre 1928 en publiant des extraits de la « Critique du projet de programme de l'I.C. », les mots d'ordre de l'opposition, et commence une longue carrière.

Les nouveaux « trotskystes américains » s'exprimeront une dernière fois dans le congrès du parti en décembre 1928, où ils dénoncent les méthodes de la bureaucratie, la « déprolétarianisation » du parti et réclament l'unité³⁷.

L'appareil multiplie les exclusions et ce n'est pas sans mal que Cannon et ses camarades réussissent à conserver au sein du parti un petit noyau clandestin qui ne s'est pas démasqué. Une dure bataille commence, marquée par des agressions contre les vendeurs de journaux, les assauts des tribunes dans les réunions publiques et la campagne acharnée de calomnies du P.C. contre les opposants, qui préparent la tenue de réunions publiques dans toutes les grandes villes des Etats-Unis. Au Canada, à l'initiative de Spector, un groupe d'opposition est créé — l'appareil, repris en mains par les staliniens, excluant les opposants — et se développe en liaison avec l'opposition américaine.

Préparée dès le mois de décembre 1928, une conférence internationale convoquée par le Leninbund se tient le 17 février 1929 à Aachen (Aix-la-Chapelle). Pour le Leninbund, c'est une « Conférence de défense des Bolcheviks bannis ». Sont présents le Leninbund, la Deutsche Industrieverband (Association de l'Industrie allemande) et le groupe korschiste de la Ruhr, *Kommunistische Politik* (Politique communiste), pour l'Allemagne, l'opposition belge, le groupe français *Contre le Courant*, l'organisation syndicale N.A.S. et la rédaction du journal *De Nieuwe Weg* (La nouvelle voie) — mensuel auquel collabore Sneevliet — pour les Pays-Bas. D'autres groupes d'opposition (Autriche, Italie, Etats-Unis, Tchécoslovaquie) ont adressé leur soutien à la conférence³⁸. Le groupe du *Redressement Communiste*, écrit pour s'excuser, faute de moyens financiers.

La conférence — dont nous savons peu de choses — décide la création d'un « Secours Trotsky », « [...] destiné à venir en aide aux révolutionnaires défenseurs de la dictature du prolétariat »³⁹. Un comité provisoire du « Secours Trotsky » est mis en place. La création de ce « Secours Trotsky » n'est en réalité que l'extension, à l'échelle internationale, du « Trotsky-Hilfe » créé par le Leninbund, début février 1929. C'est donc à l'initiative d'Urbahns que ce fonds de secours international est créé : il préside le comité provisoire mis en place par la conférence et demande que les sommes ramassées soient envoyées à Berlin. Ce comité comprend en outre Paz, van Overstraeten, Sneevliet, le syndicaliste Paul Weyer et un autre militant du Leninbund, Jakob Ritter.

La conférence adopte un manifeste qui souligne le danger que court Trotsky en exil en Turquie et en appelle aux travailleurs du monde entier :

« Travailleurs révolutionnaires, organisez avec nous le SECOURS TROTSKY, fondez partout des comités « Secours Trotsky », faites des adhésions dans tous les pays, recueillez avec nous les moyens matériels pour sauver et protéger Trotsky et les autres combattants révolutionnaires en danger de mort »⁴⁰.

Il a également été créé un « Comité contre les déportations »⁴¹ et décidé l'envoi d'un militant allemand auprès de Trotsky. Le 21 février, Paz écrit à Trotsky :

« L'impression de la conférence était plutôt bonne. [...] En dehors de l'action qui a été envisagée, cette conférence aura eu l'utilité de créer des liens réels entre Urbahns et nous. Jusqu'à présent, les liens s'étaient bornés à un échange de journaux ; cela tient en grande partie aux relations existant entre Urbahns et Treint »⁴².

Le 25 février, c'est Urbahns qui écrit à Trotsky, à propos de la conférence :

« Elle a été une première tentative d'accord international sur les idées. Sa réussite, ses résultats politiques n'ont pas été très importants mais elle constitue un point de départ. Il a été décidé l'organisation d'un secours international pour l'opposition russe sous le nom de « Secours Trotsky ». Le Secours Trotsky doit être mis en place « pour tous les révolutionnaires russes, qui conduisent le combat de classe et qui veulent rétablir la dictature du prolétariat ». En outre, il a été décidé que tous les groupes politiques qui y sont prêts se mobiliseront pour obtenir une autorisation de séjour pour vous »⁴³.

Quel était donc l'objectif de cette conférence ? Discuter et agir sur la question russe avec les organisations prêtes à condamner les coups contre l'opposition ? Le Leninbund tente-t-il de faire des pas dans le regroupement des opposants, de diverses tendances, à l'échelle internationale ? Ou bien cherche-t-il à se rendre crédible pour gagner les « droitiers », notamment en Allemagne où ils sont particulièrement nombreux et viennent d'être exclus ? Deux éléments apportent un début de réponse ; tout d'abord, l'opinion de Solntsev avant cette conférence, en liaison avec la situation de l'opposition fin 1928 qu'il décrit dans son rapport à Trotsky :

« Nous assistons indubitablement à un début de formation (le tout début) d'une aile gauche de l'I.C. En fonction des événements qui se sont déroulés jusqu'à ce jour, on peut affirmer sans discussion que ce processus sera long, difficile et très douloureux. Il s'accompagnera de dures batailles, de disputes et même de scissions. [...] Il nous faut d'abord, avant toute unification, nous délimiter en traçant nos frontières. Ce stade n'est pas encore réalisé. Les multiples groupes auxquels nous avons donné notre étiquette sont entrés dans l'opposition par des voies si variées et pour des raisons si diverses que l'on peut s'attendre aux combinaisons et aux regroupements les plus inattendus. Encore quelques mots sur la conférence [internationale] : je pense qu'elle est prématurée pour les considérations que je viens d'indiquer et qu'à ce stade elle se terminera par un scandale. Cependant, connaissant la situation générale, je ne me suis pas prononcé contre »⁴⁴.

Le deuxième élément de réponse se trouve dans les suites de l'action envisagée par la conférence : Paz se rendra à Prinkipo à la place du militant allemand prévu, le Comité contre les déportations n'a pas d'existence réelle et le Comité provisoire du « Secours Trotsky » se réduira à la seule personne d'Urbahns, les fonds collectés restant dans les caisses du Leninbund. Trotsky, informé de la création du « Secours Trotsky », demande que ce nom soit changé en « Fonds de secours des bolcheviks-léninistes déportés » et déclare n'avoir nul besoin personnel. Il observe par ailleurs un strict silence sur cette conférence en raison de l'évidente hétérogénéité des organisations présentes qui ne correspond pas « [...] à un début de formation [...] d'une aile gauche de l'I.C. » mais plutôt « [...] aux combinaisons et aux regroupements les plus inattendus » selon les formules de Solntsev.

Admettons, avec lui, que cette conférence était probablement prématurée — même si l'exil de Trotsky créait un cadre dramatique justifiant une riposte internationale de l'opposition. En revanche, la conférence ne débouche pas sur « un scandale », comme il le craignait, mais sur un silence quasi

total⁴⁵. Elle constitue néanmoins la première rencontre internationale des oppositions de gauche et, à ce titre, un repère important.

Trotsky en exil

Un mois après l'ultimatum du G.P.U. et le refus catégorique de Trotsky de cesser toute activité politique, alors que le G.P.U. est parvenu à bloquer tout le courrier parvenant et partant d'Alma-Ata, c'est-à-dire à couper Trotsky des opposants, l'Opposition de gauche continue à se développer. Bénéficiant d'un réel appui, elle est capable de porter des coups dans sa lutte pour le redressement du parti et de l'I.C. et comme l'écrit Trotsky, « le VI^e congrès n'a pas conclu l'histoire de l'Opposition, mais en a au contraire entamé un chapitre nouveau et plus significatif »⁴⁶. Il faut, pour détruire celle-ci, la décapiter au plus vite : courant janvier, Staline obtient du B.P. l'exil de Trotsky⁴⁷. Le 20 janvier, le G.P.U. arrête Trotsky à Alma-Ata et lui remet le procès-verbal suivant :

« *Après avoir entendu* : la cause du citoyen Trotsky, Lev Davidovitch, conformément à l'article 58-10 du Code criminel, sur accusation d'activité contre-révolutionnaire, s'étant manifesté dans l'organisation d'un parti anti-soviétique illégal, dont l'activité en ces derniers temps vise à provoquer des manifestations anti-soviétiques et à préparer une lutte armée contre le pouvoir soviétique : *Il a été résolu* : le citoyen Trotsky, Lev Davidovitch, sera expulsé des frontières de l'U.R.S.S. »⁴⁸.

Cette expulsion, décidée à la hâte, n'est réalisée que lentement : le voyage vers l'exil dure vingt-deux jours (six mille kilomètres), entrecoupé de longs arrêts dans l'attente d'une destination précise. C'est finalement la Turquie. Dans le même temps, le G.P.U., par une vague d'arrestations — plusieurs centaines dont cent cinquante pour le « centre trotskyste » —, tente de porter un coup d'arrêt définitif à l'opposition.

L'expulsion de Trotsky suit de près un événement fâcheux pour l'Opposition, le retour en U.R.S.S., fin 1928, où il a été immédiatement emprisonné, de l'organisateur de l'Opposition internationale jusqu'à cette date, Eléazar B. Solntsev. L'homme est jeune, de la génération des lycéens de 1917, a fait des études supérieures de communiste à l'Institut des professeurs rouges dont il est diplômé dans la double spécialité d'historien et économiste. Il a été du noyau des jeunes militants oppositionnels à partir de 1923, proche de Trotsky qui le mentionne parmi ceux qui ont collaboré à la rédaction de la Plateforme de l'Opposition de gauche, en 1927. C'est peut-être pour cette raison que ce jeune spécialiste, affecté au commerce extérieur, a été envoyé en mission à l'étranger, Allemagne puis Etats-Unis. Ainsi que nous l'avons vu, il a sans doute beaucoup contribué à l'organisation de l'Opposition de gauche à l'étranger. On l'aperçoit à Berlin, lors de la conférence de décembre 1927. On le retrouve ensuite aux Etats-Unis où il noue d'importants contacts. Exclu du parti en avril ou mai 1928, il interroge Trotsky pour savoir ce qu'il doit faire, demandant « s'il doit se sacrifier ». En octobre-novembre, il est à Vienne, puis Berlin, d'où il envoie un second rapport que nous avons évoqué. Il a repris contact avec les Allemands, et essaie de corriger « le tir » qui fait que,

depuis son départ, les camarades qui l'ont remplacé se sont appuyés sur Weber et les débris de l'Opposition de Wedding, négligeant pratiquement Urbahns qui en a conçu quelque aigreur.

Et puis Solntsev est rentré. Son itinéraire, dès lors, est celui des centaines d'irréductibles : Tchéliabinsk, puis Verkhneouralsk, l'exil au terme d'une longue peine de prison. Les circonstances de son retour ont été longtemps un mystère pour l'historien. Était-il rentré en « se sacrifiant », selon le conseil que lui aurait donné Trotsky ? On sait maintenant qu'il n'en était rien et qu'il est rentré en obéissant à une impulsion personnelle et en dépit, écrit Trotsky, de l'insistance de ce dernier, qui qualifie ce retour d'« acte irréfléchi », précisant, peu après son propre départ d'U.R.S.S. :

« Aujourd'hui encore, je ne peux y penser sans éprouver un vif sentiment de dépit. Comme nous aurions besoin de lui maintenant et comme il nous serait utile ! »⁴⁹

L'homme à qui Trotsky fait cette confiance avec tristesse est Solomon Kharine, vieux militant de l'opposition, qui déplore également le retour en U.R.S.S. de Solntsev dans le premier rapport qu'il adresse en mars 1929⁵⁰.

L'Opposition internationale, d'une certaine façon décapitée par le retour de Solntsev en U.R.S.S., doit prendre le relais. La conférence d'Aachen n'apporte qu'une réponse insuffisante sur le double plan de l'organisation et surtout politique. Le transfert de la responsabilité de la lutte politique pour le redressement de l'I.C. et des P.C. qui s'opère en ce début d'année 1929 est aussi le résultat du cours des événements de 1928. L'inexistence d'une opposition internationale constituée, la dispersion des éléments qui pourraient l'organiser, peuvent-elles être compensées par l'arrivée de Trotsky, de Léon Sedov, cheville ouvrière du travail d'organisation pendant la déportation à Alma-Ata ? Le centre de gravité de l'opposition est-il sorti d'Union soviétique avec Trotsky ?

NOTES

1. Lettre de Trotsky « sur la gauche allemande », 2 avril 1927, A.H. T3037.
2. Cité par Maurice Stobnicer, *Le mouvement trotskyste allemand sous la république de Weimar*, Université de Paris VIII, 1980, 380 p., p. 69.
3. *Die Fahne des Kommunismus*, n° 5, 3 février 1928.
4. *Die Fahne des Kommunismus*, n° 15, 13 avril 1928.
5. *Ibidem*.
6. *Die Fahne des Kommunismus*, n° 10, 9 mars 1928.
7. L'expérience d'Altona, en septembre 1927, n'a pas suffi : les candidats de l'Opposition de gauche n'avaient obtenu que 365 voix contre 19 000 au K.P.D.
8. *Die Fahne des Kommunismus*, n° 23, 8 juin 1928.
9. Lettre de Trotsky, [1928], destinataire non-identifié, A.H. T3176.
10. Fin 1926, *La Révolution prolétarienne* parraine la création de la « Ligue syndicaliste ». Dès lors, Rosmer réduit sa participation à la revue.
11. Voir *L'Humanité*, 20 novembre 1927, n° 10570.
12. Boris Souvarine, « Octobre noir », in *Bulletin Communiste*, n° 22/23, octobre-novembre 1927.
13. « Pierre » a été identifié par P. Broué comme N.N. Perevertsev. Voir *Cahiers Léon Trotsky*, n° 6, *op. cit.*, pp. 8-9 et P. Broué, « La thèse de Maurice Stobnicer », *op. cit.*, pp. 2-3.

14. Trotsky, « Instructions à Pierre », in *Contre le Courant*, n° 7, 22 janvier 1928, p. 4.
15. *L'Unité léniniste*, n° 12, mars 1928.
16. *Contre le Courant*, n° 12, 28 juin 1928, pp. 1-3.
17. *Ibidem*.
18. Cette fraction, qui regroupe des militants proches de Bordiga, de tendance ultra-gauche, est dirigée par Ottorino Perrone alias Vercesi. A partir de 1928, la fraction édite la revue *Prometeo*. Dans sa lettre de réponse à *Contre le Courant*, elle écrit notamment : « S'il existe plusieurs oppositions, c'est qu'il y a plusieurs idéologies qui doivent se manifester dans leur substance et non pas se rencontrer dans une simple discussion, dans un organe commun », in *Contre le Courant*, n° 13, 5 août 1928, pp. 7-8.
19. « Réponse de *La Lutte de Classes* », in *Contre le Courant*, n° 12, 28 juin 1928, pp. 4-5.
20. « Réponse du Cercle Marx-Lénine », in *Contre le Courant*, n° 12, pp. 8-9.
21. *Ibidem*.
22. Anton Ciliga, *Au pays du mensonge déconcertant*, dix ans derrière le rideau de fer, Paris, Gallimard, 1977, 251 p.
23. Voir Damien Durand, « La naissance de l'Opposition de gauche chinoise », in *Cahiers Léon Trotsky*, n° 15, septembre 1983, pp. 5-26.
24. Victor Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire*, Paris, Seuil, 1951, p. 355, et *Destin d'une révolution*, U.R.S.S. 1917-1936, Paris, Grasset, 1937, p. 126.
25. D'après P. Broué, « Les trotskystes en Union soviétique », in *Cahiers Léon Trotsky*, n° 6, *op. cit.*, p. 12.
26. Voir A. Ciliga, *Au pays du mensonge déconcertant*, *op. cit.*, p. 206, notamment à propos des écrits de Rakovsky.
27. Le texte de l'entrevue secrète Kamenev-Boukharine a été publié dans *Contre le Courant*, n° 27-28, 12 avril 1929, pp. 12-15 et n° 29-30, 6 mai 1929, pp. 13-16.
28. Trotsky, *Ma Vie*, *op. cit.*, p. 652.
29. Trotsky, *Les crimes de Staline*, Paris, Maspéro, 1973, tome 1, p. 38.
30. Lettre de Trotsky à Loudine, 26 mai 1928, in *The Challenge of the left Opposition (1928-1929)*, Pathfinder Press, 1971, pp. 104-108.
31. *Ibidem*.
32. Le parti communiste américain est ravagé par de féroces luttes fractionnelles : à la fraction « zinovéviste » de Ruthenberg s'affrontent la fraction « centriste » de Foster et Cannon, et la « droite » de Lovestone que l'Internationale investit de la direction en 1928.
33. J.P. Cannon, *The History of American Trotskyism, from its origins (1928) to the founding of the Socialist Workers Party (1938)*, Report of a participant, Pathfinder Press, New York, 1972, 268 p.
34. Il s'agit de Mohamed Tohir selon V. Kahan et de Dakhjoedin selon Sneeveliet, dans une lettre à Trotsky. Alfonso était un pseudonyme de circonstance.
35. D'après Spector, ce texte était tronqué de quelques parties essentielles : celle sur l'histoire de l'I.C. depuis 1923 et sur la question du régime du parti bolchevique. (D'après la lettre de Spector à Trotsky, 24 avril 1929, A.H. 5343.)
36. J.P. Cannon, *The History of American Trotskyism*, *op. cit.*, p. 50.
37. D'après « Our appeal to the party members », in *The Militant*, n° 1, vol. II, 1^{er} janvier 1929, pp. 1-2.
38. Toutes les organisations — sauf le N.A.S. et le Leninbund — ne comptent qu'un délégué. Paz n'est pas délégué même s'il figure dans le comité provisoire du « Secours Trotsky ». Nous ignorons qui était délégué pour *Contre le Courant*.
39. D'après *Contre le Courant*, n° 23, 25 février 1929, p. 5, « Une conférence internationale ».
40. *Ibidem*.
41. C'est M. Paz, dans une lettre à Trotsky (21 février 1929, A.H. 3752) qui signale cette décision dont il n'est question nulle part dans la presse de l'Opposition. D'autre part, Paz signalant à Urbahns qu'il a prévu de se rendre auprès de Trotsky à Prinkipo, Urbahns n'enverra personne.
42. Lettre de M. Paz à Trotsky, 21 février 1929, A.H. 3759.
43. Lettre d'Urbahns à Trotsky, 25 février 1929, A.H. 5612.
44. Lettre-rapport de Solntsev à Trotsky, 8 novembre 1928, in *Cahiers Léon Trotsky*, n° 7/8, 1981, pp. 45 et 54.

45. On ne trouve trace, en dehors de la correspondance des militants avec Trotsky (Paz, Urbahns et Sneevliet), de cette conférence que dans *Contre le Courant* (n° 23, 25 février 1929) et dans *Volkswille* (n° 29 du 20 février 1929 et n° 31 du 25 février 1929).
46. Trotsky, « Le VI^e congrès et les tâches de l'Opposition », in *Challenge, op. cit.*, pp. 250-264.
47. Voir P. Broué, *Le parti bolchevique, op. cit.*, p. 291.
48. Trotsky, *Ma Vie, op. cit.*, pp. 656-657.
49. Lettre de Trotsky à Kharine, 31 mars 1929, A.H. 8630.
50. Lettre de Kharine à Trotsky, mars 1929, A.H. 2421.

CHAPITRE III

REGROUPEMENT ET DÉLIMITATION

Le 12 février 1929, Léon Trotsky, sa femme Natalia Sedova et son fils Léon Sedov sont débarqués à Constantinople par leur escorte du G.P.U., hébergés au consulat soviétique, puis à l'hôtel, avant de trouver une villa dans l'île des Princes, Prinkipo.

Pour Trotsky et les siens commence un exil difficile, le reste de la famille et tous les proches étant coupés d'eux. Pour l'Opposition internationale, c'est évidemment un tournant en même temps qu'une épreuve, avec la perspective séduisante de la venue de Trotsky en Occident.

Très vite on noue les premiers contacts. Surpris par la soudaineté de l'événement, les militants et sympathisants de l'Opposition sont inquiets de savoir Trotsky et les siens livrés à eux-mêmes sans protection, installés de façon précaire, loin de tout, dans une ville où habitent plus de trente mille anciens combattants des armées blanches. La presse mondiale qui a donné l'information a en outre annoncé que Trotsky était gravement malade.

Trotsky à Prinkipo

Les premières lettres parviennent à Trotsky quelques jours après son arrivée. Les Paz et les Rosmer, prévenus par télégramme, écrivent aussitôt pour demander des nouvelles, s'assurer que le contact épistolaire fonctionne et propose de l'aide. Puis, ce sont Raïssa Adler, vieille amie de Trotsky, étudiante à Moscou puis à Vienne où elle a épousé le psychanalyste Alfred Adler, Urbahns de Berlin, Souvarine, Magdeleine Paz-Marx et Naville, de Paris. Souvarine se préoccupe de l'aide matérielle ; Urbahns tente d'obtenir un visa allemand pour Trotsky.

Une fois l'émotion et l'inquiétude dissipées par Trotsky, qui déclare ne connaître aucune tragédie personnelle et refuse toute aide matérielle, les premières préoccupations politiques apparaissent : le problème des visas bien sûr, mais aussi le comportement de la presse communiste au sujet de l'expulsion et surtout la publication dans plusieurs grands journaux d'une série d'articles (« Quand et comment est-ce arrivé ? ») de Trotsky sur les circonstances de son expulsion — Trotsky ayant interrogé des opposants au sujet de l'opportunité de cette publication. En même temps, les correspondants de Trotsky le renseignent sur la situation dans les partis, l'état des groupes d'opposition, lui envoient journaux et tracts, répondent à ses demandes répétées de documentation et d'information.

Paradoxalement — mais est-ce vraiment un paradoxe ? — Trotsky ne connaît pas bien ses correspondants, quand il les connaît. Il y a certes Raïssa Adler et Alfred Rosmer, son ami depuis Paris, mais ce sont les seuls qui peuvent être considérés comme des relations personnelles. Les autres, il les a rencontrés au hasard des réunions ou dans le cours de voyages qu'ils ont fait en U.R.S.S. Ainsi a-t-il rencontré Maurice Paz en 1923, Pierre Naville en 1927, a-t-il côtoyé Maurice Spector à l'exécutif de l'I.C. et sans doute Urbahns. Mais il n'a jamais rencontré ni Cannon, ni bien d'autres.

Très vite l'aspect politique l'emporte dans ses relations. Trotsky emploie sa vieille amie Raïssa à des traductions et noue des relations exclusivement politiques avec Cannon. Et c'est en tant que militant, pas en tant que son fils, que Sedov reçoit de lui la charge de la liaison avec les militants en U.R.S.S.

En fait ce tissu complexe de relations ne fait que refléter la longue coupure entre Trotsky et le monde extérieur à l'U.R.S.S. et le caractère de nébuleuse de l'Opposition de gauche. Il n'a connu des groupes en question que ce que lui en a écrit Solntsev puis Kharine, qui est en quelque sorte le correspondant en Europe occidentale de l'Opposition russe.

En outre, tout cela va être clarifié, hiérarchisé, éclairé et transformé en quelques mois avec la venue à Prinkipo de visiteurs et collaborateurs, militants et secrétaires, et avec le développement d'une correspondance qui couvre le vaste monde et unifie les expériences de ceux qui sont venus à Trotsky le long de routes et à travers des rencontres bien différentes.

Au cours du printemps et de l'été 1929, les visiteurs sont en majorité français. Le premier, Maurice Paz, séjourne du 12 au 16 mars : bien qu'il écrive de sa visite un compte rendu enthousiaste dans *Contre le Courant*¹, les résultats de ce séjour ne sont pas extraordinaires. On a avancé la perspective d'un hebdomadaire de l'Opposition française et, en attendant, *Contre le Courant* va publier beaucoup plus de textes de Trotsky, mais les relations d'homme à homme n'ont pas été bonnes.

Les gens qui se succèdent dès lors à Prinkipo sont ceux qui viennent discuter des questions politiques et, souvent, des projets concrets comme le lancement de l'hebdomadaire français, et ceux qui viennent servir comme secrétaires et gardes — les deux objectifs se combinant parfois. Ce sont d'abord l'ancien secrétaire adjoint des J.C. du XX^e arrondissement de Paris en 1923, exclu pour trois ans en 1924, passé à l'Opposition en 1926, Raymond Molinier et ses amis, son frère Henri et le Russe de Paris David Barozine dit Pierre Gourget, proche de Souvarine puis passé à *Contre le Courant*, ainsi que Jeanne Martin des Pallières, la femme de Raymond Molinier, puis Lucien Marzet qui reste comme secrétaire d'avril à octobre et les Rosmer qui arrivent au début mai et repartent séparément, Marguerite à la mi-juin et Alfred à la fin juillet. Pierre et Denise Naville viennent également avec Gérard Rosenthal au mois d'août. Le médecin Louis Bercher, un ancien du P.C. en Algérie, du groupe de *La Révolution prolétarienne* où il s'appelle Péra, profite d'un de ses voyages sur un bateau des Messageries maritimes où il travaille. Il vient de Tchécoslovaquie un jeune homme qui a connu l'Opposition de gauche russe en 1927 à une conférence d'organisation des Jeunesses communistes. Ce Wolfgang Salus qui, en relations assez vagues avec les groupes qui se récla-

ment de l'Opposition de gauche, est venu de son propre chef. Un Lithuanien, qui a travaillé à Vienne dans la délégation commerciale soviétique, Jakob Frank, vient également servir de secrétaire à Trotsky de juin à octobre sur la recommandation de Raïssa Adler. On a recruté sur place une secrétaire sténodactylo russe Maria Ilytchna Pevzner, Jeanne Martin collabore également et, en octobre, Robert Ranc, un ami des Rosmer, du syndicat des correcteurs, vient remplacer Marzet.

On peut relever des absences. En dépit des assurances réitérées de la Fraction de gauche italienne, aucun de ses représentants ne fait le voyage. Aucun Allemand non plus, malgré l'insistance de Trotsky du fait de l'importance du pays et du rôle du Leninbund. Ni Frey ni Sneevliet, pourtant invités, ne se décident. Le Chinois Liu Renjing, l'un des fondateurs du P.C. de son pays, délégué aux III^e et IV^e congrès de l'I.C., vient de Moscou où il a passé plusieurs années et rejoint l'opposition de gauche, fait le détour de Prinkipo sur le chemin du retour en Chine.

Le problème financier met son nez à la fenêtre à l'occasion de ces voyages et annonce des difficultés politiques à venir. Les Rosmer ont le souffle un peu court à la nouvelle que Molinier et ses amis partent avant eux et qu'ils vont « représenter » les opposants français, mais la réponse de Molinier est qu'il est libre de le faire puisqu'il le fait à ses propres frais. Les Rosmer, eux, n'ont ni économies ni ressources semblables et Trotsky finance leur voyage sur des droits d'auteur en France. Mais il est très choqué par le fait que Maurice Paz, qu'il prend pour un prospère avocat d'affaires, lui demande de lui rembourser le prix de son voyage.

Au cours des premiers mois d'exil, l'activité de Trotsky est ordonnée autour de trois axes : ses écrits littéraires, ses contacts avec les groupes de l'Opposition internationale et l'obtention d'un visa.

Trotsky attache une importance décisive à son travail littéraire et y consacre beaucoup de temps. Il est devenu selon sa formule le « forçat des éditeurs », écrit notamment *Ma Vie* en quelques mois, et de nombreuses brochures et articles, les délais draconiens des éditeurs, l'absence de collaborateurs qualifiés, une documentation incomplète et des problèmes de traduction compliquant la tâche. Il faut ajouter des conflits voire des procès avec les éditeurs (Rieder en France, et surtout avec Harry Schumann de Leipzig, dont Trotsky pense qu'il a été contacté par le G.P.U.).

Magdeleine Paz, Marguerite Rosmer, Raïssa Adler et les Pfemfert — gauchistes convaincus qui éditent la revue *Die Aktion* (L'Action) — s'occupent des contrats, des manuscrits mais aussi de trouver des traducteurs de confiance — Trotsky étant intraitable sur ce point. Les livres et articles sont publiés, dans de nombreux pays, soit par les groupes et journaux d'opposition soit par des éditeurs et journaux bourgeois (et dans ce cas, Trotsky verse ses droits aux groupes).

Les retombées de cette activité littéraire sont importantes : la qualité et l'intérêt de ces écrits influencent un vaste public, faisant de Trotsky un « best-seller » et procurant donc des rentrées financières substantielles dont une partie va aux groupes de l'Opposition, une autre servant à constituer un fonds

international destiné à publier les textes de l'Opposition russe ainsi que les œuvres de Lénine interdites par Staline.

Les contacts avec les groupes d'opposition se développent au travers de la correspondance dans laquelle Trotsky s'informe avant de commencer à intervenir.

Enfin, concernant les visas, Trotsky, parallèlement à de nombreux militants, fait de nombreuses démarches, écrit à d'anciens contacts politiques ou à des personnalités qu'il a reçues en U.R.S.S., tâte le terrain dans de nombreux pays, ... En vain ! Il va même jusqu'à envisager d'entrer clandestinement en France et forcer le gouvernement, par une campagne politique, à lever l'interdiction de séjour qui pèse sur lui depuis 1916.

Pendant cette période, les événements s'accélérent au sein du monde du communisme. La crise du bloc Staline - Boukharine, liée à la grève des livraisons menées par les koulaks, est entrée dans une phase décisive. Après le VI^e congrès de l'I.C., la fraction de Staline évince peu à peu les « droitiers » des postes clés dans l'I.C. et envisage des mesures disciplinaires contre la droite. La publication des propos échangés entre Kamenev et Boukharine lors d'une entrevue secrète sert de prétexte à Staline pour écarter la droite du bureau politique et se lancer du même coup dans un zigzag économique à gauche. L'I.C., avec quelques longueurs de retard, emboîte le pas et on ne parle plus, comme au temps où Boukharine régnait en maître, de « stabilisation du capitalisme », mais de « décomposition de la stabilisation capitaliste ». La conception du « front unique » préconisée par les droitiers, dénoncée comme « opportuniste » fait place à celle du « front unique à la base », les social-démocrates sont dénoncés comme des « social-fascistes » qu'il importe de liquider en premier pour dégager la route de la révolution. A la tête du parti bolchevique, les dirigeants de la droite, Boukharine, Rykov, Tomsy, sont éliminés en quelques mois, bien que Boukharine reste formellement président de l'I.C. jusqu'au mois de juillet 1929 — où il est remplacé par Viatcheslav Molotov, un fidèle de Staline — et soit chargé de la tâche ingrate d'introduire cette nouvelle ligne qu'il réprouve.

La droite est liquidée en quelques mois, dans toute l'Internationale. En Allemagne, après Brandler, ce sont tous les autres droitiers qui sont exclus, victimes du retour de bâton de l'affaire Wittorf, en Suède, c'est Karl Kilbom, dirigeant du parti, éditeur de son journal, membre du présidium du VI^e congrès de l'I.C., en Tchécoslovaquie, toute la vieille équipe du début des années vingt, aux Etats-Unis, le secrétaire général Jay Lovestone, le représentant du P.C. américain au comité exécutif de l'I.C. en 1929 Bertram D. Wolfe et autres, des organisations entières en Suisse, en Alsace, des militants italiens comme Angelo Tasca également membre de l'exécutif et du présidium au VI^e congrès de l'I.C.

Ce sont les carriéristes prévoyants qui vont remplacer les droitiers ; cette nouvelle catégorie de « dirigeants » n'a plus le moindre point commun avec les anciens dirigeants de l'I.C. : ce sont les hommes à tout faire de la fraction stalinienne, expression des intérêts de la couche bureaucratique qui a confisqué le pouvoir en U.R.S.S. et s'est subordonnée les organes de l'Etat soviétique comme du parti et de l'Internationale.

La crise, puis la fin du bloc centre-droite, ne sont pas seulement une clarification, mais une source supplémentaire de confusion dans bien des cas. En U.R.S.S., incontestablement, les choses sont claires avec le tournant vers la collectivisation forcée et la perspective de liquidation des koulaks et d'industrialisation : les centristes, comme le souhaitait la gauche, affrontent la droite. Il n'en est pas de même hors d'Union soviétique où droitiers, ex-zinoviévistes et trotskystes se retrouvent pour combattre la politique ultragauchiste qui s'exprime dans la formule du « social-fascisme », critiquer la subordination du prolétariat aux directives de l'I.C. stalinisée, combattre la politique de division qui s'exprime dans la formule du « front unique à la base ». Déjà en 1928, écrivant d'Allemagne, Solntsev soulignait le danger d'une alliance circonstancielle avec la droite — qui avait longtemps été aux yeux des oppositionnels russes l'ennemi principal, dont Staline n'était que l'allié. Le danger s'aggrave désormais, revêtant la forme caricaturale de la fusion en Tchécoslovaquie des opposants de droite boukhariniens et de gauche zinoviévistes dans une opposition « unifiée » dont les principes de base sont totalement divergents de groupe à groupe.

Une telle situation ne saurait se perpétuer sans danger — notamment dans les relations entre l'Opposition russe et les autres groupes de gauche — et exige évidemment de la part de l'Opposition de gauche non seulement une clarification politique, mais aussi une vérification de l'orientation de ceux qui se disent ses partisans.

Les trois critères de la clarification

Le 31 mars 1929, dans sa « Lettre à propos des divers groupements de l'Opposition », Trotsky, proposant une méthode pour apprécier les groupes ou tendances au sein de l'Opposition communiste internationale, établit une délimitation principielle, non liée à une action de masse, en raison du caractère de la période :

« La délimitation dans les idées, claire, nette, est absolument indispensable. Elle prépare des succès dans l'avenir. Nous avons plus d'une fois défini la ligne de l'Internationale communiste comme étant du *centrisme*. Il est clair que celui-ci, surtout quand il est armé de tout l'arsenal de la répression, doit repousser dans l'Opposition non seulement les éléments prolétariens conséquents, mais aussi les opportunistes les plus logiques avec eux-mêmes ». ²

Cette démarcation vis-à-vis des opportunistes démontre le refus d'une Opposition « all-inclusive » ou d'une politique de bloc, qui pourrait tenter certains oppositionnels doutant des perspectives de leur combat politique propre et cherchant des appuis chez les ennemis de la ligne du redressement de l'I.C. et des P.C. Cette démarcation principielle est dans l'état d'esprit d'un « nouveau Zimmerwald », les « éléments prolétariens conséquents » devant se réunir en fraction de l'Internationale, en tendance du communisme mondial, sur des bases de principe nettes, au risque, une nouvelle fois, d'être fort peu nombreux.

Les trois critères d'appréciation, pour les différentes tendances, proposés par Trotsky, sont la politique du comité syndical anglo-russe, le cours suivi

dans la Révolution chinoise et la politique économique en U.R.S.S. en liaison avec la théorie du socialisme dans un seul pays. En revanche, la question du régime intérieur du parti n'est pas retenue comme critère valable :

« Le régime existant dans le Parti n'a pas d'importance propre, pas de valeur en soi. C'est là un facteur qui dérive de la politique du Parti. Les éléments les plus hétérogènes ont des sympathies pour la lutte contre le bureaucratisme stalinien. Les mencheviks ne répugnent pas à applaudir à quelques-unes de nos attaques contre la bureaucratie ». ³

Là encore, le souci essentiel est d'éviter la confusion, et surtout d'éviter de prêter le flanc à tout amalgame, voire simple confusion.

Pour Trotsky, les prises de position des groupes ou des militants sur la politique du *Comité syndical anglo-russe* constituent le test idéal de l'opportunisme politique. Le 14 mai 1924, une délégation des syndicats soviétiques et le Trade Union Congress (T.U.C., congrès des syndicats), constituaient, sur une base paritaire, le Comité syndical anglo-russe qui se proposait de lutter pour l'unité syndicale internationale, contre le danger de guerre et de réaction. Le grave échec de la grève générale en mai 1926, dû au sabotage des dirigeants travaillistes du T.U.C., démoralise la classe ouvrière anglaise et laisse le P.C. exangue. L'Opposition de gauche fait campagne pour la dissolution du comité « [...] devenu un obstacle révolutionnaire, un boulet que l'on traîne au pied » ⁴ écrit Trotsky, afin d'ôter toute possibilité aux dirigeants du T.U.C. d'utiliser leurs liens avec les syndicats, donc les travailleurs russes, pour mener leur politique traître avec l'appui tacite et l'autorité morale de l'Union soviétique. Pourtant, les dirigeants russes ne prennent pas l'initiative de la rupture et ce sont les syndicalistes britanniques qui mettent fin au comité en 1927, dans la foulée de la rupture des relations diplomatiques avec l'U.R.S.S. décidée par le gouvernement conservateur anglais.

Trotsky considère qu'il s'agit là d'un problème fondamental de la politique de Staline, « [...] un modèle classique de *centrisme glissant vers la droite*, tenant l'étrier à de véritables traîtres, en recevant en récompense des coups et des bosses » ⁵. Le bilan du comité étant le profond recul du mouvement ouvrier anglais, Trotsky menace :

« Celui qui n'a pas compris cela à présent n'est pas un marxiste, n'est pas un homme politique révolutionnaire du prolétariat. Si par surcroît, il proteste contre le bureaucratisme stalinien, cela n'a à mes yeux aucun prix. L'orientation opportuniste du comité anglo-russe ne pouvait être utilisée que dans la lutte contre les vrais éléments révolutionnaires de la classe ouvrière ». ⁶

Ce problème politique, devenu un des critères de différenciation, n'est pas d'une actualité brûlante en 1929. Mais les attitudes prises à l'époque ont encore toute leur valeur et certaines portent les germes de ruptures à venir : ainsi, alors que l'Opposition de gauche condamne la politique opportuniste de Staline dans cette affaire, Souvarine considère, en 1927, cette question comme « purement tactique » ⁷... C'est le début d'une lente mais inexorable cassure politique entre lui et Trotsky. Enfin, la *Révolution prolétarienne* est seule à se prononcer contre la rupture et la dissolution du comité syndical anglo-russe.

La question chinoise est plus délicate encore, car elle requiert une bonne connaissance des événements de la Révolution de 1925-1927, ce qui n'est pas toujours le cas dans les rangs de l'Opposition.

La question chinoise n'est, pas plus que le comité anglo-russe, une question brûlante en 1929. Elle a surtout été un test, un important révélateur, puisque l'I.C. et ses conseillers en Chine y ont joué un rôle important en tant que relais directs du Kremlin, d'où Staline tentait de tirer les ficelles d'une révolution qu'il a ainsi conduite à la tragédie. Bien que les arguments de l'Opposition de gauche sur la révolution chinoise n'aient guère été connus en dehors d'un petit groupe d'initiés puisque ses positions n'ont pu être rendues publiques sur le coup, rien n'illustre mieux que cette question le lien entre le développement du mouvement révolutionnaire dans le monde et la fermeté des positions de l'Opposition et le fait que Staline, au contraire, se nourrit des désastres.

De 1925 à 1927 en effet, les staliniens et les émissaires de Staline en Chine ont creusé la tombe de la révolution : dans le temps où le mouvement ouvrier développait ses gigantesques actions de classe comme la grève générale de Canton-Hong Kong et nourrissait l'agitation paysanne, le parti communiste chinois a revendiqué le droit de quitter le Guomindang, l'organisation nationaliste dans laquelle il était entré en 1922, et de récupérer son indépendance afin de diriger la lutte des masses ouvrières et paysannes contre le chef du gouvernement du Guomindang désormais allié à l'impérialisme, Tchiang Kai-chek. Mais Staline-Boukharine ont décerné au Guomindang le titre d'« organisation sympathisante » et à Tchiang celui de membre d'honneur de l'exécutif de l'Internationale : ils s'opposent à la sortie des communistes, recommandent de ne pas engager de combats de classe contre le Guomindang et de freiner les mouvements paysans. Quand Tchiang Kai-chek massacre les communistes et décapite le prolétariat de Shanghai, Staline qui, la veille encore, le qualifiait d'« allié sûr », transfère son allégeance, pour la même politique, au gouvernement de Wuhan dirigé par Wang Jingwei, le rival de Tchiang. Les compères réconciliés vont mettre hors-la-loi le P.C. et les syndicats. A la fin de l'année 1927, en plein recul de la révolution, le P.C. lance la suicidaire « Commune de Canton », ressuscitant, l'espace d'un communiqué héroïque, le vocable de soviets qu'il avait jusqu'alors banni : il y a cinq mille sept cents morts, des milliers de communistes traqués, tués au combat, exécutés, mais Staline assure que « les événements ont prouvé pleinement et entièrement la justesse de la ligne » ⁸.

Trotsky est intervenu à plusieurs reprises dans les différents organismes responsables, avant son exclusion, pour défendre le point de vue de l'Opposition de gauche, le compromis conclu entre Zinoviev et lui. Le 31 mars 1927, nous l'avons vu, il a demandé, dans une lettre au comité central, pourquoi l'I.C. et le P.C. chinois ne lançaient pas les mots d'ordre de soviets et de révolution agraire. Il a mis en garde contre les possibilités d'un coup d'Etat de Tchiang Kai-chek que rendait possible une telle passivité. Les tragiques événements de Shanghai lui ont malheureusement donné raison, mais, prisonnière dans le cadre de la fraction qu'elle constitue dans le parti, l'Opposition de gauche russe n'a pu exprimer publiquement ses positions. Lors de l'expul-

sion d'U.R.S.S. de Trotsky, la Chine subit la terreur blanche ou bleue de Tchiang, la « traque » et la délation organisée. Saigné dans les villes, discrédité dans certaines provinces, le P.C. ne se reconstitue que peu à peu. Les hommes de Staline, après avoir fait de son secrétaire général, Chen Duxiu, le bouc émissaire de la défaite, ont sévèrement épuré le parti chinois et se préparent à le mener allègrement au massacre au nom de la nouvelle politique.

Pour l'Opposition internationale, avant de nouer des contacts politiques solides, l'heure est au bilan et aux enseignements, comme l'a écrit Trotsky :

« L'étude des problèmes de la révolution chinoise est une condition indispensable à l'éducation de l'Opposition et de la délimitation du point de vue des idées dans ses rangs. Les éléments qui, dans cette question, n'ont pas pris une position clairement et nettement montrent par la-même qu'ils sont bornés à leur simple point de vue national, ce qui, en soi, est un symptôme certain d'opportunisme »⁹.

Là encore, il s'agit de débusquer l'opportunisme. L'Opposition internationale doit être testée à l'aune de son... internationalisme et sa capacité à intervenir dans des événements dont les répercussions sur la politique internationale sont très importantes. Il suffit, par exemple, de rappeler l'attention que Lénine portait à l'évolution du monde oriental et plus particulièrement à la Chine, ainsi que les intérêts des impérialismes occidentaux dans cette région du monde.

Le troisième critère est celui de la *politique économique en U.R.S.S.* en liaison avec la théorie du socialisme dans un seul pays. Trotsky commence par définir les forces en lutte :

« En raison des conditions créées par la révolution d'Octobre, les trois tendances classiques du socialisme : premièrement, le marxisme, deuxièmement le centrisme, et troisièmement, l'opportunisme, s'expriment dans l'ambiance soviétique de la façon la plus nette et la plus claire, c'est-à-dire qu'elles sont pénétrées d'un contenu social absolument indiscutable. Nous avons en U.R.S.S. l'aile droite, en liaison avec les intellectuels qualifiés et les petits propriétaires, le centre, en équilibre entre les classes, sur la corde raide de l'appareil, et l'aile gauche, représentant l'avant-garde prolétarienne pendant une époque réactionnaire ».¹⁰

La critique doit avoir une base de classe claire et s'appuyer sur une des tendances historiques. Celle de Brandler s'identifie en réalité à l'aile droite dont elle a approuvé la politique pendant les années 1924-1927, jusqu'au brutal tournant à gauche. Elle relève de la pression de la petite-bourgeoisie rurale et, finalement, des forces sociales qui aspirent à la restauration du capitalisme, et Trotsky montre combien une critique purement économiste abandonne le terrain à Staline et conforte l'idée du « socialisme dans un seul pays » :

« Il est vrai qu'ayant fait un bond vers la gauche, Staline a utilisé les débris de la plate-forme de l'Opposition. Celle-ci exclut tout d'abord toute ligne de conduite menant vers une économie fermée, isolée. Il est absurde de s'efforcer de séparer l'économie soviétique du marché mondial par une muraille de Chine [...] Tous les plans économiques de la direction de Staline ont été basés jusqu'à présent sur la *réduction des affaires avec l'étranger* au cours des cinq à dix prochaines années [...] Cette façon de poser la question n'a rien de commun avec l'Opposition. En revanche, elle se déduit entièrement de la théorie du socialisme dans un seul pays ».¹¹

Ainsi Trotsky, dans les critères qu'il propose pour la différenciation de la tendance « bolchevique-léniniste », poursuit-il sur le plan qui était déjà le sien en Union soviétique, celui de l'insertion de tous les problèmes tactiques dans un cadre national au sein d'une stratégie mondiale. Une insuffisance de la différenciation avec les brandlériens peut conduire à la catastrophe en Allemagne ou en Tchécoslovaquie, au même titre qu'une confusion en U.R.S.S. avec la politique imposée par les « centristes » de l'appareil. Il résume :

« Tels sont les critères fondamentaux servant à la délimitation intérieure de l'Opposition. Ils sont puisés dans la vie de trois pays. Evidemment tous les autres pays ont leurs propres problèmes ; l'attitude observée envers ceux-ci déterminera la position de chaque groupe séparé et de chaque communiste considéré isolément. Certaines de ces questions nouvelles peuvent demain passer au premier plan et repousser en arrière toutes les autres questions. Mais *aujourd'hui* les trois questions citées me paraissent décisives ».¹²

Vers l'Opposition internationale : la clarification et ses moyens

C'est dans un autre article, publié dans *Contre le Courant* sous le titre « Les tâches de l'Opposition » et la signature de G. Gourov, que Trotsky aborde les moyens nécessaires à la délimitation. Il y condamne tout bloc avec l'Opposition de droite, soulignant que, « sous le nom d'Opposition on réunit habituellement deux courants en essence inconciliables : le courant révolutionnaire et le courant opportuniste »¹³ dont le seul point commun est l'hostilité au « centrisme » et au régime du parti. Mais cette impossibilité d'un bloc avec la droite ne doit pas conduire à considérer les tendances du communisme comme « achevées et pétrifiées » comme l'a écrit Trotsky, qui reprend l'idée et la formule de Solntsev :

« Les groupements politiques ne se forment pas du premier coup. Dans les premiers temps, il y a toujours bien des malentendus. Les ouvriers mécontents de la politique du parti ne trouvent pas toujours la porte qu'ils cherchent. Il ne faut pas l'oublier, surtout en ce qui concerne la Tchécoslovaquie où le parti communiste est en train de vivre une crise très grave ».¹⁴

L'Opposition n'est pas exempte de malentendus dans ses propres rangs et l'existence, dans la plupart des pays, de deux ou trois groupes solidaires de l'Opposition russe en est un des indices. Pour sortir de cet éparpillement, Trotsky propose de procéder ainsi :

« On ne peut arriver à l'unité de l'Opposition par des prêches abstraits sur l'unification ou par des combinaisons organisationnelles vides. Cette unité doit être préparée sur le plan théorique et politique. Cette préparation doit mettre en lumière ceux des groupes ou éléments qui sont réellement sur le terrain commun et ceux d'entre eux qui n'ont rejoint l'Opposition léniniste que par suite d'un malentendu »¹⁵.

L'instrument de mesure doit être une plate-forme nationale des groupes. Cette plate-forme doit refléter le combat des groupes :

« En effet, sans une intervention incessante de l'Opposition dans la vie du prolétariat et celle du pays, l'Opposition deviendra une secte stérile »¹⁶.

Il est nécessaire d'élaborer, en même temps que les plates-formes nationales, une plate-forme internationale de l'Opposition, « [...] qui servira de pont au programme futur de l'Internationale communiste ».

L'instrument d'élaboration de cette plate-forme internationale de l'Opposition doit être un *organe international*, mensuel puis bi-mensuel :

« Un tel organe sous une rédaction attachée aux principes doit être dans un premier temps ouvert à tous les groupes qui se comptent comme de l'Opposition de gauche ou qui tendent à s'en rapprocher. Cet organe aura pour tâche, non de consolider les vieilles cloisons, mais de réaliser un regroupement des forces sur une base plus large. Si l'on ne peut pas encore surmonter l'éparpillement de l'Opposition dans le cadre national, on peut pourtant déjà se préparer à le surmonter sur le plan international ». 17

Cet organe de l'Opposition internationale sera aussi l'instrument politique de la clarification des idées et des problèmes des différents groupes de l'Opposition :

« Avec une ligne claire et nette de la rédaction, cette revue doit être également une tribune libre. Elle devra en particulier effectuer le *contrôle international sur les divergences entre les différents groupes nationaux de l'Opposition de gauche*. Un tel contrôle attentif et consciencieux permettra de distinguer entre les désaccords réels et les désaccords imaginaires, et de rassembler les marxistes révolutionnaires, en éliminant les éléments étrangers ». 18

C'est en la situant dans le cadre national, la même idée — à quelques réserves près — que l'on trouve sous la plume de l'ancien anarchiste, rallié aux bolcheviks en 1917 puis à l'Opposition de gauche, Victor Serge, dans une lettre en provenance d'U.R.S.S. :

« Lu quelques numéros du *Communiste* Bruxellois. Trouvé très local, provincial. [...] Lu aussi plusieurs numéros de *C[ontr]e le C[ourant]* bourrés de choses intéressantes, mais sans actualité politique et vie ouvrière française : l'excès contraire. [...] Je crois qu'il faut absolument en France que le mouvement opposant sorte de la période des chapelles et se mette à parler à l'ouvrier de la rue. Je ne vois pas d'autre possibilité que par la création d'un hebdomadaire de large diffusion (ouvriers sans parti) ayant pour objet de rassembler, pour l'heure, sans distinction tendances tous communistes écartés du parti. Large tribune libre *communiste*. Dans la première phase du regroupement communiste, il n'y aurait pas lieu à mon avis de craindre un certain confusionnisme communiste (pas autre). Les plates-formes se définiront plus tard par l'action. S'affermir d'abord ». 19

Abordant le dernier aspect organisationnel de la clarification des rangs de l'Opposition internationale, l'organisation d'une direction, Trotsky écrit :

« Certains camarades disent et écrivent que l'Opposition russe ne fait pas assez pour l'organisation d'une direction organisée de l'Opposition internationale. Je crois qu'il se dissimule derrière ce reproche une tendance dangereuse. Nous ne voulons pas renouveler dans notre fraction internationale les mœurs et les méthodes de l'Internationale de Staline et de Zinoviev. Les cadres révolutionnaires dans chaque pays doivent se dégager et se regrouper à partir de leur expérience propre et doivent se tenir sur leurs jambes tout seuls. L'Opposition russe ne dispose — on est tout près d'ajouter ici « heureusement » — ni des armes de la répression étatique ni des ressources financières d'un État. Elle ne peut compter ici que sur l'influence des idées pour nourrir l'échange

d'expériences. Au moyen d'une direction juste de la fraction internationale, on pourra réaliser cet échange des expériences entre les forces de l'Opposition dans chaque pays ». 20

Ces expériences des différentes sections nationales ne peuvent provenir que d'un travail inlassable en direction des membres du parti, du mouvement ouvrier et de la jeunesse. Pour ce travail, l'Opposition russe ne peut être d'aucun secours en dehors de son rôle d'exemple. En tout état de cause, le chemin vers l'Opposition internationale est désormais balisé sur la ligne de la politique de fraction, c'est-à-dire la volonté de conquérir le noyau prolétarien des P.C. mais également, dans certains cas, des P.S.

L'Opposition de gauche se considère en effet comme une fraction de l'Internationale communiste et chaque groupe national comme une fraction du parti communiste. Mais le problème se pose des pays où le parti communiste a une existence réduite à sa plus simple expression, n'ayant pas réussi à conquérir le noyau prolétarien regroupé dans la social-démocratie. « Bolchevisés », purgés des opposants, ces partis communistes stalinisés ne sont que des squelettes, portés à bout de bras par Moscou. L'Opposition de gauche peut-elle se fixer l'objectif de redresser ces coquilles vides ? Le cas concret de la Belgique, mais aussi des États-Unis, exige de répondre à cette question qui conditionne toute la stratégie des groupes d'opposition de ces pays et notamment le problème de la présentation de candidats aux élections contre ceux des P.C. officiels.

Le 30 avril, dans une lettre à van Overstraeten, dirigeant de l'Opposition belge, Trotsky écrit :

« [...] Vous allez participer aux élections, indépendamment, en opposant votre liste à celle du parti. Quelques amis sont bien inquiets de cela. Quant à moi, je ne vois pas là une question de principe. Si nous sommes tout à fait faibles, c'est-à-dire si nous ne sommes qu'un groupement de propagande, plus ou moins individuelle, et voulant s'imposer à la masse pendant les élections, nous pouvons facilement aboutir à un résultat contraire, c'est-à-dire à indisposer la masse et même provoquer un dégoût pour le groupement prétentieux, mais impuissant. Dans des cas pareils, il est toujours préférable et même obligatoire de soutenir les candidats officiels du parti, en formulant exactement nos critiques et nos stipulations pour l'activité parlementaire et municipale pour faire rappeler aux électeurs ces stipulations au moment propice.

Mais si nous sommes assez forts, nous devons nous présenter indépendamment et avec succès. Ce serait du doctrinarisme abstentionniste de ne pas le faire. Pendant la lutte, nous devons rejeter la responsabilité de la scission sur les dirigeants officiels.

Nous devons et nous pouvons, même de la tribune du parlement, proposer l'unité communiste sur la base de Marx et de Lénine. Or le fait que vous allez participer aux élections, indépendamment, est un signe pour moi que vous vous sentez assez forts, en comparaison avec le parti communiste officiel ». 21

Cette argumentation répond ainsi, en partie, à la critique de Solntsev, qui reprochait à Trotsky de « tordre le bâton » dans l'autre sens, après les échecs électoraux de la gauche allemande et du Leninbund en 1928.

Trotsky précise encore cette analyse quelques mois plus tard, dans une lettre au Leninbund à qui il reproche une tendance vers le « deuxième parti » :

« En Belgique et en Amérique où le parti communiste officiel est très faible et l'Opposition relativement forte, les organisations de l'Opposition peuvent avoir une politique totalement indépendante du parti officiel, c'est-à-dire peuvent en appeler aux masses par-dessus la tête du parti officiel chaque fois que c'est praticable. En Allemagne, c'est une toute autre affaire, et dans une large mesure également en France. Il y a dans ces pays un rapport de forces très différent. L'Opposition se compte en centaines ou en milliers, les partis officiels en centaines de milliers. Il faut garder cela à l'esprit pour élaborer notre politique ». 22

La tâche des Oppositions belge et américaine est donc la lutte pour conquérir l'avant-garde prolétarienne, regroupée, non dans les partis communistes, mais dans la social-démocratie. Cela implique des responsabilités plus importantes pour ces groupes d'opposition, notamment en ce qui concerne leur travail d'organisation et leur presse mais aussi du point de vue des liens à tisser avec la classe ouvrière. De leur côté, ces partis communistes, bien que numériquement faibles, disposent de toute la puissance, notamment financière, de l'Internationale et demeurent un obstacle sérieux pour l'Opposition.

Les deux articles de Trotsky, consacrés aux trois critères de la délimitation de l'Opposition et à sa structuration n'ont que peu d'échos dans les groupes d'opposition. Dans une lettre à Trotsky, Rosmer fournit une explication convaincante de cet étonnant mutisme :

« Votre bannissement a fait sortir tous les groupes d'opposition de leur léthargie plus ou moins prononcée et tous, ou à peu près, se présentent comme les vrais champions de vos idées à l'encontre des autres. Même Souvarine qui vint me voir [...] avant la publication du dernier numéro de son *Bulletin*. Comme je lui faisais de vifs reproches sur son attitude — pour le moins inconséquente — il me dit qu'il était absolument convaincu, d'être en plein accord avec vous, avec vous personnellement, mais pas avec les autres camarades de l'Opposition ». 23

L'expression de Rosmer, « même Souvarine », en dit long sur le réflexe « légitimiste » de tous les groupes au moment de la publication des articles de Trotsky. Ils ont tous le sentiment, justifié parfois, de correspondre sans réserves à la définition de Trotsky et de « remplir » les trois « conditions », de répondre aux trois critères. C'est par exemple le cas du Leninbund, que le passé zinoviéviste des dirigeants n'empêche pas d'être membre à part entière de l'Opposition internationale et d'être en accord politique avec Trotsky sur les questions fondamentales. Mais le silence sur les tâches de l'Opposition, sur la nécessité de plates-formes nationales et internationale, d'un organe international, en dit tout autant sur le conservatisme des groupes et leur préoccupation d'être reconnus par Trotsky comme représentants de l'Opposition. Pourtant, certains opposants vont rompre le silence.

Souvarine, qui s'était inquiété de l'annonce d'un article de Trotsky sur les groupes d'opposition en France, réagit tardivement :

« Nous avons tous ici pleinement apprécié la hauteur de vos vues, le tact et la réserve de votre lettre du 31 mars. On n'attendait pas autre chose de vous (de notre côté). Je n'y faisais pas allusion, en vous écrivant, car j'en ignorais le texte. Je ne vous ai donc nullement « reproché » de vous prononcer sur les trois problèmes qui vous tiennent à cœur. [...] Je ne vous ai, en général, rien « reproché » du tout [...] Ce qui m'a surpris, c'est que vous puissiez faire le moindre fond sur des gens totalement dépour-

vus d'idées et aptes seulement à répéter sans comprendre vos formules et appréciations se contentant pour le surplus de chercher à s'imposer par de misérables moyens. C'était la méthode de Zinoviev, c'est celle de Staline ; de vous, je le répète, cela me surprend ». 24

Pour Souvarine, le problème est davantage une question d'hommes, de caractère et d'envergure qu'un problème de critères :

« Aussi, vous pouvez bien prêter un peu de vie artificielle à des gens qui n'existent pas sans vous : vous ne leur donnerez pas une raison d'être. Quant aux hommes et aux groupes qui ont une raison d'être, ils vivront, ils grandiront, mûriront même s'ils se trompent sur le Comité anglo-russe, le Guomindang et le Koulak — ce que je ne crois nullement établi mais n'importe pas dans ces considérations. Votre conception de l'utilisation des hommes est abstraite. C'est là-dessus que j'appelle votre attention ». 25

L'hostilité à Paz et au groupe de *Contre le Courant* devient ainsi une précondition, un nouveau critère de la délimitation de l'Opposition en France. Mais un nouvel argument apparaît : c'est Trotsky qui « tire les ficelles » et appuie des groupes sans avenir. Telle n'est pourtant pas la position de Trotsky qui voit dans *Contre le Courant* la base possible de l'hebdomadaire français, le regroupement devant s'effectuer, non autour du groupe Paz, mais sur la base de la plate-forme. Souvarine, lui, n'y fait jamais allusion et semble en fait préoccupé par des problèmes d'analyse historique de la lutte de l'Opposition et de ses erreurs, c'est-à-dire une réflexion politico-historique qui le détourne du combat de l'Opposition.

Le groupe du *Redressement communiste* partage l'hostilité de Souvarine à l'égard de Paz. Treint accuse Paz de tenter de l'isoler de Trotsky, affirme que l'unification de ce qu'il considère être les deux seuls groupes de l'Opposition (le groupe Paz et le sien) « [...] ne peut se faire que dans la clarté » 26 et condamne à longueur de lettres les « calomnies et les mensonges » de Paz contre son groupe et lui-même. Treint et Souvarine ont un autre point en commun : leur hostilité à l'égard de Solomon Kharine, jugé trop proche de *Contre le Courant*. Souvarine a d'emblée refusé de collaborer avec Joseph, car, dit-il, « ce bloc enkhariné ne nous disait rien qui vaille » 27. Il faut sans doute voir là l'hostilité de Souvarine à l'égard des militants russes à l'étranger... En revanche, c'est Joseph qui a refusé une collaboration réclamée par Treint sur un ton menaçant, provoquant une vive colère de ce dernier qui considère ce refus comme un soutien implicite à *Contre le Courant*. Trotsky désapprouve nettement l'attitude de Treint :

« [...] Je regrette beaucoup le ton de votre lettre au camarade Joseph. Les menaces sont de pratique assez courante en U.R.S.S. où l'on peut user de la répression étatique, et, par reflet, dans l'I.C. : mais nous devons, dans l'Opposition, nous abstenir de menacer, surtout pour l'obtention d'une collaboration, notre travail collectif ne pouvant s'organiser qu'avec la bonne volonté de chacun ». 28

Cette escarmouche a de forts relents d'une guerre des groupes, allumée, dans la correspondance entre Treint et Trotsky, par le premier nommé. Toutefois, l'attitude silencieuse et en fait méprisante du groupe Paz ne dupe pas Trotsky : l'hostilité envers Treint est très répandue et notoire dans l'Opposition française — notamment de la part d'Alfred et Marguerite Rosmer — qui

n'a pas digéré la « bolchevisation » menée par Treint. Trotsky, lui, apprécie — et cela pourrait constituer une réponse à Souvarine sur « les hommes sans avenir » — le dynamisme incontestable de Treint et ses liens politiques avec la vie et le combat de la classe ouvrière. Il connaît le rôle que Treint a joué, mais analyse mieux que les opposants français son évolution réelle.

Le ton va changer et monter rapidement. Treint, après la publication de la « Lettre à propos des divers groupements de l'Opposition », s'estime légitimé dans sa lutte contre le groupe Paz. Citant les trois critères — auxquels il ajoute au passage trois autres : « pas de bloc ni de compromis avec la politique de droite », « régime intérieur du parti résultant de la pression de l'ennemi de classe sur le parti », « traduire la politique de l'Opposition dans une plate-forme nationale guidant la lutte immédiate dans le secteur français » — Treint constate :

« A tous ces critères, nous avons pleinement satisfait depuis que nous avons commencé la lutte oppositionnelle. Vis-à-vis de ces critères, *Contre le Courant* a eu une attitude, soit insuffisante soit confuse, soit fausse. Et cependant, dans vos documents, sur les divers groupes oppositionnels, vous parlez comme si *Contre le Courant* était le groupe auquel il faut se rallier et comme si le *Redressement communiste* était le groupe qui doit se rallier. Cette interversion des rôles crée une situation équivoque préjudiciable au développement de l'Opposition ». ²⁹

Treint affirme son accord total avec ces critères dont il écrit que son groupe les avait déjà posés à plusieurs reprises. Il a par ailleurs déjà annoncé la publication de la plate-forme de son groupe, et envoie à Trotsky un document qui est « [...] un exposé historique de l'attitude comparée des deux groupes » ³⁰ de Paz et Treint. Ce texte intitulé « L'Opposition en France, Historique et perspectives. Critérium pour l'appréciation des groupes » est rédigé par Jean Tchernobelsky, connu comme Jean-Jacques dans le « Groupe juif », qui a rejoint successivement l'*Unité Léniniste* et le *Redressement communiste* après avoir été exclu du P.C. Retraçant à sa façon, la lutte oppositionnelle des groupes Paz et Treint-Girault puis du groupe Treint, Jean-Jacques se livre à une attaque vigoureuse contre les erreurs du groupe Paz, soulignant la faiblesse ou l'absence de prises de position sur les problèmes politiques brûlants (grèves, arrestation d'un congrès du parti à Clichy, etc.). Il accuse *Contre le Courant* d'opportunisme, ne distinguant pas entre la gauche (groupe Treint) et la droite (Souvarine), à propos de la tentative d'unification de l'Opposition française lancée en 1928 par le groupe Paz et ouverte à tous les groupes se réclamant de l'Opposition de gauche.

Le but de cette lettre de Jean-Jacques est de lever « [...] l'équivoque créée involontairement [...] par le camarade Trotsky » qui doit cesser d'appuyer le groupe *Contre le Courant* et prendre position pour le groupe du *Redressement communiste*. Jean-Jacques conclut ainsi :

« [...] Trotsky ayant posé la question d'un journal oppositionnel international, nous pensons que pour la France, une bonne direction vraiment bolchevik-léniniste [...] peut être assurée par le groupe du *Redressement communiste* et par le groupe *Contre le Courant* après toutefois que ce dernier aura dissipé l'équivoque de sa politique et fixé nettement sa politique dans les questions françaises et internationales ». ³¹

La réponse de Trotsky à ce qui est une véritable injonction est empreinte du souci de poursuivre la collaboration avec Treint, même si les autres opposants ne le souhaitent pas. En revanche, Trotsky souligne le passé d'erreurs de Treint, note qu'il est plus long que son travail dans l'Opposition et que sa façon d'aborder les autres groupes n'est pas en mesure de gagner leur confiance. Il en va de même pour son comportement à l'égard de Kharine. Trotsky souhaite une « [...] large collaboration de tous les éléments vitaux de l'Opposition communiste, la plupart des éléments de la *Révolution prolétarienne* compris » ³² et se déclare prêt à aider Treint et son groupe s'ils s'engagent dans une collaboration sans exclusives et sans injonctions à l'égard de qui que ce soit. En fait, cette réaction de Treint aux trois critères le marginalise dans l'Opposition et affaiblit définitivement son rôle.

NOTES

1. M. Paz, « Quatre jours avec Trotsky », in *Contre le Courant*, n° 25-26, 22 mars 1929, pp. 1-3.
2. Trotsky, « Lettre à propos des divers groupements de l'Opposition communiste », 31 mars 1929, in *Contre le Courant*, n° 27-28, 12 avril 1929, pp. 23-25.
3. *Ibidem*.
4. Trotsky, *L'Internationale Communiste après Lénine*, Paris, P.U.F., 1979, 2^e édition, p. 241.
5. Trotsky : « Lettre à propos des divers groupements de l'Opposition communiste », 31 mars 1929, *op. cit.*
6. *Ibidem*.
7. Voir l'article de Souvarine, intitulé « Octobre Noir » in *Bulletin Communiste*, n° 22-23, octobre-novembre 1927.
8. Cité par H.R. Isaacs, *La Tragédie de la révolution chinoise*, Paris, Gallimard, 1967, p. 185.
9. Trotsky, « Lettre à propos des divers groupements de l'Opposition communiste », 31 mars 1929, *op. cit.*
10. *Ibidem*.
11. *Ibidem*.
12. *Ibidem*.
13. G. Gourov (Trotsky), « Les tâches de l'Opposition », in *Contre le Courant*, n° 29-30, 6 mai 1929.
14. *Ibidem*.
15. *Ibidem*.
16. *Ibidem*.
17. *Ibidem*.
18. *Ibidem*.
19. Lettre de V. Serge, avril 1929, A.H. 3776.
20. G. Gourov, « Les tâches de l'Opposition », *op. cit.*
21. Lettre de Trotsky à van Overstraeten, 30 avril 1929, A.H. 10708.
22. Lettre de Trotsky au Leninbund, 19 septembre 1929, A.H. 7911.
23. Lettre de Rosmer à Trotsky, avril 1929, in Broué, *Correspondance Léon Trotsky - Alfred et Marguerite Rosmer*, Paris, Gallimard, 1982, pp. 17-20.
24. Lettre de Souvarine à Trotsky, 3 mai 1929, A.H. 5331.
25. *Ibidem*.
26. Lettre de Treint à Trotsky, 25 mars 1929, A.H. 5522.
27. D'après P. Broué, « Un capitulaire à Paris : l'affaire Kharine », in *Cahiers Léon Trotsky*, n° 7/8, *op. cit.*, p. 29, note 1.

28. Lettre de Trotsky à Treint, 20 avril 1929, A.H. 9159.
 29. Lettre de Treint à Trotsky, 30 avril 1929, A.H. 5527.
 30. *Ibidem*.
 31. J. Tchernobelsky, « L'Opposition en France, historique et perspectives. Critérium pour l'appréciation des groupes », 15 mai 1929, A.H. 2072.
 32. Lettre de Trotsky à Treint, 23 mai 1929, A.H. 10582.

CHAPITRE IV

TROTSKY CONTRE LES ULTRA-GAUCHES

Dans le droit fil de son article « Vers l'Opposition internationale » de mars 1929, Trotsky décide au mois de juin de saisir les opportunités liées à la présence à Prinkipo de militants venus de différents pays. Il a attendu pendant deux mois les réactions à la clarification et les initiatives éventuelles des militants et groupes de l'Opposition pour les débuts de structuration au niveau international. Rien, ou presque, n'est venu. Or, début juin, les présences simultanées à Prinkipo d'Alfred Rosmer, en séjour préparatoire au lancement de l'hebdomadaire français, des secrétaires Jakob Frank, membre d'un des groupes autrichiens, et de Wolfgang Salus, venu de son propre chef, et enfin du Chinois Liu Renjing de passage pour quelques jours, permettent de mettre en route plusieurs projets importants.

Ce « petit conciliabule privé » selon la formule de Trotsky prend plusieurs initiatives : la discussion de thèses sur la question chinoise et les tâches des « bolcheviks-léninistes » chinois, texte rédigé par Trotsky pour Liu qui va le ramener en Chine ¹. Ce projet est ensuite envoyé à tous les groupes d'opposition et publié dans le *Bulleten Oppositsii* (Bulletin de l'Opposition). Il s'agit là d'un pas en avant significatif de l'Opposition internationale, un élément de plus justifiant sa structuration rapide.

Le 6 juin, Alfred Rosmer rédige un texte adressé à l'ensemble de l'Opposition internationale dans lequel il annonce la constitution du groupe international « Opposition », disposant dès à présent d'un fonds constitué par les droits d'auteur des séries d'articles parus dans la presse bourgeoise :

« Ce fonds servira essentiellement à des publications d'ordre international (revues, etc.). Il pourra être utilisé à titre exceptionnel : 1°) pour des publications de nature à la fois nationale et internationale ; 2°) comme aide momentanée à des publications nationales.

Ces diverses publications devront être réalisées le plus tôt possible et il convient d'envisager dès maintenant la création d'un centre d'éditions ». ²

A propos de l'hebdomadaire français en préparation, la nécessité d'un financement propre est affirmée et l'éventualité d'une aide est conditionnée par un remboursement ultérieur permettant à d'autres groupes et publications de résoudre des difficultés temporaires.

Le 10 juin, quatre jours après l'initiative de Rosmer, Liu Renjing et Wolfgang Salus annoncent la création du Comité international provisoire de l'Opposition communiste de gauche. Leur court texte indique qu'il ne s'agit que d'une première étape, d'une première déclaration, destinée à être reprise en charge par d'autres militants et groupes de l'opposition :

« Le 10^e anniversaire de l'I.C. a trouvé une Internationale en complet déclin : sa direction est incapable de remplir sa tâche, ses sections vont s'affaiblissant sans cesse [...] Devant ce danger, qui ira croissant [...] des communistes de divers pays, réunis le 10 juin 1929, ont décidé de former un Comité international provisoire de l'Opposition communiste de gauche.

Ce comité se donne pour but principal le rassemblement des forces communistes d'opposition de tous les pays sur la base du programme préparé par l'Opposition du Parti Communiste russe. Il considère comme siennes les méthodes et les conceptions élaborées par les quatre premiers congrès de l'Internationale Communiste. Il les défendra en même temps qu'il dénoncera les erreurs funestes et les pratiques nouvelles qui caractérisent les V^e et VI^e congrès. Il se propose d'éditer une revue internationale en plusieurs langues pour hâter le regroupement des ouvriers communistes par l'étude et la discussion des problèmes qui se posent devant la classe ouvrière dans chaque pays ». ³

Le texte annonçant la création de ce comité provisoire n'est signé que par Liu et Salus, Alfred Rosmer et Jakob Frank ne pouvant engager leurs groupes sans créer des rivalités bien inutiles dans leurs pays. En revanche, la signature de Liu revêt une grande signification politique : un militant de l'Opposition chinoise en appelle à l'Opposition internationale pour sa construction. L'aspect quasi-paradoxal de cet appel lancé de la lointaine opposition chinoise ne peut que piquer les opposants des autres pays et créer une certaine émulation, une dynamique pour centraliser les groupes sur le plan international. Salus incarne une opposition qui a beaucoup de contacts avec l'Allemagne et est appelée à jouer un rôle non négligeable dans l'Opposition internationale.

Trotsky n'a signé aucun de ses documents. Il a en revanche été la base de toutes ces initiatives. La centralisation de l'opposition exige des cadres et sa tâche est de les former, de les aider mais en aucun cas de les suppléer. La bataille est engagée et les initiatives prises. Reste la concrétisation de ces projets. Trotsky n'ignore pas que les difficultés sont sérieuses et qu'il faudra élargir le comité provisoire aux groupes absents. Le lancement de la revue internationale implique de lourdes tâches et une large collaboration. Il s'attelle à ces tâches et Rosmer va l'aider de façon décisive.

Dès le 15 juin, Trotsky s'emploie à lever deux hypothèques : la question de la collaboration du Leninbund à la revue *Opposition*, et celle des divers groupes autrichiens :

« La question de la publication d'une revue internationale de l'opposition est déjà réglée avec certaines sections nationales de l'opposition. Il est absolument évident qu'une organisation aussi importante que le Leninbund ne peut rester à l'écart de cette affaire. Il est totalement impossible de repousser encore la parution de la revue internationale. C'est pourquoi l'arrivée d'un représentant du Leninbund, pourvu de pouvoirs suffisants pour participer à la prise de décision en ce domaine, est très souhaitable ». ⁴

Les nouveaux critères

Au moment où Trotsky, Rosmer, Salus et Liu Renjing lancent leurs initiatives pour faire des pas décisifs dans la voie de la construction de l'opposition internationale et de la clarification de ses rangs, deux questions politi-

ques passent au premier plan : la journée du 1^{er} août organisée par l'I.C. et le conflit sino-soviétique au sujet du chemin de fer en Mandchourie.

La « *journée rouge de l'I.C.* », le 1^{er} août 1929, a été proclamée par le bureau d'Europe occidentale de l'I.C., à Berlin le 8 mai 1929, journée internationale de conquête de la rue par les ouvriers. Cette manifestation veut constituer une riposte aux sanglants événements survenus lors du 1^{er} mai 1929 à Berlin (vingt-sept morts, des centaines de blessés et l'interdiction de la *Rote Fahne* (Le Drapeau Rouge), organe du K.P.D. ainsi que du Front Rouge, son service d'ordre armé).

Ce grave échec du 1^{er} mai allemand est dû à la politique ultra-gauche du P.C. Le Leninbund avait critiqué la préparation sectaire de cette manifestation mais avait appelé les travailleurs à manifester, puis avait accusé la social-démocratie d'être responsable des événements, couvrant ainsi la politique aventuriste du K.P.D. Face au danger du renouvellement de tels événements, Trotsky écrit le 26 juin un article intitulé « Que va donner le 1^{er} août ? ». Cet article est envoyé à tous les groupes sous la signature du comité de rédaction de la revue *Opposition* à paraître. C'est un élément de plus du dispositif mis en place pour le lancement de cette revue. Analysant la situation pays par pays en liaison avec les résultats du 1^{er} mai, Trotsky souligne le profond recul des P.C. en Angleterre (comité syndical), en Chine (politique de l'I.C.), en Tchécoslovaquie, et écrit à propos de la France :

« Quand le comité central du parti communiste français promet que, le 1^{er} août, les bataillons prolétariens marcheront à Shanghai comme à Paris, leur prédiction ne peut être tenue que pour de la rhétorique à bon marché. Hélas, tout indique que les bataillons ne marcheront ni à Shanghai ni à Paris. Le P.C.F., comme son ombre falote, la C.G.T.U., n'a nullement augmenté son influence ces dernières années. Il n'y a pas le moindre espoir que le 1^{er} août soit plus révolutionnaire en France que ne l'a été le 1^{er} mai ». ⁵

Dans ce contexte, les mots d'ordre avancés par l'I.C. sont sans rapport avec la situation réelle : « Dans les rues, prolétaires ! », « A bas la guerre impérialiste ! », mais surtout : « Appropriiez-vous l'expérience militaire et technique de la lutte du prolétariat de Berlin ! », « Acquerrez les méthodes de combat de la police ! ». Trotsky juge l'appel de l'I.C. « pitoyable » et s'indigne :

« [...] Cette direction sans cervelle, munie des idées et des mots d'ordre mentionnés ci-dessus, prévient maintenant la bourgeoisie de toute l'Europe qu'elle veut, le 1^{er} août, conduire les ouvriers dans la rue « pleinement armés par des méthodes militaro-techniques ». Est-il possible de jouer de façon plus honteuse avec les vies des prolétaires d'avant-garde et l'honneur de l'Internationale Communiste que celui que sont en train de jouer ces méprisables épigones dirigés par Staline ». ⁶

Dès lors, pour Trotsky, il faut annuler la manifestation. Cela nuira au prestige de l'I.C. mais évitera de nouveaux affrontements meurtriers, sans effets sur la large classe ouvrière, dont Trotsky indique que l'opposition ne se laissera jamais couper, en participant à ses actions. L'opposition doit peser de toutes ses forces dans cette bataille.

Ce n'est pourtant pas le cas : en France, Treint et le *Redressement Communiste*, Paz et *Contre le Courant*, Naville et, enfin, la *Révolution proléta-*

rienne, tous pressentis pour signer l'appel d'*Opposition*, refusent, pour des raisons différentes, et l'appel est publié sous la signature du seul comité de rédaction d'*Opposition*, ce qui constitue un grave échec et une menace pour les initiatives prises à Prinkipo. Naville est en désaccord sur l'analyse de la situation allemande, Treint et Paz sur l'attitude à adopter. Avec Urbahns, ils considèrent que l'opposition ne doit pas se contenter de critiquer. Treint ajoute qu'elle doit « [...] utiliser la Journée du 1^{er} août pour faire la pleine clarté sur le problème de la guerre » et le « [...] Comité de Redressement Communiste appelle les ouvriers révolutionnaires à limiter le plus possible l'échec en participant à la journée du 1^{er} août dans toute la mesure de leurs forces [...] »⁷. *Contre le Courant* critique la mauvaise préparation de cette journée, dénonce la démagogie du P.C., tout en se réjouissant que la base du parti prépare le 1^{er} août contre la guerre et rejette ainsi la politique aventuriste de la direction.

Les frères Molinier sont, eux aussi, en retrait par rapport à la conclusion du texte d'*Opposition*. Henri écrit ainsi :

« On va se servir de ce tract pour faire passer aux yeux des sympathisants et jeunes révolutionnaires qui gravitent dans ou hors du parti, les oppositionnels pour des briseurs du mouvement révolutionnaire ».⁸

Il se prononce contre la diffusion du tract s'il n'est pas complété d'un passage sur ce qu'il fallait faire selon l'opposition. Quant à Raymond, il écrit à Trotsky, le 9 juillet :

« Si nous sommes unanimes à approuver le mot d'ordre « pas de 1^{er} août » comme devant être un mot d'ordre dans le parti, dans les syndicats et auquel on aurait pu adjoindre un complément moins général « pas de grève générale par en haut », « consultez les bases du parti et les syndicats », nous aurions aimé que l'on situe notre position dans l'action, « grève partielle », « manifestations éventuelles de rue » et sur ce point, nous sommes absolument contre un mot d'ordre d'abstention. Quand je dis « nous », j'exprime l'avis d'une dizaine de camarades dont cinq sont encore au parti et luttent avec l'*Opposition* ».⁹

On retrouve cette position dans une lettre au B.P. du P.C.F. écrite par ce groupe de militants du parti :

« Conscients des nouveaux dangers que la tactique de l'I.C. fait courir au mouvement révolutionnaire international, nous lutterons de toutes nos forces dans nos organisations contre vos mots d'ordre. Si malgré nos efforts et grâce à vos « méthodes », vous nous placez une nouvelle fois devant le fait accompli de mots d'ordre qui risquent de livrer à la répression patronale et gouvernementale la partie la plus combattive du prolétariat de ce pays, nous ferons notre devoir de solidarité prolétarienne et nous nous trouverons là où vous, fonctionnaires et bureaucrates, ne serez pas, c'est-à-dire aux côtés des travailleurs révolutionnaires qui suivront vos mots d'ordre ».¹⁰

Trotsky, le 14 juillet, répond à Raymond Molinier dans le but de mettre un terme à un *quiproquo* révélateur quant à la stratégie de l'opposition :

« Je suis tout à fait désolé par votre dernière lettre où vous nous attribuez le dessein d'appeler les gens à rester chez eux le 1^{er} août. Nous avons assez amplement parlé sur cette question avec vous et nous sommes tombés d'accord sur la nécessité pour chaque communiste de l'opposition de participer à l'action des masses et même d'une

partie des masses. L'appel sur le 1^{er} août ne contredit nullement cet avis. Le dernier passage est la forme algébrique de cet avis ».¹¹

Trotsky précise le dernier paragraphe de l'appel sur le 1^{er} août, pour toute l'*Opposition* internationale :

« Il faut commencer par annuler la manifestation du 1^{er} août dans la forme où elle a été annoncée [...]. Cela ne saurait évidemment signifier que nous condamnons les démonstrations de masse contre la guerre dans la journée du 1^{er} août, organisées dans les formes qui découlent de la situation. Mais il faut appeler les choses par leur nom. On doit donner au prolétariat une orientation juste et non pas jouer avec lui ».¹²

Pour être sûr d'être compris, Trotsky écrit, le 27 juillet, un nouvel article intitulé « Clarification nécessaire à propos du 1^{er} août » :

« Les dernières lignes de la lettre affirment — comme un fait donné pour acquis — que l'*Opposition* ne se laissera jamais couper de la classe ouvrière dans son ensemble ou de son avant-garde en particulier. Pour toute personne politique capable de penser, cela veut dire que si la manifestation d'août n'est pas annulée, si elle a lieu dans la forme projetée par l'I.C. — que nous considérons comme fautive —, dans ce cas, nous y participerons et en partagerons la responsabilité avec l'avant-garde prolétarienne. [...] Pourquoi, alors, ne pas le dire aussi ouvertement ? Parce que, quand on réclame l'annulation des manifestations d'un type particulier, il n'y a pas lieu d'expliquer longuement que vous y prendrez part si elle a lieu quand même ».¹³

Dans ces conditions, les craintes exprimées par les opposants apparaissent comme une sorte d'autocritique de leur activité trop coupée des masses... On note un important déphasage entre l'attention accordée par Trotsky à ce problème et celle des opposants. Ainsi, aux États-Unis, le *Militant* publie l'article d'*Opposition* sans commentaires puis tire un rapide bilan du 1^{er} août. En Allemagne, le *Leninbund* appelle les travailleurs à manifester et à organiser le front anti-guerre. *Volkswille* du 31 juillet titre : « Révolution prolétarienne contre guerre impérialiste ! », et le 2 août, comme bilan des manifestations : « Les masses contre la guerre ! ». En Autriche, le groupe Frey participe aux manifestations après avoir publié l'appel sous la signature de Trotsky et non celle du comité de rédaction d'*Opposition*. Par ailleurs, peu de militants ont été d'emblée favorables au texte de l'appel : Marguerite Rosmer, Pierre Gourget et sa compagne Sarah Menant, une ancienne collaboratrice du *Bulletin Communiste* et du Cercle Marx-Lénine de Souvarine, sont très isolées sur cette position en France — en l'absence de Rosmer, à Prinkipo —, où la situation s'est nettement modifiée, les clivages s'approfondissant entre les groupes, y compris au sein de celui qui s'appête à lancer *La Vérité*, puisque trois courants s'affrontent sur le problème du 1^{er} août.

La journée rouge est un échec : trente mille manifestants à Berlin, cinq à six mille à New York. En France, où la C.G.T.U. compte trois à quatre cent mille membres et *L'Humanité* deux cent mille lecteurs, il y a eu moins de cinquante mille manifestants et la majeure partie du C.C. du P.C.F. a été arrêtée. L'exclusion de nombreux conseillers municipaux parisiens du P.C., comme « droitiers », fait disparaître ce parti de la représentation municipale de la capitale jusqu'en 1936. Pourtant, *L'Humanité* des 5, 7 et 13 août ne cesse de crier victoire.

L'opposition, après avoir été morcelée en différents courants divergeants sur l'attitude à adopter, se retrouve unie sur le bilan : c'est un échec pour l'I.C. et les P.C. Mais aucune critique de l'opposition n'est faite. C'est un signe, parmi d'autres, du malaise qu'a provoqué cet événement dont l'opposition se serait volontiers passée... Mais déjà un autre événement masque les retombées du 1^{er} août.

Le conflit sino-soviétique a pour enjeu une voie ferrée construite à la fin du XIX^e siècle par la Russie tsariste dans l'Etat chinois (en direction de Vladivostok via la Mandchourie), pour les besoins de l'industrie russe. Un traité inégal avait permis à la Russie d'assurer sa souveraineté sur une bande de terres tout au long de la voie. Après la révolution d'Octobre, le gouvernement soviétique dénonça ce traité inégal et se déclara prêt à remettre la voie ferrée et les terres à un gouvernement représentant réellement le peuple chinois, pas aux féodaux qui se partageaient la Chine. Un nouvel accord administratif, abandonnant les droits impérialistes, tout en laissant l'utilisation commerciale de la voie à l'U.R.S.S., fut signé en 1924 avec le chef du gouvernement de Pékin, Zhang Zuolin.

En juillet 1929, Tchiang Kai-chek s'empare, après quelques combats, de la voie et arrête les fonctionnaires et employés soviétiques chargés de l'entretien. Le 27 juillet, Trotsky commentant ces événements, souligne que l'agressivité du gouvernement chinois, due à son renforcement après l'écrasement des masses pendant la révolution, est une tentative aventuriste pour rehausser son prestige vis-à-vis des impérialistes britanniques et japonais que la révolution vaincue combattait :

« Cette provocation née de la défaite de la révolution chinoise doit-elle conduire à la guerre ? Je ne le pense pas. Pourquoi ? Parce que le *gouvernement soviétique ne veut pas la guerre* et parce que le gouvernement chinois est *incapable de la faire* ». 14

Mais si d'autres puissances s'engageaient aux côtés de Tchiang, ce que Trotsky juge peu vraisemblable, l'opposition interviendrait :

« Il va sans dire qu'au cas où la guerre serait imposée au peuple soviétique, l'Opposition se consacrerait elle-même totalement à la cause de la défense de la révolution d'Octobre ». 15

Cette déclaration, que Trotsky pense être celle de toute l'Opposition internationale tant elle se borne à un rappel de principes élémentaires, est contredite par différents groupes et journaux de l'opposition de plusieurs pays. Le ton est donné par l'organe du Leninbund, *Die Fahne des Kommunismus*, dont le numéro 26 contient un article intitulé « Bas les pattes devant la Russie ! Bas les pattes devant la Chine ! », signé d'un militant exclu des J.C. et qui est en contact avec le chef de file des ultra-gauches allemands Karl Korsch, Heinz Pächter — qui signe H.P. —, qui situe l'origine du conflit dans la violation du droit de la Chine à disposer d'elle-même par l'U.R.S.S. Pour faire bonne mesure, la rédaction du journal, qui ne se solidarise pas avec cet article et le publie pour ouvrir une discussion, publie également une réponse de l'Autrichien Kurt Landau. Trotsky commente sèchement :

« L'article de H.P. exprime des préjugés démocratiques vulgaires, conjugués avec des préjugés anarchistes. L'article de Landau définit la position marxiste. Mais quelle est la position de la rédaction elle-même ? » 16

Cette question va être un enjeu décisif de la période à venir.

Après l'Allemagne, c'est une partie de l'Opposition française qui affirme son désaccord avec Trotsky. Le 28 juillet, l'éditorial de *Contre le Courant*, après avoir stigmatisé « l'appareil d'Etat abâtardi de l'U.R.S.S., dont Staline et les bureaucrates embourgeoisés sont devenus les maîtres... », déclare :

« [...] L'Opposition communiste ne peut non plus soutenir la guerre de Staline, qui n'est pas une guerre de défense du prolétariat, mais une guerre semi-coloniale, à laquelle les ouvriers russes n'ont rien à gagner, où ils ont tout à craindre. En face d'un tel conflit, [...] l'Opposition doit cependant avoir le courage de dire à la classe ouvrière *qu'elle n'a pas à prendre parti pour la bureaucratie stalinienne et sa guerre d'aventure* ». 17

L'éditorial conclut :

« CONTRE TOUTES LES GUERRES QUI NE SERVENT PAS LES INTÉRÊTS DE LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE, voilà le mot d'ordre de l'Opposition communiste ». 18

Robert Louzon, l'un des fondateurs de la *Révolution prolétarienne*, va plus loin :

« L'Est-Chinois est un chemin de fer qui dessert un pays chinois, peuplé de Chinois : il faut rendre l'Est-Chinois aux Chinois ». 19

Sneevliet parle de « politique coloniale » et le groupe de Bruxelles de l'opposition belge de « social-impérialisme » :

« [...] Ce que Staline appelle la marche du socialisme dans un seul pays, [...] est en réalité, une dégringolade vers le capitalisme international ». 20

Toutes ces positions n'ont qu'un point commun : elles attribuent à la politique de Staline la responsabilité des événements, c'est-à-dire l'opposé de l'opinion de Trotsky à laquelle peu de groupes et de publications se rangent : Landau, le petit groupe de *La Vérité* autour de Rosmer, et avec des hésitations et des réserves, le *Militant* et la Fédération de Charleroi de l'Opposition belge. De telles prises de position conduisent Trotsky à clarifier la question, en critiquant et en combattant la position d'Urbahns, Paz et Louzon. Il assimile ce dernier au social-démocrate autrichien, Otto Bauer et à la deuxième Internationale, dont la prise de position est « géographique » et de nature « social-démocrate ». Quant à l'éditorial de *Contre le Courant*, il « [...] constitue d'un bout à l'autre une chaîne mortelle d'erreurs, moitié social-démocrates, moitié ultra-gauches. L'article commence en rejetant la responsabilité du conflit sur la politique d'aventure de la bureaucratie soviétique ; en d'autres termes, il se charge du rôle d'avocat en faveur de Tchiang Kai-chek » 21. Pour Trotsky, les conceptions erronées, défendues par l'article, opposent son auteur à toute l'Opposition de gauche, de façon irréductible.

Mais le souci de Trotsky, dans son article « Le conflit sino-russe et l'Opposition » du 4 août, est de clarifier le débat, pas — ou pas encore — d'établir de différenciation, de clivages dans les rangs de l'opposition, à partir

des positions politiques des groupes. Aussi, écrit-il sur la provocation de Tchiang et sur son mécanisme et pose-t-il la question qui lui semble essentielle face à ceux qui s'égarent :

« Si la révolution ouvrière et paysanne triomphait en Chine, la question du chemin de fer de l'Est chinois n'offrirait pas de difficultés. Il va sans dire que le chemin de fer passerait aux mains du peuple chinois victorieux. Mais n'est-il pas vrai qu'en Chine le peuple révolutionnaire a été vaincu par les hautes sphères de la bourgeoisie chinoise appuyées par l'impérialisme étranger ? Dans ces conditions, remettre le chemin de fer dans les mains de Tchiang Kai-chek, ce serait venir en aide à la contre-révolution bonapartiste chinoise contre le peuple chinois. Cela est suffisant pour résoudre la question ». ²²

En réponse à Sneevliet, Trotsky écrit :

« Qualifier de « politique coloniale » la défense du traité russo-chinois de 1924 est à mon avis une *grosse erreur*, bien qu'il faille admettre qu'une grande partie des journalistes de l'Opposition ait commis cette erreur. Peut-on parler d'une politique coloniale qui ignorerait les rapports réciproques entre les classes ? Comment ne remarquez-vous pas qu'en donnant une telle caractérisation, vous tombez dans une complète solidarité avec la social-démocratie internationale ? » ²³

La différenciation

L'insistance des opposants à parler d'impérialisme, de politique coloniale, est grave et Trotsky s'en explique, pressentant que le conflit va changer de nature :

« « Bas les pattes devant la Chine... » crient les défenseurs involontaires de Tchiang Kai-chek, en reprenant à la fin non seulement les mots d'ordre, mais encore les principaux arguments de la social-démocratie. Jusqu'ici, autant que je le sache, nous avons cru que l'agent de la politique impérialiste ne peut se trouver que dans la classe bourgeoise capitaliste. Cette classe serait-elle parvenue au pouvoir en Russie ? Et à quel moment ? Nous combattons la bureaucratie centrisme stalinienne (dois-je rappeler que le centrisme est un courant au sein de la classe ouvrière elle-même ?) parce que sa politique peut faciliter le passage du pouvoir aux mains de la bourgeoisie : tout d'abord, de la petite et moyenne bourgeoisie, puis, en définitive, du capital financier. C'est là que réside le danger historique, mais ce n'est nullement encore un processus accompli ». ²⁴

Cette question de Thermidor, accompli ou non en U.R.S.S., devient progressivement l'enjeu du débat autour du conflit sino-russe.

Dès le 13 juin, Trotsky interrogeait la direction nationale du Leninbund à propos des conséquences de leur position selon laquelle Thermidor serait un fait accompli :

« Si l'U.R.S.S. est un Etat bourgeois, quelle est donc votre position dans les questions internationales ? Comment nous comportons-nous envers l'Union soviétique en cas de conflit militaire entre elle et un Etat bourgeois ? » ²⁵

La seule réponse du Leninbund est la publication de l'article d'Heinz Pächter... Dès lors, deux hommes vont jouer un rôle prépondérant : Alfred Rosmer qui de Prinkipo, se rend en Autriche et en Allemagne, et Kurt Landau.

Un malentendu s'est installé avec Josef Frey, qui voit d'un mauvais œil les décisions prises à la « conférence » de Prinkipo en présence de Jakob Frank, qu'il considère à tort comme ayant représenté l'Opposition autrichienne et qu'il récuse. Frey ne se rend pas auprès de Trotsky (malgré l'insistance de ce dernier), se considère comme attaqué et s'en prend au « régime intérieur » de l'Opposition internationale, refusant de participer à la discussion internationale. Le groupe *Mahnruf* (du nom de leur revue, *Cri d'alarme*), après s'être intronisé seul groupe représentant vraiment l'opposition russe, est hostile à toute adhésion à une formation internationale car, il n'a, pas plus que Frey, obtenu le label qu'il souhaitait. Rosmer se rend en Autriche pour tenter de régler ces problèmes et obtenir de Frey et des autres groupes une collaboration des groupes entre eux et avec l'Opposition internationale. Rosmer écrit à Trotsky à propos des groupes Frey, Landau et Strasser :

« Etant donné la similitude des situations dans l'ensemble, je crois que ce que nous allons faire en France aura une grande répercussion ici et que notre exemple sera d'une grande utilité. La bonne volonté ne manque pas : ce qui manque c'est la forte impulsion qui secouerait les petits groupes et liquiderait un état de choses qui, à mesure qu'il dure, se cristallise plus solidement ». ²⁶

Bien que Frey ait salué la création d'*Opposition* et se soit déclaré prêt à un travail commun avec les autres groupes, Rosmer se montre sceptique et, rappelant l'appréciation de Landau à propos de Frey (« La question avec Frey n'est pas tellement politique que pathologique ») conclut :

« Je crois qu'il y a dans cette appréciation une grande part de vérité. Frey est un chef, mais un chef usé, fatigué, aigri ». ²⁷

Les querelles fractionnelles ont le dessus et toute la patience de Trotsky à l'égard de Frey n'y peut rien. L'Opposition autrichienne ne peut pas constituer un point d'appui pour lancer *Opposition* et participer à la construction d'un centre de l'Opposition internationale. Il faut donc se tourner vers l'Allemagne où les perspectives ne semblent guère plus favorables puisque Rosmer écrit, de Vienne :

« [...] Dans la rédaction de *Volkswille*, il y aurait un certain nombre de jeunes korschistes qu'Urbahns serait content d'utiliser parce qu'ils écrivent sur des questions qu'il ne pourrait traiter lui-même. Ainsi s'expliqueraient les fluctuations de *Volkswille* et la difficulté pour Urbahns de répondre aux questions que vous lui posez ». ²⁸

A Berlin, Rosmer rencontre Urbahns et quelques dirigeants du Leninbund, rencontre pénible et déplaisante pour Rosmer qui s'en explique dans le compte rendu à Trotsky :

« Urbahns n'est pas seulement superficiel, brouillon, braillard ; il manque complètement de sincérité, tandis qu'il est amplement pourvu de ruse. Je ne suis pas surpris maintenant que vous n'ayez pu lui arracher de réponse précise ; sa principale préoccupation est de se dérober toujours. [...] Il était tout à fait clair qu'une seule chose le préoccupait : la revue. Qui l'éditerait en Allemagne ? » ²⁹

Avant de répondre sur ce point, Rosmer interroge Urbahns sur l'absence de visiteurs allemands à Prinkipo, l'absence de réponses claires aux questions de Trotsky, les flottements de *Volkswille*, etc. Fidèle à ses habitudes, Urbahns

promet des réponses. Mais il attend surtout celle de Rosmer au sujet de l'édition allemande d'*Opposition* :

« Quand il a appris que l'édition allemande de la revue ne lui était pas confiée, comme une chose allant de soi, il s'est fâché et s'est écrié : « Alors, on n'a pas confiance en moi ! On trouve que je ne suis pas cent pour cent trotskyste ! ». Je lui ai répondu très posément que le cent pour cent et autres sottises, c'était du Zinoviev, qu'il eût été en effet tout à fait normal de le charger de l'édition allemande mais à condition d'être exactement fixé sur sa position. Par ses dérobades, par ses faux-fuyants, il a donné l'impression qu'il entendait poursuivre une politique personnelle et la sous-traiter à toute discussion. Notre entretien s'est achevé là-dessus ». ³⁰

Rosmer dresse le tableau suivant :

« Il y a Urbahns, très dangereux pour nous et non améliorable. Il y a Pfmfert, kapédiste solide. Puis le petit groupe du Pfalz et quelques camarades isolés. L'édition allemande de la revue ne peut être confiée à aucun d'eux ». ³¹

Ne pouvant confier l'édition allemande ni aux Autrichiens ni aux Allemands, Rosmer fait la proposition suivante à Trotsky :

« Il faudrait la faire, provisoirement de Paris, de la manière suivante : je suis à présent tout à fait décidé à faire venir Landau à Paris. Il me sera, de toute façon, très utile pour cette difficile question allemande, où mon ignorance de la langue me laisse en état de grande insuffisance. Avec Overstraeten qui pourra faire régulièrement le voyage de Paris, nous constituerons un petit comité de rédaction qui pourra se charger des deux éditions, allemande et française, en contact étroit avec les camarades isolés d'Allemagne [...] ». ³²

Enfin, Rosmer se rend en Belgique, fin août, et est sûr « [...] de réussir à dissiper les doutes qui subsisteront encore dans l'esprit de nos camarades et de les ramener dans la bonne voie » ³³ après leur erreur dans l'analyse du conflit sino-russe.

De son côté, Kurt Landau intervient dans la polémique naissante en publiant, dans *Die Fahne des Kommunismus*, un article intitulé « Bas les pattes devant la Russie ! Bas les pattes devant le bolchevisme ! » et une réponse à l'éditorial de *Contre le Courant* où il attaque le groupe français sur l'interprétation de Thermidor :

« [...] Vous ne reconnaissez pas qu'il n'y a qu'une *tendance vers Thermidor*, mais considérez déjà le processus comme terminé... » ³⁴

Ce deuxième article a été écrit à la demande de Trotsky qui était très satisfait de la réponse de Landau à Heinz Pächter. Pour Trotsky, qui s'emploie à obtenir des réponses du Leninbund sur sa position dans le conflit sino-russe et la question de Thermidor, les comptes rendus de Rosmer et les articles de Landau sont des atouts précieux. Le 21 août, Trotsky répond à Rosmer que son avis n'est pas arrêté pour l'édition allemande à Paris.

Il est nécessaire d'y voir plus clair dans la situation allemande. C'est pourquoi Trotsky demande à l'Autrichien Kurt Landau de se rendre à Berlin. Il a en effet apprécié la prise de position de ce militant, qu'il ne connaît pas personnellement mais avec qui il correspond désormais régulièrement. Cet Autrichien d'origine, âgé de vingt-six ans, a milité dès l'âge de dix-huit ans au sein du parti communiste autrichien (K.P.Ö.), dont il a été rapidement un

des dirigeants, membre du C.C. et responsable de l'agitation et de la propagande. Après avoir critiqué en 1923 les décisions du IV^e congrès de l'I.C., se prononçant contre tout front unique avec la social-démocratie, Landau se tourne vers l'opposition dans le K.P.Ö. Il en est exclu en 1926 et est un des fondateurs du K.P.Ö.-Opposition avec Josef Frey. Exclu en avril 1928 par Frey, Landau fonde son propre groupe d'opposition. Son départ pour Berlin permet d'envisager l'arrêt des luttes fractionnelles en Autriche (ce qui n'est malheureusement pas le cas, Landau conservant la direction politique de *Mahnruf*) et l'utilisation de ses indéniables capacités politiques, non au service du combat fractionnel contre Frey mais comme informateur de Trotsky sur la situation de l'opposition allemande.

La proposition de Rosmer est désormais suspendue à la clarification de la question allemande et, dès lors, tout le projet lié à *Opposition* est retardé. Trotsky écrit au Leninbund, le 24 août, pour l'interroger sur ses positions sur le conflit sino-russe de Thermidor. Il dénonce également la publication de l'article de *Contre le Courant* dans *Die Fahne des Kommunismus*, qui a présenté cet article comme la position officielle de l'opposition française.

La direction du Leninbund, répondant le 5 septembre, rappelle le soutien — l'affaire est ancienne — apporté par l'opposition russe à l'Opposition de Wedding, le groupe de Weber. Elle nie s'être refusée à une explication de fond et rappelle avoir notamment écrit à Trotsky, le 25 mars 1929 :

« La grande majorité des camarades du Leninbund considère comme exclue la conquête du parti et du Comintern. Elle est aussi d'avis que les perspectives d'une conquête du parti russe à travers l'opposition sont complètement négatives. En conséquence, ils sont unanimes à penser qu'il faut se préparer à lancer des mots d'ordre comme le droit de grève et de coalition pour la classe ouvrière, etc. ». ³⁵

Puis elle accuse le secrétaire de Trotsky, Jakob Frank, d'avoir fait à ce dernier des comptes rendus inexactes de la position de *Volkswille* dans l'affaire du 1^{er} mai 1929 et la fusillade dirigée par le préfet de police de Berlin, le social-démocrate, Karl Zörgiebel. Elle assure que l'organisation ne partage pas non plus le point de vue d'Heinz Pächter duquel, précise-t-elle, « nous nous sommes formellement séparés ». Et elle poursuit, sur l'U.R.S.S. :

« Nous ne soutenons nullement le point de vue que dans la Russie des soviets, la contre-révolution serait victorieuse, que Thermidor serait « accompli » et la Russie serait un Etat bourgeois [...]. La Russie actuelle n'est ni un Etat bourgeois, ni une dictature prolétarienne. C'est de la force du prolétariat international, de la politique du Comintern, c'est-à-dire aujourd'hui de l'opposition léniniste qu'il dépendra que le régime stalinien soit changé d'un côté ou d'un autre ». ³⁶

La réponse ne fait que différer l'échéance.

Le 10 septembre, un communiste oppositionnel chinois — vraisemblablement Liu Renjing — écrit à Trotsky :

« Quelle est votre position dans la question du chemin de fer de l'Est-Chinois ? Ici, (en Chine) trois mots d'ordre ont été lancés, un pour chaque tendance communiste :

I. Le nôtre (c'est-à-dire celui de l'opposition de gauche) : Contre l'occupation du chemin de fer de l'Est-Chinois par le Guomindang ! Défense de l'U.R.S.S. dans l'intérêt de la révolution mondiale !

II. Celui du C.C. du P.C.C. : Contre l'intervention. Pour la défense de l'U.R.S.S.

III. Celui de la tendance Chen Duxiu : Contre la politique traîtresse du Guomindang.
Une lettre d'un de nos camarades de Moscou nous informe que « on dit » que vous vous êtes déclaré partisan de rendre le chemin de fer à la Chine. *Cela me paraît absolument incroyable*. Ne pourriez-vous pas écrire sur cette question ? »³⁷

L'extrême isolement de la Chine ne peut pas lui permettre de savoir que c'est chose faite. Outre les articles successifs sur le conflit lui-même, publiés dans beaucoup de pays, une brochure de Trotsky intitulée *La défense de l'U.R.S.S. et l'Opposition* paraît le 7 septembre. Cette brochure d'une soixantaine de pages est une analyse minutieuse et polémique de la politique des ultra-gauches, au premier rang desquels se trouvent Louzon et surtout Urbahns dont Trotsky critique notamment la première prise de position plusieurs semaines après le début du conflit. Cet article prend en effet position pour une « défense conditionnelle »³⁸ de l'U.R.S.S., qui ne serait ni le pays de la dictature du prolétariat ni un Etat bourgeois mais un Etat de « troisième type » où la classe capitaliste dominerait économiquement, c'est-à-dire l'aboutissement de la période de « kerenskysme à rebours » qu'Urbahns reprend désormais à son compte mais avec un contenu et un objectif différent de Trotsky dans « Nouvelle Étape ».

Trotsky, quant à lui, part du constat suivant :

« Nous distinguons dans le communisme international trois tendances principales : la droite, le centre et la gauche (marxistes). Mais cette classification n'épuise pas la question : elle laisse de côté les militants d'ultra-gauche. Pourtant ils existent, ils agissent, ils commettent des fautes et menacent de compromettre l'œuvre de l'opposition ».³⁹

C'est le cas de Louzon et d'Urbahns dans la question du conflit sino-soviétique, où ils substituent au marxisme et à l'analyse de classe des abstractions démocratiques. Ni Louzon, dans la question d'une aide à Tchiang Kai-chek, ni Urbahns, au sujet de l'accomplissement de Thermidor, n'osent aller au bout de leur logique dont ils n'ignorent pas qu'elle les entraîne loin du communisme... Trotsky, revenant sur les conditions du déroulement de la discussion, écrit :

« Le conflit sino-soviétique a de nouveau montré que, à l'intérieur de l'Opposition marxiste, il est indispensable d'établir une irréductible démarcation idéologique, non seulement à l'égard de la droite, mais aussi à l'égard de la gauche. Les philistins ricaneront en nous voyant, nous, petite minorité, nous livrer constamment à des démarcations intérieures. Mais cela ne saurait nous troubler. C'est précisément parce que nous sommes une petite minorité dont toute la force est dans la clarté idéologique, que nous devons être particulièrement implacables pour les amis douteux de droite ou de gauche ».⁴⁰

Enfin, Trotsky met en garde le Leninbund et implicitement toute l'opposition, contre le « danger du sectarisme et d'un esprit national borné » qui lui serait fatal. Pour éviter cela, il faut se prononcer clairement sur la question de Thermidor, celle de la nature de classe de l'U.R.S.S., et pour sa défense, contre la politique d'un « deuxième parti », pour la politique de

fraction, et enfin pour la création d'un véritable hebdomadaire de l'Opposition de gauche en Allemagne.

Il ne s'agit plus dès lors de clarification mais de *différenciation*. La discussion, qui prend des allures de bataille, va se poursuivre avec trois interlocuteurs essentiels : Urbahns, bien sûr, les Belges de Bruxelles et Maurice Paz.

Avec Urbahns, la cassure est irrémédiable : le Leninbund considère l'I.C. et le K.P.D. comme des organisations mortes, irredressables. Toute la politique de cette organisation s'en ressent et c'est ainsi que s'expliquent le glissement vers un deuxième parti, le refus de défendre l'Union soviétique, tout ce qui, selon Trotsky, coupe l'Opposition du monde capitaliste de l'Opposition russe et fait éclater l'Opposition tout court en mille facettes et perspectives nationales. Trotsky ne peut plus désormais ne pas nourrir des inquiétudes pour l'avenir du Leninbund, compromis par l'analyse de ses dirigeants.

Il se tourne alors vers les militants de cette organisation qui lui écrivent leur accord dans cette polémique et noue les contacts non seulement avec Grylewicz, mais avec les Autrichiens Joko (Josef Kohn) et Richard Neumann — un ancien brandlérien qui a milité en Tchécoslovaquie avant de se fixer en Allemagne —, comme avec les militants de l'ancienne Bolschewistische Einheit (L'Unité bolchevique) de Leipzig devenue groupe local du Leninbund en juin 1929, que dirige le Lithuanien Ruvn Sobolevicius — étudiant à Leipzig où son père, gros industriel des peaux et cuirs, possède une usine. Sobolevicius, qui a adhéré au K.P.D. en 1927 après un séjour en U.R.S.S. d'où il est revenu agent du G.P.U. et a ensuite fondé l'Unité bolchevique avant de rejoindre le Leninbund sous le pseudonyme de Roman Well, visite Trotsky à Prinkipo sur la recommandation de Jakob Frank.

Cette « minorité du Leninbund » défend pour le moment, dans l'organisation, un retour aux méthodes démocratiques et à la discussion politique qui seuls peuvent éviter le pire, la scission. Le tournant est presque palpable dans la correspondance : les liens avec Urbahns et le Leninbund se distendent et les échanges se font rares tandis que grossit le paquet de lettres échangées avec les animateurs de la « minorité du Leninbund » et Kurt Landau.

La distanciation annonce-t-elle la rupture ou la scission ? Trotsky semble avoir très sérieusement espéré les éviter en abordant ces éventualités et en réclamant des garanties démocratiques au sein du Leninbund dans deux lettres à la direction de cette organisation, mais il ne peut faire de trop grandes concessions à cause de la situation en U.R.S.S. et de l'Opposition russe, comme il l'a écrit à Lenorovič :

« Les staliniens en Russie utilisent très habilement les énormes erreurs politiques d'Urbahns dans leur lutte contre l'opposition. Nous ne cessons de recevoir à ce sujet des plaintes des camarades de Russie ».⁴¹

La discussion tourne court de la même façon avec le groupe Paz. *Contre le Courant* se plaint que Trotsky déforme sa pensée, ne répond pas à ses arguments essentiels, ne discute pas vraiment ce qu'il a écrit. Le comité de rédaction donne sans doute la clé de l'attitude d'un groupe qui lutte pour survivre tel qu'il est, quand il écrit :

« Ce qui apparaît surtout dans l'article de Trotsky, c'est comme un dessein de discréditer *Contre le Courant* au profit d'un groupement nouveau qui présente sur nous l'avantage d'accepter aveuglément ses directives ». 42

Il est vrai que Trotsky semble se désintéresser d'un groupe qui explique par de tels arguments ses propres préoccupations et c'est avec le groupe de *La Vérité* qu'il discute désormais.

La discussion avec le groupe de Bruxelles de l'Opposition belge est moins dramatique, car l'action de Rosmer, ses lettres, puis un bref séjour, ont rapproché les points de vue. Trotsky répond le 30 novembre à van Overstraeten dans un texte intitulé « Le conflit sino-soviétique et la position des communistes de gauche belge ». Comme le signalait Rosmer à Trotsky, c'est Louzon, non Paz ou Urbahns, qui a influencé van Overstraeten. Ce dernier se démarque d'ailleurs nettement du Leninbund sur Thermidor :

« L'affirmation de l'accomplissement de Thermidor serait, à notre sens, une monstrueuse absurdité. Elle ne conduirait pas seulement aux pires errements, elle romprait totalement avec toute possibilité d'action révolutionnaire ». 43

Cette démarcation des ultra-gauches est saluée par Trotsky, qui pense que le soutien que le « marxiste van Overstraeten » apporte aux positions du « formaliste Louzon » est un « malentendu certain » 44. Van Overstraeten avance, à la suite de Louzon, plusieurs idées erronées, dont celle-ci :

« Une offre de restitution pure et simple du chemin de fer de l'Est eût révélé aux masses chinoises toute la fausseté de l'accusation « d'impérialisme rouge » portée par Tchiang Kai-chek contre l'U.R.S.S. ... ». 45

A quoi Trotsky répond ironiquement :

« Le meilleur moyen de démontrer que l'on ne se dispose pas à attaquer quelqu'un, c'est de se trancher soi-même la gorge ». 46

Paradoxalement, malgré ces erreurs, van Overstraeten conclut son article par les mots d'ordre de « Pour la défense de l'Union soviétique » et « Contre le Stalinisme », dont Trotsky souligne qu'ils sont « [...] foncièrement justes ». 47

Dans une lettre à la Fédération de Charleroi, Trotsky critique la résolution du bureau exécutif de l'Opposition belge, dirigé par van Overstraeten et le groupe de Bruxelles, qui renouvellent les erreurs au sujet du conflit sino-russe. Se défendant de l'accusation de « ménager les responsables de cette faute », Trotsky précise :

« Je le suis d'autant moins que ce sont précisément des fautes pareilles, des exagérations disproportionnées, sans perspectives — antistalinisme formel au lieu de marxisme dialectique — qui ont causé à l'Opposition de gauche les plus grands préjudices et qui ont, par exemple, tout à fait sapé la position du Leninbund en Allemagne. [...] Urbahns, en défendant et en approfondissant son point de vue faux, en est arrivé à une nouvelle théorie de l'Etat tout à fait idéaliste et démocrate. Je ne cache nullement que ce danger peut menacer aussi bien nos amis de la direction de l'Opposition belge ». 48

Mais van Overstraeten, contrairement à Urbahns, ne louvoie pas constamment. La crise belge est finalement surmontée, bien qu'il reste des traces de la lutte entre les groupes de Bruxelles et Charleroi.

En sept mois, d'avril à octobre 1929, Trotsky a donc réussi dans son entreprise de regroupement et d'unification de l'opposition. Il peut certes paraître paradoxal de parler de regroupement eu égard aux ruptures et conflits qui ont jalonné cette période. Pourtant, il ne s'agit que d'épiphénomènes : la délimitation idéologique de l'Opposition de gauche établie par Trotsky ne visait pas tant les groupes que leur volonté de clarifier leur politique. Trotsky l'a maintes fois rappelé au cours de cette période : peu importe le nombre, seules la qualité et la clarté de la politique de l'Opposition de gauche sont garantes de l'avenir. Considérer ces ruptures comme des échecs constituerait un contresens par rapport à la démarche de Trotsky, dont la logique est tout autre : la rupture est une des issues possibles de la clarification des rangs de l'opposition et la perte d'alliés dangereux, comme Urbahns ou Paz, doit se révéler bénéfique pour la cohésion de l'Opposition internationale, bien que, dans un premier temps, le dommage causé dans leur pays soit réel.

Cette différenciation n'est-elle pas prématurée, ses critères sont-ils justes ?

On peut effectivement considérer, comme Souvarine à l'époque, que le processus est intervenu beaucoup trop tôt, ne permettant pas aux groupes d'évoluer sous l'influence de Trotsky enfin plus proche et intervenant dans cette évolution (contrairement à la période 1927-1928, où il était en U.R.S.S.) et ne permettant pas non plus à Trotsky d'être vraiment à même de juger sur pièces l'ensemble des groupes et militants. Mais cet argument ne résiste guère à l'analyse : les trois critères choisis par Trotsky pour juger les groupes de l'Opposition internationale, sont historiquement antérieurs, et de beaucoup, à la période de délimitation de l'opposition ; le problème du comité syndical anglo-russe date de 1926, la question chinoise de 1925-1927, la question russe commence en 1923... Les groupes ont donc eu amplement le temps de se prononcer, voire de corriger leurs positions.

En ce sens, le choix de tels critères est un élément de réponse au prétendu caractère « prématuré » de la différenciation. A moins qu'on ait quelque erreur à camoufler, et donc tout intérêt à ne pas revenir sur le passé et ses répercussions sur le présent ! Or, ces trois critères sont des questions « classiques » de la politique révolutionnaire, selon la formule de Trotsky. Les groupes sont donc jugés sur leurs actes plus que sur leurs déclarations de principe. C'est d'autant plus vrai en ce qui concerne les deux nouveaux critères, en liaison directe avec l'événement (« Journée rouge » du 1^{er} août et conflit sino-russe). Ces deux critères parachèvent la délimitation idéologique, notamment vis-à-vis de l'ultra-gauche, provoquant la véritable différenciation, ultime phase de la transformation d'un courant idéologique en réelle fraction internationale de l'I.C., fondée sur des principes, jugée à l'épreuve des faits et fonctionnant — ou tout au moins tentant de fonctionner — de façon homogène.

De ce point de vue, cette délimitation était une nécessité politique : il fallait sortir du pullulement des groupes divers, aux politiques divergentes, en conflits permanents, dont beaucoup ont contribué à donner une image de marque très défavorable de l'opposition au noyau prolétarien des P.C. que l'Opposition de gauche se donne précisément pour tâche de conquérir afin de

redresser l'I.C. et ses partis. Ce retard dans la différenciation — elle aurait pu, sur les mêmes critères, intervenir beaucoup plus tôt — peut être attribué à une contingence historique précise : l'absence de véritables organisateurs de l'Opposition internationale avant 1929, hors d'Union soviétique. Ce retard ne devient problématique qu'après l'exclusion, par vagues successives, d'autres courants que la gauche : les zinoviévistes, les boukhariniens, etc. Dès lors, les sept mois consacrés par Trotsky à cette tâche apparaissent comme un délai amplement suffisant pour juger, au fond, de la politique de ses amis d'idées. Dans cette optique, il ne faut pas négliger l'importante documentation (journaux de l'opposition et autres publications, tracts, brochures et livres, correspondance, etc.) dont Trotsky disposait et qui lui permettait de juger en toute sérénité.

En revanche, on peut relever un phénomène paradoxal : Trotsky, en mars 1929, préparant cette double période de clarification et de différenciation, posait ainsi les jalons de ce travail : plate-forme nationale, plate-forme internationale et organe international, instrument d'élaboration de cette plate-forme et de vérification des divergences entre les groupes. L'élaboration des plates-formes nationales, dans la plupart des groupes n'a pas eu lieu, sauf en France où le groupe de *Contre le Courant* l'a, au moins dans les faits, transformée en condition préalable au lancement de l'hebdomadaire, c'est-à-dire en obstacle au développement du travail de l'opposition. Mais l'organe international, au moment de la différenciation au sein de l'opposition en liaison avec les nouveaux critères, ne peut être lancé, ne permettant pas la vérification annoncée et encore moins l'élaboration d'une plate-forme internationale par des groupes qui n'ont pas encore rédigé leur propre plate-forme nationale. C'est donc Trotsky, de Prinkipo, qui joue ce rôle, discutant, argumentant, polémiquant avec les différents groupes et militants qui correspondent avec lui. Il remplit ainsi une fonction dont il faut rappeler qu'il ne voulait pas et que les opposants, faute d'organisation et d'envergure politique, le contraignent à jouer.

Ainsi engagé contre son gré dans la bataille, il décide de la mener à son terme et intervient dans le processus de différenciation en France dont le déroulement en fait un exemple.

NOTES

1. Ces thèses s'intitulent : « La situation politique en Chine et les tâches de l'opposition bolchevique-léniniste », juin 1929, in *Writings*, 1929, New York, Pathfinder Press, pp. 143-149.
2. Rosmer à l'Opposition internationale, 6 juin 1929, A.H. 17153.
3. Appel de Liu Renjing et Salus à l'Opposition internationale, 10 juin 1929, A.H. 16537.
4. Lettre de Trotsky au Leninbund, 15 juin 1929, A.H. 7910.
5. Trotsky, « Que va donner le 1^{er} août ? », 26 juin 1929, A.H. T. 3209.
6. *Ibidem*.
7. *Le Redressement Communiste*, n° 6, 14 juillet 1929, pp. 1 et 3.
8. Lettre de Henri Molinier à Jeanne Martin, 18 juillet 1929, A.H. 6882.
9. Lettre de R. Molinier à Trotsky, 9 juillet 1929, A.H. 3203.
10. Texte intitulé : « Au B.P. du P.C.F. », 12 juillet 1929, A.H. 14074.

11. Lettre de Trotsky à R. Molinier, 14 juillet 1929, A.H. 9164.
12. Lettre-circulaire de Trotsky à Landau, Adler, Frey, Salus, Urbahns, Pfemfert, Müller, van Overstraeten, Eastman, Henri Molinier, 12 juillet 1929, A.H. T. 3209.
13. Trotsky, « Clarification nécessaire à propos du 1^{er} août », 27 juillet 1929, A.H. T. 3211-3212.
14. Trotsky, « Le conflit sino-soviétique », 27 juillet 1929, A.H. T. 3217.
15. *Ibidem*.
16. Trotsky, « Le conflit sino-russe et l'Opposition », 4 août 1929, in *La Vérité*, 15 août 1929, *Le Communiste* du 1^{er} septembre 1929, *Contre le Courant* du 21 septembre 1929 et le *Militant* du 15 septembre 1929.
17. *Contre le Courant*, n° 35, 28 juillet 1929, pp. 1-4.
18. *Ibidem*.
19. Louzon, « L'héritage du Czar ou de Lénine ? », in *La Révolution prolétarienne*, 1^{er} août 1929, reproduit par *Contre le Courant*, n° 36-37, 21 septembre 1929, pp. 11-14.
20. Van Overstraeten, « Vers le social-impérialisme », 4 août 1929, in *Contre le Courant*, n° 36-37, 21 septembre 1929, pp. 14-15.
21. Trotsky, « Le conflit sino-russe et l'Opposition », 4 août 1929, A.H. T. 3234.
22. *Ibidem*.
23. Lettre de Trotsky à Sneevliet, 22 août 1929, A.H. 10378.
24. Trotsky, « Le conflit sino-russe et l'Opposition », *op. cit.*
25. Lettre de Trotsky à la direction nationale du Leninbund, 13 juin 1929, A.H. 7909.
26. Lettre d'A. Rosmer à Trotsky, juillet 1929, in Broué, *Correspondance*, *op. cit.*, pp. 34-38.
27. *Ibidem*.
28. *Ibidem*.
29. Lettre d'A. Rosmer à Trotsky, 4 août 1929, in Broué, *Correspondance*, *op. cit.*, pp. 40-44.
30. *Ibidem*.
31. *Ibidem*.
32. *Ibidem*.
33. Lettre d'A. Rosmer à Trotsky, 26 août 1929, in Broué, *Correspondance*, *op. cit.*, pp. 53-56.
34. K. Landau, « A la rédaction de *Contre le Courant* », 5 août 1929, in *Contre le Courant*, n° 36-37, 21 septembre 1929.
35. Lettre de la direction du Leninbund à Trotsky, 25 mars 1929, A.H. 5617.
36. Lettre de la direction du Leninbund à Trotsky, 5 septembre 1929, in *Contre le Courant*, n° 38, 22 octobre 1929, pp. 20-22.
37. A.H. 16538. Dans une lettre à Rosmer du 24 octobre (in Broué, *Correspondance*, *op. cit.*, pp. 78-81), Trotsky déclare avoir reçu une lettre de Liu Renjing sur le conflit sino-russe qui lui « [...] paraît l'argument écrasant de la discussion avec Louzon, Paz, Urbahns et autres » et pense que « cet écho de Shanghai a plus de poids que des brochures et même des livres sur la question ». Ce document compte en outre des commentaires qui ont vraisemblablement été écrits par Trotsky en vue de la publication de cette lettre, dans *The Militant* (n° 18, 30 novembre 1929, p. 3) et *La Vérité*.
38. « Über der Konflikt Russland-China » (Sur le conflit sino-russe), sans signature, in *Die Fahne des Kommunismus*, n° 31, 23 août 1929 et un autre article dans *Die Fahne des Kommunismus*, n° 32, 30 août 1929.
39. Trotsky, *La défense de l'U.R.S.S. et l'Opposition*, 7 septembre 1929, Paris, Librairie du Travail, p. 7.
40. *Ibidem*.
41. Lettre de Trotsky à Lenorovič, 30 octobre 1929, A.H. 8810.
42. « Notre point de vue », in *Contre le Courant*, n° 36-37, 21 septembre 1929, pp. 21-27.
43. Article de van Overstraeten, in *Le Communiste*, n° 25.
44. Trotsky, « Le conflit sino-soviétique et la position des communistes de gauche belges », 30 septembre 1929, A.H. T3232.
45. Article de van Overstraeten, *op. cit.*
46. Trotsky, « Le conflit sino-soviétique et la position des communistes de gauche belges », *op. cit.*
47. *Ibidem*.
48. Lettre de Trotsky à la Fédération de Charleroi de l'Opposition communiste belge, 25 décembre 1929, A.H. 7812.

LA FONDATION DE LA VÉRITÉ

Le fil à plomb de l'intervention de Trotsky dans l'Opposition française est la création d'un hebdomadaire. Cette position contraste avec la multiplicité et la rivalité des groupes. C'est à Prinkipo que tout se joue, en plusieurs étapes, en liaison directe avec le processus de différenciation : le voyage de Paz avait eu pour objet principal la transformation, à brève échéance, de *Contre le Courant* en hebdomadaire. C'était, du moins, le point de vue de Trotsky, car Paz n'y fait pas allusion dans son compte rendu à son retour. Il n'aborde ce problème que dans un bref article, sans même mentionner qu'il s'agit là des engagements pris auprès de Trotsky. Paz s'installe ainsi en pleine équivoque.

Cette situation ne saurait se perpétuer. Trotsky, en proposant de transformer *Contre le Courant* en hebdomadaire de l'Opposition française, n'a ni délivré de blanc-seing ni intronisé le groupe de Paz comme seul représentant de l'Opposition en France : il a confié un mandat politique précis tout en se réservant l'ensemble des initiatives liées à son application, notamment la tentative de regrouper autour de l'hebdomadaire les autres courants oppositionnels. La position de Trotsky, en avril 1929, est la suivante :

« Le principal groupe en France est *Contre le Courant*. Il faut établir des liens étroits et une division du travail entre ce groupe et *La Révolution prolétarienne*. Sans exclure la critique de camarades. [...] Mais pas de collaboration avec le groupe *Souvairine* dans sa forme actuelle. Il faut une démarcation claire et une polémique. [...] Quant à Treint, il n'y a en principe aucune raison de ne pas collaborer avec lui. [...] Il n'y a rien de pire que la stagnation des petits groupes proches les uns des autres. Ils peuvent rester assis et pourrir pendant des années. Le conservatisme de petit groupe est solide. Il est particulièrement puissant en France ». ¹

Pour sortir de ce marasme pourtant, il existe à ce moment-là un axe double : Paz et Rosmer, ce dernier semblant disposé à faciliter la jonction en apportant personnellement sa collaboration à *Contre le Courant*. Mais cette jonction est la condition du rapprochement avec le groupe Treint, contre lequel Paz et ses amis nourrissent tant de rancune avec, semble-t-il, l'entier soutien de Solomon Khatine, depuis son arrivée.

Il semble que, de la perspective politique de Trotsky, Paz n'ait retenu, dans un premier temps, que l'aspect administratif : au fil des semaines et des mois, on ne trouve, dans *Contre le Courant*, au sujet de « l'hebdomadaire », que les listes de souscription en sa faveur. Pourtant la situation évolue rapidement et à travers les attaques de Paz contre ceux qu'il veut dénoncer comme

responsables du piétinement s'annonce un nouvel alignement. L'éditorial du comité de rédaction intitulé « Feu à gauche » attaque pêle-mêle le *Bulletin communiste*, le *Réveil communiste*, la *Lutte de Classes*, le *Redressement communiste*. Proclamant son accord avec Trotsky, *Contre le Courant* accuse les autres groupes de chercher à l'affaiblir au moment où il doit être l'axe du regroupement. Le fait que cet article soit publié dans le numéro de *Contre le Courant* qui reproduit la lettre de Trotsky à propos des différents groupements est plus qu'une coïncidence : c'est l'affirmation que *Contre le Courant* se considère comme seul représentant légitime de Trotsky et de l'Opposition :

« La question de l'union avec Treint ou avec Souvarine pouvait encore se poser il y a un an, au moment où le renforcement de l'Opposition apparaissait comme devant résulter de la conjoncture des groupes ; aujourd'hui, elle ne peut qu'affaiblir ou retarder le mouvement qui se dessine autour de nous ».²

Pourtant le flambeau va changer de mains et les acteurs de rôle. Alfred Rosmer arrive à Prinkipo, un peu après Raymond Molinier et s'il existe un point d'accord entre les deux hommes, c'est bien pour reconnaître que l'expérience Paz se solde par un échec et qu'il faut repartir sur des bases nouvelles. Rosmer, qui a pris ses distances vis-à-vis de *La Révolution prolétarienne* et qui n'a pas accepté le « Feu à gauche » de *Contre le Courant*, Raymond Molinier, encore membre du P.C. où il est connu comme oppositionnel, dont le dynamisme a impressionné Trotsky, sont désormais les deux atouts de Trotsky dans la nécessaire redistribution des cartes pour l'hebdomadaire. Car Trotsky est arrivé à une conclusion toute neuve : l'hebdomadaire ne peut pas sortir de l'un des groupes existants, comme le démontrent le sectarisme, l'inactivité, les conflits de chapelle. Il pense qu'il faut seulement créer un comité de rédaction, restreint et même trié sur le volet au départ, élargi par la suite à toutes les individualités qui voudront rejoindre la publication de l'Opposition.

Le groupe animateur, en dehors du comité de rédaction, restera donc informel dans un premier temps et le mouvement se prouvera en marchant : c'est de ce travail commun que naîtra d'abord le programme, la fameuse plate-forme, puis le groupe s'organisera et l'hebdomadaire deviendra alors son organe. Paz, ainsi dépouillé de sa mission, se retranche au contraire derrière la nécessité de l'élaboration d'une plate-forme préalable à la fondation du journal. L'heure des ruptures a sonné.

Elle commence par l'affaire Kharine, élucidée par Pierre Broué en 1981³ et éclairée par la découverte à la Hoover Institution de Stanford (U.S.A.) du dossier des lettres de l'intéressé à Trotsky dans les archives de Léon Sedov. L'homme est jeune — trente-sept ans en 1929 — et c'est un ancien de l'Institut des professeurs rouges, diplômé d'économie, lié à Dingelstedt, membre de l'Opposition russe depuis longtemps. En 1928, il a été affecté à Paris comme chef du bureau de l'information de la délégation commerciale parisienne. Il a établi dès cette époque des relations avec Paz, Treint, Molinier mais pas avec Souvarine qui a refusé de le rencontrer. Ses lettres montrent un personnage non dépourvu d'assurance, pour ne pas dire d'arrogance, mais aussi d'entregent, peut-être un peu dilettante, qui a entre les mains beau-

coup de documents importants et notamment tous les articles du premier numéro du *Bulletin Oppositi* de l'Opposition russe.

La défection de Kharine est à mettre en relations avec les premiers éléments de crise dans l'Opposition russe, autour de Radek qui se rapproche des positions de Staline et se distancie nettement de Trotsky.

Kharine suit un itinéraire comparable. Début mars 1929, dans une lettre à Trotsky, il désapprouve la façon et notamment le ton de la série d'articles parus, sous le titre « Quand et comment est-ce arrivé ? », dans la presse bourgeoise, emboitant ainsi le pas à Radek. Le problème de cette série d'articles devient un objet de litige entre Joseph et Trotsky. Ces articles n'ont pas été écrits pour la presse bourgeoise mais pour expliquer les conditions de la déportation de Trotsky et doivent être tirés en brochure. Trotsky veut un tirage de cinq mille exemplaires et charge Kharine de l'édition en langue russe. Or, fin mars, ce dernier déclare avoir envoyé la brochure en U.R.S.S. mais précise qu'il n'en sait pas davantage sur le tirage, le nombre d'exemplaires, etc. Trotsky est furieux que ce tirage n'ait pas été fait et rappelle la nécessité de cinq mille exemplaires.

En dépit de ces problèmes, Trotsky écrit à Kharine de ne pas rentrer en U.R.S.S. s'il y est rappelé :

« Il faut que vous restiez sur place à tout prix. Ne faites pas comme Solntsev [...] ».⁴

Kharine, à Paris, est utile, non seulement en raison des tâches de traduction d'articles russes, mais dans son rôle de représentant de l'Opposition russe et sa collaboration avec l'Opposition française. Il est ainsi un témoin précieux pour Trotsky. La vision de Joseph de l'Opposition française diffère de celle de Trotsky sur quelques points. Pour Joseph, *Contre le Courant*, malgré son « caractère académique », est un groupe solide qui veut l'union. En revanche, Treint et Barré exigent un « repentir » et maintiennent qu'il y a un « trotskysme ». Leur groupe se dissout, une partie se rapprochant de Paz et l'autre de Souvarine. Joseph juge que Rosmer, Naville et Body sont des « droitiers » qui évoluent vers Souvarine. Le 29 avril, Kharine écrit qu'il est allé à Berlin où il a rencontré Weber et rapporte qu'il a « [...] entendu dire que des camarades se prononcent pour un rapprochement avec Staline »⁵. Il ne mentionne aucun nom de militants se prononçant pour un tel rapprochement. Mais l'homme à qui Trotsky avait demandé de « mettre du mouvement » dans la situation des groupes de l'Opposition française, de briser les groupes et de les regrouper, n'a pas l'allant et l'enthousiasme indispensables. Ce n'est certes pas la situation difficile de l'Opposition française qui pouvait les lui donner. Les perspectives en U.R.S.S. et la pente vers la capitulation de Radek ont sans doute pesé également sur cet opposant en proie au doute. Il est maintenant établi que l'homme a voulu négocier son retour en U.R.S.S. et son pardon à un moment où cela semblait encore possible. Le G.P.U. l'a alors fait chanter. Il s'est engagé dans la voie de la négociation sans aller cependant jusqu'au bout puisqu'il arrête son travail d'espion de sa propre décision. C'est le 9 juin qu'il s'est confié à Paz sur ses « doutes », le 11 que Raymond Molinier a télégraphié qu'il « [...] change de firme et passe chez le

concurrent »...⁶ L'homme disparaît. Le souvenir reste cuisant pour ceux qui, comme Paz, ont travaillé avec lui et peut-être suivi ses conseils. En revanche, c'est une satisfaction pour Treint, qui considérait Joseph comme proche des droitiers qu'il aurait refusé, selon Treint, de condamner en raison de sa « fausse politique ».

Souvarine aussi peut partager cette satisfaction, qui n'est rien d'autre qu'une étape dans la guerre entre les groupes d'opposition. De toute façon, la disparition, dans des conditions aussi malsaines, de l'homme qui avait représenté l'Opposition de gauche russe n'est pas un facteur positif.

Côté français, une rupture est en train de se faire par elle-même, celle de *La Révolution prolétarienne* de Pierre Monatte — qui n'est pas de ceux qui ont voulu revoir Trotsky — et de Robert Louzon : la revue « syndicaliste communiste » adopte des positions de plus en plus étrangères au communisme pour se rapprocher du syndicalisme : même Rosmer perçoit cette distanciation et se met à l'écart, bien que les hommes de la *Révolution prolétarienne* — qui vont avec Lucien Marzet et Robert Ranc, lui fournir deux secrétaires — gardent leur fidélité à Trotsky. Ce dernier considère que la *Révolution prolétarienne* et Monatte retournent au « [...] syndicalisme dilatoire, passif et négatif qui tombe de plus en plus souvent dans le trade-unionisme pur et simple ». ⁷

Les deux problèmes qui restent sont celui de Souvarine et de son rapport à l'Opposition d'abord, de Paz et de sa place dans l'Opposition ensuite.

Le problème de Souvarine n'est pas nouveau ; il se pose à l'Opposition française depuis plusieurs années. Les positions de Souvarine ont toujours été marginales, et l'homme, le militant, un cas particulier. Après une longue période d'ambiguïté politique, il commence à préciser sa position ; en mars 1929, il déclare dans une réunion publique :

« Je considère que le camarade Trotsky est un très grand révolutionnaire, mais cela ne m'empêche pas de penser qu'il peut avoir tort quelquefois. En ce moment, je crois qu'il a tort sur deux grandes questions : la question de l'industrialisation et la question paysanne, et je pense, en effet, que c'est la tendance dite de droite qui a raison. D'ailleurs Staline s'est chargé de démontrer l'erreur de Trotsky en appliquant ses méthodes ». ⁸

Cette position est unanimement dénoncée par l'Opposition : la correspondance et les publications des oppositionnels foisonnent de critiques contre Souvarine. Trotsky, l'assimilant aux droitiers, ne le rejette pourtant pas aussi sévèrement et correspond avec lui, dans l'espoir de le gagner à l'Opposition de gauche. Souvarine est doublement choqué par la différenciation que Trotsky entreprend d'établir : par son aspect prématuré et sommaire à ses yeux et par l'assimilation à Brandler qu'il récuse. Dans l'impossibilité de rencontrer Trotsky, ce qu'il souhaitait pourtant, il prépare une longue lettre de réponse. Cette réponse de cent trente-deux pages est le signal de la rupture. Trotsky, qui l'avait préalablement mis en garde contre la logique de son évolution vers la droite et lui avait recommandé de prendre le temps de réfléchir avant de commettre l'irréparable, ne peut que constater l'ampleur des dégâts :

« Je ne trouve dans votre lettre presque aucune idée qui soit juste et basée sur la doctrine marxiste et les grands faits historiques. [...] Votre idée qu'on peut servir la cause du prolétariat en dehors du Parti n'est même pas assez mûre pour pouvoir être nommée syndicaliste. Dans ce stade, elle ne signifie que la désertion de l'organisation marxiste. [...] On enregistre un homme à la mer et on passe à l'ordre du jour ». ⁹

Le groupe aussi est « à la mer » et Naville, dans une lettre au cercle Marx-Lénine, réclame l'ouverture d'une discussion sur la lettre de Souvarine et la réponse de Trotsky afin de gagner des militants du groupe au nouvel hebdomadaire de l'Opposition. Trotsky avait déjà agi en ce sens le 22 août, en demandant explicitement aux membres du cercle s'ils se solidarisent avec leur dirigeant.

La mise en route de la bataille pour l'hebdomadaire, à travers la signature de l'appel, la constitution de groupes d'amis du journal, à l'initiative de Gourget et Molinier, inquiètent Paz qui s'en plaint à Trotsky :

« Je ne sais pas quelle est votre conception précise de la mise en œuvre de l'hebdomadaire. Gourget semble être mieux informé [...]. La question de l'hebdomadaire pose la question de la plate-forme, et la plate-forme, c'est, à son tour, la charte du regroupement de l'Opposition. [...] La question du regroupement de l'Opposition pose à son tour un autre problème : autour de quel axe se fera ce regroupement ? [...] Deux solutions peuvent être envisagées : ou bien notre groupe sera cet axe, ou bien il faut créer de toutes pièces un nouveau centre de cristallisation ». ¹⁰

La deuxième hypothèse serait un désaveu de la politique du groupe depuis 1923 et aurait comme conséquence pour Paz « de sacrifier notre petite parcelle de tradition révolutionnaire ». Mais Trotsky a déjà répondu à ces questions : en refusant de signer l'appel pour l'hebdomadaire, Paz renonce à « une initiative absolument nécessaire et urgente » qu'il approuvait lui-même au départ. Trotsky porte le fer dans deux plaies et déclare au sujet de l'expérience de Paz pour l'hebdomadaire :

« Je trouve plutôt qu'on a reculé, et on a créé pour couvrir cette reculade toute une philosophie de la plate-forme. Une philosophie fautive pour une reculade dangereuse. Et maintenant qu'une équipe de camarades énergiques s'empare de cette idée, vous vous opposez à eux quoiqu'ils ne fassent que reprendre notre initiative commune du temps de votre séjour à Constantinople. C'est absolument incompréhensible et vous devez tout de même vous rendre compte que c'est une déclaration de guerre [...] J'insiste de toute mon énergie pour que vous reveniez sur votre décision ». ¹¹

Le conflit se précipite avec une longue lettre du comité de rédaction de *Contre le Courant* dont la ligne se résume en quelques mots :

« [...] Nous disons qu'après l'avoir lue et relue, une impression se dégage de votre lettre : c'est qu'elle n'apporte aucun argument politique, qu'elle constitue seulement une violente tentative d'intimidation ». ¹²

Un élément « politique » mérite d'être relevé dans cette lettre :

« Vous semblez nous faire grief de n'avoir pas effectué la transformation prévue de *Contre le Courant* en un organe bi-mensuel. Mais n'oubliez pas que si nous n'avons pu faire cette transformation immédiate, c'est Rosmer qui est en cause : c'est sur sa participation qu'était basé le projet de transformation, c'en était la condition minima ». ¹³

Encore un bouc émissaire et que de malentendus ! Trotsky se borne à constater qu'avec le groupe « [...] sur beaucoup de questions on parle deux langues assez différentes », et sa réponse est prudente quoique ferme :

« Nous vous attendrons avec patience, et, si vous venez à la deuxième étape, vous serez toujours les bienvenus ». ¹⁴

En revanche, c'est avec « [...] pleine franchise, pleine liberté et même pleine brutalité », selon ses propres termes, que Trotsky répond à une lettre de Paz qui accompagnait celle du groupe. Constatant que l'unique sujet de préoccupation de Paz est de savoir « qui sera l'axe ? », Trotsky indique que la responsabilité de l'hebdomadaire aurait dû l'amener à choisir « entre la révolution et le Palais » :

« Il peut y avoir des révolutionnaires savants et ignorants, intelligents et médiocres. Mais il ne peut pas y avoir de révolutionnaires sans la volonté qui brise les obstacles, sans dévouement et sans esprit de sacrifice ». ¹⁵

Aussi, Paz ne peut-il, dans le meilleur des cas, qu'espérer jouer le même rôle qu'Eastman aux Etats-Unis, celui de compagnon de route. Trotsky conclut par une ferme recommandation :

« Même si vous n'avez pas confiance dans l'hebdomadaire, vous devez attendre tranquillement et non pas faire du sabotage, [...] gardez une neutralité bienveillante et ne donnez pas le spectacle d'une opposition sans principe dictée par des raisons exclusivement personnelles ». ¹⁶

Apprenant le refus du groupe de Paz de signer l'appel du 1^{er} août, Trotsky souligne que « la logique de la lutte est irrévocable » et indique à Paz qu'il cesse sa collaboration avec *Contre le Courant*. La dernière lettre de Paz est très polémique : il reproche à Trotsky de n'apporter aucun élément, que sa lettre ne contient « [...] que des sentiments d'animosité personnelle » et n'accepte pas la place que Trotsky lui accorde dans — ou plus exactement, aux côtés de — l'Opposition de gauche. Le glas de cette amitié, Trotsky la conte aux Rosmer :

« J'ai reçu une nouvelle lettre de Paz que je n'ai pas lue tout entière, cela m'a suffi de prendre connaissance des quelques lignes où il réfute mon opinion sur son manque d'esprit de sacrifice, en indiquant le fait qu'il a fait le voyage de Constantinople. On est vieux, mais le monde est si compliqué, qu'on peut toujours être étonné par quelque chose ou par quelqu'un. C'est mon cas ». ¹⁷

Le fait, rarissime, que Trotsky n'a pas entièrement lu la lettre de Paz est le reflet des espoirs placés en lui et de la déception qu'il a causée.

Fondation de *La Vérité* et réactions des groupes

La rupture avec Paz a confirmé le point de vue de Trotsky : Molinier, encore oppositionnel au sein du P.C., et Rosmer, vieux militant prestigieux, sont les seuls à avoir les moyens de lancer et de diriger l'hebdomadaire de l'Opposition. La décision prise à Prinkipo, est appliquée dès le retour de Rosmer à Paris, le 7 août 1929. En dépit de l'indisponibilité de Molinier — en proie à une crise morale consécutive à sa simulation de la folie pour échapper

au service militaire —, Rosmer précipite ce lancement dont les bases ont tout de même été préparées — des bons de souscription édités, un local trouvé. Les raisons ne manquent pas : les querelles à propos du 1^{er} août de l'I.C. et du conflit sino-russe, les ruptures avec Souvarine, Paz et Kharine, la vive méfiance de Treint.

Le 13 août 1929, le numéro de lancement de *La Vérité* paraît sous la forme d'une simple feuille volante, alors que les numéros normaux comporteront huit pages. Trotsky juge la présentation très réussie. Le véritable premier numéro de *La Vérité* paraît le 13 septembre 1929, et comporte en effet huit pages.

Entre ces deux premiers numéros, en un mois d'intervalle, l'avenir de la revue se joue. Le petit groupe de militants favorables au lancement de l'hebdomadaire s'est transformé en comité de rédaction ¹⁸ et a assuré la préparation matérielle. Compte tenu de la faiblesse du groupe, c'est un résultat porteur d'espoir. Compte tenu des circonstances et de l'adversité, politiquement, c'est un frêle esquif. Aussi, Trotsky suit-il de près les événements et intervient-il, étape après étape, pour peser de tout son poids. Sa première intervention publique, en soutien à *La Vérité*, date du 6 août 1929, sous la forme d'une « lettre ouverte à la rédaction de *La Vérité* ». Soulignant la faiblesse de l'Opposition française, héritage de groupes figés et de publications occasionnelles, Trotsky pense que, pour en finir avec cette situation qui nuit à la cause de l'Opposition, il faut un quotidien — c'est la vocation de *La Vérité* qui doit se considérer comme temporairement hebdomadaire — ayant deux qualités essentielles : la régularité de parution (source de conflit antérieur avec Paz) et une réelle continuité politique (une liaison étroite avec le mouvement ouvrier, avec les événements réels de la lutte de classes). Dès lors, le journal devient « l'instrument utile et irremplaçable de l'élaboration d'une plate-forme fondée correctement dans la doctrine et dans la vie ». Trotsky assigne deux tâches à l'hebdomadaire. D'une part, *La Vérité* doit devenir l'organe de la « [...] concentration de toutes les forces de l'Opposition de gauche pour l'action... ». D'autre part, le journal doit mériter son titre :

« C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme instrument de l'action révolutionnaire. [...] Dire la vérité sur la bureaucratie réformiste, c'est l'écraser dans la conscience des masses. Dire la vérité sur les centristes, c'est aider les ouvriers à assurer la direction juste de l'Internationale Communiste ». ¹⁹

Délibérément tournée vers l'action, cette lettre ouverte reçoit l'assentiment des groupes et des militants décidés à en finir avec le conservatisme stérile des groupes et à lancer l'hebdomadaire de l'Opposition. Ainsi, Trotsky écrit-il à Rosmer sa satisfaction quant au séjour des Naville et de Gérard Rosenthal, son espoir d'un travail commun. Peu à peu, d'autres groupes vont prendre position pour le nouvel hebdomadaire. En contrepoint de ces perspectives favorables, Paz annonce la transformation de *Contre le Courant* en hebdomadaire, à l'automne 1929. Cette annonce relève de la provocation, dans la mesure où aucun numéro de *Contre le Courant* n'est publié en août 1929, faute de moyens... Rosmer, nullement inquiet, considère qu'il s'agit d'une « bouffonnerie ».

Décidé à hâter le processus de différenciation que *La Vérité* provoque, Trotsky intervient par deux fois pour aider l'hebdomadaire. D'abord sa lettre à la rédaction de *La Lutte de Classes*, intitulée « Un pas en avant » est l'aboutissement de sa discussion avec Naville. Abordant les problèmes liés au lancement de *La Vérité*, Trotsky revient sur les différends qui séparent Naville et son groupe de *La Vérité*. A Naville qui reproche aux représentants de l'Opposition russe d'avoir soutenu, en France, les « dociles » — allusion au groupe Paz financé, dit-on, par Piatakov, ce que Paz a toujours nié — Trotsky, après avoir admis qu'on a commis « [...] dans ce domaine, pas mal de fautes », souligne que cette influence excessive n'est que le reflet de la faiblesse de l'Opposition française. « Il n'y a qu'une seule issue : renforcer l'Opposition sur le sol français »²⁰. Trotsky n'hésite pas à revenir sur ses choix passés et à les remettre en cause :

« Vous pourrez dire que je suis également responsable de ce que les choses ont traîné ainsi, parce que j'ai soutenu des publications qui reflétaient hier plutôt qu'elles ne préparaient demain. Il est possible que, pendant les derniers mois, j'aie trop patiemment attendu l'initiative de gens qui ne sont guère capables, que je me sois trop longtemps borné à tenter de les persuader par lettre, etc. »²¹

Justifiant le choix de Rosmer pour diriger l'hebdomadaire, Trotsky parle des « jalons sûrs » de sa biographie qu'il oppose à celle de Treint. Au sujet de ce dernier, Trotsky souligne que la porte doit rester ouverte même si sa déclaration de méfiance à l'égard de *La Vérité* contribue à l'éloigner davantage. Enfin, il trace une plate-forme de combat pour l'hebdomadaire :

« — Bien comprendre et expliquer aux autres que la besogne la plus importante, la plus urgente est de créer un hebdomadaire de combat de l'Opposition communiste de gauche
— [...] Comprendre et expliquer [...] que le groupe de *La Vérité*, avec notre aide à tous, [...] sera étranger aux préventions et aux intrigues, et servira de véritable organe pour la gauche communiste toute entière
— Soutenir ouvertement [...] l'initiative de *La Vérité* en collaborant à la rédaction, [...]
— Condamner ouvertement [...] les tentatives de créer un organe concurrent comme seulement dictées par des ambitions de cénacle [...] »²²

Cette lettre porte en germe la collaboration à venir entre *La Lutte de Classes* et *La Vérité*. Mais elle permet également à Trotsky de donner les coudees franches à l'équipe de l'hebdomadaire et singulièrement à Rosmer. Toutefois il ne s'en tient pas là. Décidé à voir l'hebdomadaire réussir, il rédige lui-même la « Déclaration de *La Vérité* » qui est publiée dans le véritable numéro un daté du 13 septembre 1929. Cette déclaration, qui aborde toutes les questions et les perspectives du combat politique de l'Opposition, situe la place que *La Vérité* prétend occuper dans la lutte politique en France et au niveau international. Le fait qu'elle ait été rédigée par Trotsky — dans le journal le texte est signé du comité de rédaction — va toutefois poser un problème : un paragraphe sur les rapports parti-syndicats est l'occasion d'un désaccord avec une partie des membres de la rédaction, un premier accroc qui exprime le manque d'homogénéité du groupe et donc de la revue.

Le 18 septembre 1929, quelques jours après la sortie du premier numéro de *La Vérité*, Rosmer écrit à Trotsky que le journal a connu un grand succès :

« 3 200 exemplaires vendus à Paris alors que les camarades les plus optimistes espéraient 1 500 à 2 000 seulement. Les militants belges, de leur côté, en ont vendu 75 puis 25 supplémentaires ».²³

Toutefois, la curiosité a joué, comme le supposait Rosmer, puisque la vente du numéro 2 chute à 1 500. Ces résultats sont encourageants et Marguerite Rosmer l'écrit à Trotsky :

« On commence à venir à la boutique et à discuter ; les abonnements arrivent doucement : deux, trois par jour ; beaucoup d'abonnements de six mois [...] ».²⁴

Rosmer essaie d'agrandir le format du journal en réponse aux critiques de Trotsky mais se refuse à inclure plus de textes car « trop de longs articles [...] feraient peur » et parce que la « [...] rédaction est, pour l'instant, extrêmement pauvre ».²⁵

Le groupe commence à structurer l'hebdomadaire : organisation de la diffusion, réseau de correspondants, souscription des lecteurs et sympathisants parallèlement aux cotisations des militants. Par delà le journal, ce sont les bases d'une organisation qui sont ainsi esquissées.

Contre le *Courant*, dans un premier temps, semble hésiter à aller rejoindre le clan des opposants de la première heure à la parution de *La Vérité* — dans lequel on trouve le *Bulletin communiste* de Souvarine qui n'existe pratiquement plus²⁶, silencieux pendant de longs mois mais aussi la majorité de la *Révolution prolétarienne* groupée autour de Monatte²⁷. L'éditorial de *Contre le Courant* du 21 septembre 1929 intitulé « Un pas en avant ? Lettre ouverte à *La Vérité* » semble amorcer une politique de questions, de discussions tendant à clarifier la situation de l'Opposition. De fait, par delà la perfidie de certaines allusions ou insinuations, il s'agit d'une déclaration de guerre : le numéro suivant, du 22 octobre 1929, ne comporte pas moins de quatre articles consacrés à *La Vérité*, attaquant l'hebdomadaire, parlant de pas en arrière pour l'Opposition en critiquant Trotsky et la revue à propos de la discussion avec le Leninbund et de la situation de l'Opposition française.

Les hostilités ainsi ouvertes cessent pourtant faute de combattants ! *Contre le Courant* disparaît en raison de difficultés financières. Paz tente tout de même un dernier « coup » : il annonce un bi-mensuel, *Le Libérateur*, qui ne paraîtra que huit fois.

Quant au groupe Treint et au *Redressement Communiste*, ils évoluent dans une certaine équivoque. Rosmer espère gagner Jean Tchernobelsky, un des proches collaborateurs de Treint et pense que pour d'autres, des conversations et discussions sont encore nécessaires. Treint, lui, écrit dans *Le Libérateur*, contre *La Vérité*. Cette attitude mérite une parenthèse ; Treint lui-même fournit un élément d'explication près de deux ans après :

« *La Vérité* a été formée sous l'égide du cam[arade] Trotsky, en dehors du seul groupe (*le Redressement*) qui pendant trois ans a mené la bataille oppositionnelle en France.

La Vérité a été formée avec des camarades isolés qui, ou bien n'ont pas participé à la lutte oppositionnelle, ou bien ont pris une position fautive pendant trois années de lutte aiguë.

Le camarade Rosmer, dans la Révolution prolétarienne, était pendant ce temps retourné vers le syndicalisme pur et avait pris une position fautive sur le Comité anglo-russe [...].

Le camarade Naville a occupé pendant cette période une position chancelante et s'est laissé exclure du parti sans poser avec fermeté ni précision les problèmes politiques essentiels sur lesquels se battait l'Opposition.

Il [le groupe Treint-Barré] a protesté contre le fait que trois ans de lutte oppositionnelle acharnée de la part du Redressement ont moins compté que la conversion hâtive et superficielle de Rosmer en quelques entretiens à Constantinople.

La Vérité affirmait vouloir grouper tous les oppositionnels se plaçant sur la base des quatre premiers congrès et de la plate-forme russe de 1927 et elle se fondait en tenant à l'écart le seul groupe qui avait combattu sur cette base ». 28

Dans une lettre à Trotsky, il parle d'« adhésion calculatrice pour Paz, mystique pour Rosmer... » et conclut :

« Comprenez que, dans l'obscurité de 1923, il y eut de lourdes erreurs de part et d'autre et vous, vous avez envoyé des lépreux nous prêcher la bonne santé. Dans cette obscurité, les soldats de la même armée révolutionnaire ont pu tirer les uns sur les autres ». 29

L'ex-bolchevisateur est en fait écrasé par le poids de sa propre histoire. Comment pourrait-il affronter les terribles difficultés du mouvement communiste de l'année 1929 sans avoir réglé préalablement celles de l'époque 1923-1925 ? Si l'on peut aisément comprendre la vive hostilité de Rosmer à l'égard de Treint, l'attitude « ouverte » de Trotsky était la seule qui pouvait obtenir une évolution favorable d'un militant qui — ayant résolu ses problèmes — pourrait être fort utile à la cause de l'Opposition. Ce résultat n'est, hélas, pas acquis lors de la période de lancement de *La Vérité*.

Parmi les petits groupes ou militants isolés, on peut relever la réaction favorable du groupe du XV^e rayon, opposition interne au P.C. dirigée par l'ingénieur Gaston Davoust, qui est en contact avec Molinier. Marcel Body qui publiait *La Vérité* de Limoges, se rapproche également de l'hebdomadaire et sert à l'occasion de traducteur des brochures de Trotsky. Le groupe communiste indépendant (G.C.I.) d'Oissel, lié au groupe Paz et qui avait pris position pour un hebdomadaire de l'Opposition en juin 1929, prend dans un premier temps ses distances à l'égard de *La Vérité* puis rejoint le Parti Ouvrier Paysan (P.O.P.) de l'ancien secrétaire général du P.C. en 1923, Louis Sellier.

L'hostilité de *Contre le Courant*, l'absence de Treint et de son groupe, sont des éléments politiques à ne pas négliger ; ils ont des répercussions réelles sur *La Vérité* : un débat — assez vif et qui va rapidement dépasser le cadre de l'hebdomadaire — s'ouvre au sein du groupe sur l'attitude à adopter vis-à-vis de *Contre le Courant*, des problèmes de fonctionnement interne, des questions de personnes (tension entre le « groupe Rosmer » et le « groupe Molinier », aggravée par l'arrivée du « groupe Naville »)... L'on peut considérer qu'il ne s'agit là que des inévitables effets négatifs d'une initiative positive. Pourtant c'est un bilan paradoxal et tout en nuances que l'on doit dresser de l'hebdomadaire français : à la clarification et à la délimitation de l'Opposition française, sanctionnées par l'apparition de *La Vérité*, au « net-

toyage » du terrain oppositionnel, répondent comme un effet induit les difficultés internes du groupe, la faiblesse du comité de rédaction — quand bien même le groupe progresse, les douze membres du groupe en août devenant trente-cinq en octobre 1929 — et les chiffres de vente modestes.

Le 11 octobre 1929, après avoir reçu le numéro 4 de *La Vérité*, Trotsky écrit à Rosmer :

« Il apparaît déjà nettement que l'hebdomadaire dépasse de cent coudées toutes les autres publications de l'Opposition. J'ai une pleine confiance en son avenir ». 30

L'hebdomadaire, comme publication, mérite ce jugement. Deux objectifs de Trotsky ont été atteints : la délimitation de l'Opposition française et de réels pas vers l'unification de diverses composantes de l'Opposition — *La Lutte de Classes* du groupe Naville-Rosenthal collaborant avec *La Vérité* dans le cadre d'une division du travail 31.

Ainsi *La Vérité* devient-elle un moyen, un instrument au service du combat pour structurer l'Opposition française et internationale dont elle est désormais un bataillon avancé et va jouer un rôle très important de « centre » de l'Opposition internationale. Dans le même temps, il lui faut régler les problèmes internes et poursuivre la différenciation, qui dans le cas de l'Opposition française, passe par la clarification de la question syndicale.

Le débat syndical

Le 14 octobre 1929, Trotsky envoie à Alfred Rosmer des thèses sur la question syndicale, pour se démarquer des autres groupes d'opposition avec netteté et sans craindre que ces groupes attaquent *La Vérité*. Trotsky écrit :

« Le vrai danger a un caractère tout à fait opposé : il consiste en ce que les ouvriers communistes, les ouvriers syndiqués, les sympathisants au communisme, les ouvriers qui participent à la souscription de *L'Humanité*, etc., peuvent nous confondre — et que la bureaucratie du parti a la possibilité de nous identifier — avec les éléments anti-communistes et antimarxistes. [...] De cette situation il nous faut sortir coûte que coûte. Il nous faut chercher à obtenir ce résultat que les larges couches d'ouvriers révolutionnaires ne permettent plus à la bureaucratie du parti de nous jeter dans le même sac avec la Ligue syndicaliste, avec Urbahns, avec Paz... » 32

Cette différenciation syndicale vise, en premier lieu les « syndicalistes purs », les syndicalistes minoritaires de la C.G.T.U. regroupés dans la Ligue syndicaliste de Pierre Monatte, Lorient et Chambelland. Une tribune libre de discussion de la question syndicale est ouverte dans *La Vérité* à partir du 25 octobre 1929. Les thèses de Trotsky sont publiées, le 1^{er} novembre, sous le titre « Communisme et syndicalisme : introduction à une discussion ». Ces thèses n'avaient été écrites initialement que pour servir de base à une discussion interne au groupe de *La Vérité* afin de corriger la faiblesse de la rédaction sur ce point.

Trotsky, en rédigeant le court passage consacré aux relations parti-syndicales de la « Déclaration de *La Vérité* », s'était montré volontairement prudent :

« La politique qui transforme les syndicats en une seconde édition à peine augmentée du parti ou fait d'eux son appendice n'est que sottise et crime. Il est tout à fait

légitime qu'un parti ouvrier révolutionnaire cherche à conquérir une influence dans les organisations syndicales. [...] Mais il doit le faire par des méthodes qui découlent de la nature même des syndicats et concourent à les renforcer... »³³

Cette affirmation vise sans doute à rassurer les militants dans la mouvance syndicale et qui s'inquiètent au moment du lancement de l'hebdomadaire. Cette politique conciliante présente le défaut de permettre à la direction du parti de combattre l'Opposition de gauche comme une nouvelle variété d'anticommunistes et de « syndicalistes » minoritaires, ce dont se plaint Raymond Molinier à Léon Sedov :

« Tu a dû recevoir le numéro deux de *La Vérité*, il m'a semblé très insuffisant au point de vue syndical. La déclaration [...] « Parti et syndicats » est par trop floue et je crains que sous le prétexte de ne pas heurter de bons camarades sympathisants au groupe de *La Vérité* et liés à la *R[évolution] P[ro]létarienne* également (camarades dont l'on surestime la force utile, et qui sont au nombre de deux ou trois, à influence réduite) on définisse insuffisamment notre ligne syndicale, [...] que l'on ne soit pas un centre de ralliement pour plusieurs centaines de communistes mécontents de la politique syndicale du Parti et qui vont dans la confusion actuelle se perdre dans le brouillard de la « Ligue syndicaliste » ». ³⁴

C'est ce danger que souligne également Trotsky mi-octobre et qui le décide à croiser le fer avec les minorités syndicales mais aussi avec Charbit et Marzet, membres de la rédaction de *La Vérité*.

Dans « Communisme et syndicalisme », Trotsky affirme d'emblée :

« Le parti communiste apparaît comme l'arme fondamentale de l'action révolutionnaire du prolétariat, l'organisation de son avant-garde qui doit s'élever au rôle de guide de la classe ouvrière dans tous les domaines de sa lutte et par conséquent dans le domaine syndical. Celui qui oppose par principe l'autonomie syndicale à la direction par le parti communiste oppose ce faisant, qu'il le veuille ou non, les couches prolétariennes les plus arriérées à l'avant-garde de la classe ouvrière, la lutte pour les revendications immédiates à la lutte pour l'émancipation totale des travailleurs, le réformisme au marxisme révolutionnaire ». ³⁵

Pour lui, le syndicalisme révolutionnaire d'avant 1914 fut un « embryon du parti révolutionnaire » et joua donc un rôle historique important. Mais il ajoute :

« Après la guerre, le syndicalisme français a trouvé non seulement sa critique, mais encore son développement et son achèvement dans le communisme. Tenter de ressusciter le syndicalisme révolutionnaire ce serait tenter de faire marcher l'histoire en arrière. Pour le mouvement ouvrier, de telles tentatives ne peuvent avoir qu'un sens réactionnaire ».

Dénonçant les « épigones du syndicalisme » qui tentent de faire croire que les syndicats se suffisent à eux-mêmes, Trotsky considère que « le parti ne porte pas atteinte à l'autonomie réelle des syndicats » mais qu'en revanche « l'indépendance politique des syndicats est un mythe ». Et Trotsky s'en prend à ceux qui, sous couvert d'indépendance, tentent de prendre le contrôle politique des syndicats :

« Par tous ses traits, [la ligue syndicaliste] apparaît comme une organisation politique qui cherche à soumettre le mouvement syndical à son influence. La Ligue recrute

en fait ses membres non selon le principe syndical mais selon celui des groupements politiques. Elle a sa plate-forme, sinon son programme et elle la défend dans ses publications. [...] Elle se présente sous le masque de ce qu'on appelle « l'autonomie syndicale ». De ce point de vue, elle se rapproche du parti socialiste qui, lui aussi, réalise sa direction sous le couvert de la formule d'« indépendance du mouvement syndical ». Le parti communiste au contraire dit ouvertement à la classe ouvrière « Voici mon programme, ma tactique et la politique que je propose aux syndicats » ».

Dénonçant également le fétiche de l'unité syndicale qui ne vaut pas plus que celui de l'autonomie, Trotsky se prononce pour le renforcement de la C.G.T. révolutionnaire contre la C.G.T. réformiste que Léon Jouhaux dirige depuis 1921.

C'est un ajout à la clarification des rangs de l'Opposition mais aussi à leur différenciation que fait Trotsky :

« Tout à fait fausses sont les affirmations selon lesquelles, au cours de ces dernières années — contrairement à ce qui s'est passé en Allemagne, en Tchécoslovaquie et dans d'autres pays — il ne s'est pas formé en France de groupement de droite dans le camp révolutionnaire. Le point capital est que, s'éloignant de la politique révolutionnaire du communisme, l'Opposition de droite en France, conformément aux traditions du mouvement ouvrier français, a pris un caractère syndical, masquant ainsi sa physiologie politique. La majorité de l'Opposition syndicale représente au fond l'aile droite, comme le groupe Brandler en Allemagne, les syndicats tchèques qui, après la scission, ont pris une position nettement réformiste, etc. »

Trotsky définit principalement l'attitude de l'Opposition communiste de gauche :

« L'Opposition communiste considère qu'influencer le mouvement syndical, l'aider à trouver son orientation juste, le renforcer par des mots d'ordre justes, n'est possible qu'au moyen du parti communiste ou, momentanément, de la fraction qui, en dehors de ses autres attributs, apparaît comme le laboratoire central de l'idéologie ouvrière ».

Il conclut sur le problème de la délimitation :

« Plus [l'action de l'Opposition de gauche] sera ferme et implacable contre les piaillements prétendument révolutionnaires de la bureaucratie centriste, contre l'hystérie politique qui ne tient pas compte des conditions réelles, qui confond aujourd'hui avec hier ou demain, plus elle doit fermement et résolument s'opposer aux éléments de droite qui reprennent ses critiques et se couvrent derrière elles pour introduire leurs propres tendances au sein du marxisme révolutionnaire ».

Trotsky souligne enfin que son appréciation favorable du groupe Monatte était due à un manque d'informations au moment de sa déportation d'Union soviétique et fondée sur de « vieux souvenirs ».

Le 17 novembre, Alfred Rosmer écrit à Trotsky :

« Vos thèses sur la question syndicale ont eu ici l'effet d'une bombe ». ³⁶

Selon lui, les syndicalistes sympathisants de *La Vérité* ont trouvé les attaques de Trotsky « brutales et injustes »³⁷. Et Rosmer cite, parmi les plus abusifs, Ferdinand Charbit, auprès de qui il insiste, pour qu'il rédige une réponse. Il le fait dans *La Vérité* du 15 novembre dans un article intitulé « L'autonomie syndicale, sauvegarde de classe ». Surpris de voir *La Vérité*

prendre position contre l'autonomie syndicale, il rappelle la collaboration des syndicalistes révolutionnaires avec la direction de l'I.C., et se déclare « [...] fermement partisan de l'indépendance syndicale ». Il « [...] considère que l'arme fondamentale de l'action révolutionnaire du prolétariat est le syndicat parce que lui seul représente dans la forme la plus complète et la plus parfaite la classe ouvrière ; lui seul est ouvert à tous les travailleurs ; lui seul ne comprend que des travailleurs. Il a donc une composition de classe infiniment plus pure que n'importe quel parti ». ³⁸

Cette position de Charbit a pour base un anti-stalinisme évoluant à grands pas vers un pur anti-communisme qui rejette le rôle de guide du parti révolutionnaire. Rosmer lui répond, dans un article intitulé « Autonomie syndicale ou bloc anticommuniste » paru le 22 novembre où il indique la mauvaise pente de Charbit :

« Il semble pourtant que depuis le congrès de la C.G.T.U., depuis qu'il entrevoit la possibilité d'abattre la direction de la C.G.T.U. en bloquant les minorités de toutes couleurs, depuis les anarchistes jusqu'aux réformistes, il ait fait beaucoup de chemin, et pas dans la bonne direction ». ³⁹

Incontestablement, la différenciation est en route, sans apporter de résultat vraiment satisfaisant, au moins à court terme. La discussion syndicale se poursuit sans enthousiasme. Peu d'articles paraissent : le 29 novembre, celui du professeur de philosophie, Aimé Patri, ancien membre du cercle Marx-Lénine de Souvarine et collaborateur de la *Lutte de Classes* — article jugé « franchement mauvais » par Trotsky — un éditorial de Rosmer, le 13 décembre 1929, intitulé « Devant la menace de scission de la C.G.T.U. », et un article qui semble être passé inaperçu à l'époque, rédigé par le jeune ingénieur chimiste, Pierre Frank — membre du P.C. en 1925, opposant en 1927 et exclu en 1929 — article inspiré par Raymond Molinier, qui paraît dans *La Vérité* du 6 décembre, « Pour une fraction syndicale des communistes oppositionnels ». La discussion est close le 20 décembre par un article de la rédaction intitulé « Pour une C.G.T.U. puissante » où la ligne donnée pour l'action est : « Pour la C.G.T.U. Contre une mauvaise direction » ⁴⁰. Le 19 décembre, Rosmer signale à Trotsky la fin de la discussion :

« [...] Nous avons clos la discussion syndicale : il ne nous était rien venu d'intéressant et dans l'ensemble, elle a été maigre. A part vos thèses et la pauvre réponse de Charbit, elle n'a rien donné ». ⁴¹

Dans ce domaine, la différenciation souhaitée par Trotsky, amorcée par ses thèses, n'a pas encore trouvé sa pleine dimension : la rupture avec les « syndicalistes purs », partisans de l'autonomie est faite idéologiquement et les conséquences organisationnelles en sont tirées mais *La Vérité* qui n'a pas encore de politique syndicale de « rechange », est ainsi exposée à subir la pression des minorités syndicales et navigue à vue.

La Vérité, organe international de l'Opposition

Après la proposition de Rosmer de faire les éditions française et allemande de la revue *Opposition* à Paris et l'absence de réponse de Trotsky qui

attend d'en savoir plus sur la situation allemande grâce à la présence à Berlin de Kurt Landau, le lancement d'*Opposition* est retardé de fait. Trotsky ne reparle pas de la proposition de Rosmer et la question de la revue n'apparaît plus dans leur correspondance. Le lancement de *La Vérité*, l'attention portée par Trotsky et Rosmer à l'hebdomadaire, les difficultés internes du groupe de *La Vérité*, le problème du conflit sino-soviétique, le début de crise de l'*Opposition* belge et l'accumulation des désaccords avec Urbahns qui prolonge la présence de Landau à Berlin semblent avoir relégué au second plan le projet d'*Opposition*.

Dans l'attente de la parution de la revue internationale, c'est Rosmer, seul responsable attribué, qui assume la tâche essentielle de centraliser les informations, de s'informer sur les différents groupes, de mettre sur pied un comité de rédaction et de régler les questions techniques. Il devient une sorte de « centre international », un point de repère pour les autres groupes d'*Opposition* et *La Vérité* comble provisoirement le vide de la revue *Opposition* dont tout le monde semble souhaiter la parution sans pour autant s'en occuper réellement.

La Vérité, publication qui incarne le regroupement et la clarification de l'*Opposition* française, devient ainsi une sorte d'organe international de l'*Opposition* et acquiert une autorité certaine. Le comité provisoire international n'a pas pu être élargi en raison du double refus allemand et autrichien. Mais le travail de contacts et de voyages de Rosmer a permis de maintenir des relations avec la plupart des groupes et de les « centraliser » autour de Rosmer et de *La Vérité*, en attendant de pouvoir enfin formaliser ces relations dans des organismes réguliers de l'*Opposition* internationale.

Ce rôle de « centre international » que joue Rosmer et celui d'organe international que remplit *La Vérité* sont naturellement des atouts importants pour Trotsky et l'*Opposition* elle-même. *La Vérité* publie les articles et lettres en provenance des groupes des autres pays et tend ainsi à établir des relations entre les autres groupes, à donner l'image de l'*Opposition* internationale en train de se construire.

Contre le Courant publiait une multitude d'articles de Trotsky et de l'*Opposition* russe mais n'aurait en aucun cas pu prétendre jouer un rôle comparable à celui de *La Vérité*. Issue du processus de différenciation, placée sous l'autorité politique de Trotsky, dirigée par le vieux militant Rosmer, elle est un exemple. Avec Rosmer devenu l'émissaire de Trotsky en Allemagne, en Autriche, en Belgique, *La Vérité* devient un véritable axe, un pôle de regroupement. Et Rosmer entre en grande partie dans ce résultat.

Son prestige et indéniable et Gérard Rosenthal le justifie ainsi :

« Alfred Rosmer, vétéran du syndicalisme révolutionnaire, internationaliste « minoritaire » de la Grande Guerre, l'un des premiers militants ralliés à l'Internationale communiste, ancien dirigeant du Parti communiste français, ami de longue date de Léon Trotsky, fin visage à la dignité innée, bénéficiait d'une autorité morale incontestée ». ⁴²

Rosmer ne manque pas de qualités pour faire face à ses responsabilités : capacité d'analyse, souplesse dans les discussions tout en sachant insister avec

franchise sur l'essentiel, persévérance... Ces qualités-là sont décisives dans les conflits dans lesquels il intervient à l'étranger, pour régler positivement et durablement les problèmes sans jamais utiliser l'argument de « l'appareil ». Pour cette tâche de structuration de l'Opposition internationale, où il faut agir avec finesse mais avec fermeté et opiniâtreté, il est irremplaçable à cette étape. On y découvre sa seule limite : sa capacité à structurer durablement son activité, à s'entourer des militants, groupes et structures indispensables. Mais peut-il, à lui seul, remplacer efficacement et durablement le comité international que Trotsky et lui-même ne sont pas parvenus à développer après l'avoir mis en place en juin, en raison des problèmes allemand et autrichien ?

La revue internationale *Opposition* ne paraît finalement pas. De nouveaux projets sont élaborés, au début de 1930, et déboucheront sur la publication d'un *Bulletin international de l'Opposition de gauche* dont la parution commencera en août 1930. Quelles sont les raisons de cet échec politique, qui empêche la construction d'un centre de l'Opposition internationale ? Problèmes politiques, financiers, manque de cadres ? Pourquoi enfin, ne trouve-t-on aucune trace de cet échec, aucune explication dans les publications de l'Opposition, dans la volumineuse correspondance entre Trotsky et les militants de l'Opposition et plus particulièrement Rosmer ?

L'une des raisons majeures est sans doute que l'absence de centralisation de l'Opposition a fortement contribué à empêcher... la centralisation. Cette tautologie ne saurait constituer une réponse suffisante mais il est nécessaire de souligner combien la crise du Leninbund et le « national-oppositionisme » d'Urbahns, ainsi que les luttes fractionnelles en Autriche ont entravé le développement de structures internationales de l'Opposition. Trotsky et Rosmer ont lutté sur la base des objectifs définis en juin à Prinkipo mais se sont heurtés au conservatisme de groupes plus soucieux de leur avenir et de leur position que de ceux de l'Opposition internationale. Sans élargissement du comité provisoire international, sans participation financière des groupes pour le lancement d'*Opposition*, sans cadres pour régler les questions techniques de publication, diffusion, etc., un tel organe ne pouvait être viable. Sans volonté d'aboutir à cette publication de la part de ceux pour qui cette revue était une nécessité — notamment dans les pays où les groupes étaient nombreux et rivaux — la revue ne pouvait être qu'un objet de litige supplémentaire.

L'échec du lancement d'*Opposition* est ainsi un des derniers contrecoups du retard dans la différenciation des rangs de l'Opposition de gauche internationale. Le lancement réussi de *La Vérité* a une valeur plus que symbolique à cet égard : *La Vérité* réussit en lieu et place d'*Opposition* sur la base d'une différenciation *acquise* en France. Trotsky et Rosmer, isolés dans leur propre courant — en dehors de rares prises de position favorables comme celle des Américains du *Militant* — reportent toute leur attention sur l'hebdomadaire français qui va désormais suppléer, pour un temps, la revue internationale et le comité provisoire. Du même coup, c'est une période de contacts ponctuels qui est prorogée avec tous les risques politiques que cela entraîne. Mais comme l'écrit Trotsky à Frey, il est nécessaire de « [...] faire naître une opi-

nion publique de l'Opposition internationale, préalable à son unification organisationnelle ». 43

NOTES

1. Lettre de Trotsky à un camarade de Paris — vraisemblablement Kharine —, avril 1929, A.H. 7286.
2. Lettre de M. Paz à Trotsky, 22 avril 1929, A.H. 3772.
3. P. Broué, « Un capitulard à Paris : l'affaire Kharine », in *Cahiers Léon Trotsky*, n° 718, *op. cit.*, pp. 29-35.
4. Lettre de Trotsky à Kharine, 31 mars 1929, A.H. 8630.
5. Lettre de Kharine à Trotsky, 29 avril 1929, A.H. 2427.
6. Voir l'article de P. Broué in *Cahiers Léon Trotsky*, n° 718, *op. cit.*, p. 31.
7. Lettre de Trotsky aux communistes de gauche italiens, 25 septembre 1929, A.H. T.3240.
8. « Le Cercle Marx-Lénine précise sa position », in *Contre le Courant*, n° 25-26, 22 mars 1929, p. 30.
9. Lettre de Trotsky à Souvarine, 3 juillet 1929, A.H. 10493.
10. Lettre de Paz à Trotsky, 25 juin 1929, A.H. 3781.
11. Lettre de Trotsky à Paz, 19 juin 1929, A.H. 9491.
12. Lettre signée René Dionnet, au nom du Comité de rédaction de *Contre le Courant*, 29 juin 1929, A.H. 5774.
13. *Ibidem.*
14. Lettre de Trotsky à Maurice Paz et au groupe de *Contre le Courant*, 8 juillet 1929, A.H. 9496.
15. Lettre de Trotsky à Paz, 11 juillet 1929, A.H. 9497.
16. *Ibidem.*
17. Lettre de Trotsky aux Rosmer, 2 août 1929, in Broué, *Correspondance*, *op. cit.*, pp. 38-39.
18. Une douzaine de personnes ont participé au lancement de *La Vérité* : les deux frères Molière, les Rosmer, F. Charbit, Marthe Bigot, Lucien Marzet, Auguste Mougeot, Sarah Menant, Pierre Gourget, Jeanne Martin des Pallières, Pierre Frank.
19. Trotsky, « Lettre ouverte à la rédaction de *La Vérité* », 6 août 1929, in *La Vérité* et Broué, *Le mouvement communiste en France*, Paris, Editions de Minuit, 1977, pp. 338-341.
20. Trotsky, « Un pas en avant, lettre à la rédaction de la *Lutte de Classes* », 11 août 1929, in *La Lutte de Classes*, n° 12, 10 septembre 1929.
21. *Ibidem.*
22. *Ibidem.*
23. Lettre de Rosmer à Trotsky, 18 septembre 1929, in Broué, *Correspondance*, *op. cit.*, pp. 62-64.
24. Lettre de Marguerite Rosmer à Trotsky, 3 octobre 1929, in Broué, *Correspondance*, *op. cit.*, pp. 65-67.
25. Lettre de Rosmer à Trotsky, 6 octobre 1929, in Broué, *Correspondance*, *op. cit.*, pp. 67-70.
26. Le *Bulletin communiste* reparait en février 1930, après quatorze mois d'absence. On y lit : « Le communisme est en veillesse ; un numéro tous les quatre ans suffirait pour noter le degré de dégénérescence du Parti et de l'Internationale », in le *Bulletin communiste*, n° 31, février 1930.
27. Monatte, après avoir vivement souhaité la parution d'un hebdomadaire de l'Opposition et avoir hésité à écrire à Trotsky à ce sujet, évolue rapidement et abandonne quelques mois plus tard le sigle « syndicaliste-communiste »
28. Lettre de Treint à Trotsky, 13 septembre 1931, A.H. 5532.
29. *Ibidem.*
30. Lettre de Trotsky à Rosmer, 11 octobre 1929, in Broué, *Correspondance*, *op. cit.*, pp. 70-73.
31. Un échange de lettres entre Trotsky et Gérard Rosenthal aboutit à une division du travail entre *La Vérité* et la *Lutte de Classes* : cette dernière devient un mensuel théorique chargé de compléter les lacunes de l'hebdomadaire. (Lettres de Trotsky à G. Rosenthal, 22 et 31 octobre 1929, in Rosenthal, *Avocat de Trotsky*, Paris, Robert Laffont, 1975, pp. 78-79, 83-84.)

32. Lettre de Trotsky à A. Rosmer, 14 octobre 1929, in Broué, *Correspondance, op. cit.*, pp. 74-75.
33. « Déclaration de *La Vérité* », in *La Vérité*, n° 1, 13 septembre 1929.
34. Lettre de R. Molinier à Sedov, 17 août 1929, A.H. 12791.
35. Trotsky, « Communisme et syndicalisme : introduction à une discussion », 14 octobre 1929, in *La Vérité* du 1^{er} novembre 1929. Sauf indication contraire, toutes les citations jusqu'à la fin du chapitre sont extraites de ce texte.
36. Lettre d'Alfred Rosmer à Trotsky, 17 novembre 1929, in Broué, *Correspondance, op. cit.*, pp. 81-84.
37. *Ibidem.*
38. Charbit, « L'autonomie syndicale, sauvegarde de classe », in *La Vérité* du 15 novembre 1929.
39. Rosmer, « Autonomie syndicale ou bloc anticommuniste ? », in *La Vérité* du 22 novembre 1929.
40. Rédaction de *La Vérité*, « Pour une C.G.T.U. puissante », in *La Vérité* du 20 décembre 1929. Pierre Frank dans son article « Pour une fraction syndicale des communistes oppositionnels » prenait position contre la construction d'une tendance révolutionnaire dans le syndicat et pour une fraction contrôlée par l'Opposition de gauche. C'était à l'époque la seule position que Trotsky fût décidé à appuyer.
41. Lettre d'A. Rosmer à Trotsky, 19 décembre 1929, in Broué, *Correspondance, op. cit.*, pp. 99-101.
42. G. Rosenthal, *Avocat de Trotsky, op. cit.*, p. 77.
43. Lettre de Trotsky à Frey, 19 octobre 1929, A.H. 8200.

CHAPITRE VI

LA CRISE DE L'OPPOSITION RUSSE

Alors que l'Opposition de gauche tente de se structurer au niveau international, de grands événements se préparent en U.R.S.S., qui vont bouleverser le contexte politique, économique et social. La crise du bloc centre-droite, la crise du ravitaillement des villes et le danger koulak précipitent le « grand tournant » vers la collectivisation forcée et vers l'industrialisation, dans le cadre des plans quinquennaux. Ce formidable changement dans la société soviétique est le produit d'un nouveau zigzag de la fraction stalinienne, d'un cours cette fois durable. C'est aussi, aux yeux de nombre de déportés dans les camps et les isolateurs, la défaite de la droite, l'éloignement de la perspective de Thermidor et l'espoir de lendemains meilleurs. Pour ces raisons, c'est l'aube d'une grave crise, dans les rangs des bolcheviks-léninistes.

Maintenir le maximum de contacts solides avec l'U.R.S.S. est vital pour Trotsky. Même s'il est désormais établi que l'Opposition de gauche russe ne jouera plus le rôle prédominant qu'elle a eu dans la période 1923-1928, l'Opposition internationale et Trotsky ont besoin de garder un réseau d'informations sur le cours des événements en U.R.S.S., sur l'évolution de la société soviétique. De plus, il est difficile d'envisager une quelconque opposition internationale sans lien, si diffus soit-il, avec sa section historique, qui est encore, malgré la répression, au premier rang du combat pour le redressement des partis communistes et de l'I.C.

Pour garder le contact, Trotsky organise le travail et prend des mesures : c'est Léon Sedov qui s'occupe exclusivement des contacts avec l'U.R.S.S.¹ De même, il y a toujours un ou plusieurs secrétaires connaissant le russe : tous les articles de Trotsky, ainsi que les lettres-circulaires, sont envoyés régulièrement en Union soviétique, notamment aux camarades connus dans les colonies de déportés. C'est au fur et à mesure que Trotsky découvrira que ces expéditions sont interceptées, que l'on abandonnera totalement l'usage des lettres. On envoie les textes sur des cartes postales ouvertes : une démarche difficile à imaginer pour un cerveau de policier... *Le Biulleten Oppositsii* édité en Europe est envoyé clandestinement, encarté dans des journaux communistes étrangers préalablement allégés et envoyés à des institutions, très rarement comme des bouteilles à la mer, la plupart du temps, il y a en effet quelqu'un qui sait que le *Biulleten* arrivera et comment.

Le Secours Trotsky est destiné, selon le vœu exprès de Trotsky, à devenir un Fonds de secours aux bolcheviks-léninistes déportés et dès juin 1929, l'Opposition internationale prend en charge la publication du *Biulleten*

Oppositi. Enfin, et ce n'est pas le moindre élément du dispositif, les opposants russes à l'étranger servent de relais : c'est le cas de Kharine en France et de la jeune oppositionnelle Nina Vorovskaïa autorisée à quitter l'U.R.S.S. pour soigner sa tuberculose en Allemagne. Une de leurs tâches consiste à recruter et à investir des militants dans le travail russe, en contact avec les oppositions nationales et à démarcher les voyageurs.

L'ensemble de ce dispositif va jouer un rôle très important au cours de l'année 1929, notamment pendant la crise de l'Opposition russe, d'avril à septembre.

Tournant stalinien : à gauche ?

En novembre 1928, le plenum du C.C. du parti bolchevique attaque la « déviation droitiste », avec l'approbation des dirigeants de la droite et Staline annonce l'industrialisation. C'est l'un des premiers indices du conflit entre la fraction stalinienne et celle de Boukharine, ce que Trotsky appelle la « crise du bloc centre-droite », entamée le 15 février 1928 au moment où l'on reconnaît à Moscou l'existence d'une crise du ravitaillement due aux koulaks qui refusent de livrer le blé et stockent. Staline, qui veut se débarrasser des droitiers (Boukharine, Tomsky et Rykov), au bureau politique des 9 et 10 février 1929 recule devant leur menace de démission collective. Après que le plenum du C.C. (16 au 23 avril) a définitivement condamné la droite, la XVI^e conférence du parti, tenue du 23 au 29 avril 1929, adopte le premier plan quinquennal, à effet rétroactif au 1^{er} octobre 1928.

La collectivisation forcée et l'industrialisation forcenée sont les deux facettes du « grand tournant ». La collectivisation prend, dans les campagnes, la forme d'un « Octobre paysan » pour les petits paysans face aux koulaks. Mais, face au peu de conviction des paysans moyens vis-à-vis de la collectivisation et des kolkhozes, on recourt à la contrainte : en octobre 1929, il n'y avait que 4 % des ménages paysans dans les kolkhozes ; en mars 1930, il y en a 58 % ! Dans le même temps, les campagnes sont en proie aux jacqueries, aux massacres de troupeaux, à la résistance par tous les moyens à la collectivisation, alors que, de son côté, le pouvoir « dékoulakise », faisant arrêter et déporter dix millions de paysans vers la Sibérie et les camps de travail forcé. Cette guerre civile à la campagne affecte également les villes avec l'épuisement des stocks de nourriture, créant une situation de disette.

Dans un contexte de crise mondiale, à la suite du krach boursier de Wall Street en février 1929, l'U.R.S.S. entame sa propre industrialisation à une vitesse vertigineuse : alors que la production industrielle des U.S.A. baisse de 25 %, celle de l'U.R.S.S. augmente de 250 % !

La première conséquence politique de ce tournant de la fraction stalinienne est la fin du danger thermidorien et la défaite définitive de la droite politique, Boukharine-Tomsky-Rykov, qui préconisent une politique de concessions à l'égard des koulaks. Ce tournant brusque, qui met fin à une période de concessions et d'hésitations de la part de Staline à l'égard de la droite et de ce qu'elle représente socialement, est dû à un besoin de préservation de l'appareil face aux conséquences et aux échéances, de plus en plus

proches, de cette politique de compromis avec la droite. A cet égard, la crise du ravitaillement a sans doute joué le rôle de révélateur.

Ce tournant brusque prend ainsi un autre aspect : celui d'un nouveau zigzag politique de la direction stalinienne face à la situation intérieure de l'U.R.S.S. De même, un autre aspect du tournant lui confère ce statut de zigzag : dans la condamnation de la droite, la fraction de Staline reprend les arguments que l'Opposition de gauche employait deux ans auparavant, « pille » les théories économiques de Préobrajensky. Mais si l'appareil, fruste en théorie économique, reprend à son compte les projets de planification, d'industrialisation et de collectivisation de l'Opposition de gauche, c'est avec ses méthodes bureaucratiques qu'il va les réaliser. Ainsi, Préobrajensky avait prévu, pour contrecarrer les difficultés de la période d'accumulation socialiste primitive, de faire jouer tout leur rôle aux syndicats — incluant nécessairement le droit de grève —, et la démocratie dans le parti, pour permettre de résoudre positivement les contradictions de cette phase de développement économique.

L'appareil, lui, ne peut s'accommoder de telles dispositions : c'est avec brutalité, radicalement et bureaucratiquement que l'industrialisation va être réalisée à un rythme effréné. Dans les campagnes, par un brutal renversement de la vapeur, l'appareil passe des concessions aux koulaks à la « dékoulakisation » et à la collectivisation forcée.

La société soviétique est ébranlée en profondeur par ce tournant économique d'une portée sociale considérable. Sur le plan politique, la direction stalinienne, maîtresse du jeu dans le parti, où elle a définitivement éliminé toutes les oppositions, applique avec ses méthodes à elle la politique économique d'une opposition de gauche qu'elle a combattue, condamnée et vaincue, contre la politique d'une opposition de droite qu'elle a vaincue d'abord et attaquée ensuite, liquidée enfin, jetant du même coup aux orties la politique de concessions aux koulaks pour les attaquer de front désormais.

Pour beaucoup de militants du parti, notamment dans la jeunesse communiste, ce formidable bouleversement est leur première occasion de servir la révolution, après des années d'après luttés de fractions au sein du parti. L'aspect radical et bureaucratique du tournant est interprété comme la volonté de Staline de construire rapidement la société socialiste, les méthodes dures étant ressenties comme adaptées à l'ampleur de la tâche et de l'adversité. L'« Octobre paysan », le plan quinquennal, l'industrie lourde, emportent l'adhésion de ces jeunes militants.

Pour l'Opposition de gauche, il y a deux sujets de satisfaction qui font considérer ce tournant comme une « bonne surprise » : la défaite et la liquidation de la droite que l'Opposition unifiée et l'Opposition de gauche avaient tant combattue et que le centre protégeait alors ; la « reprise », contre la droite et pour ce tournant, du tryptique économique de l'Opposition de gauche : planification, industrialisation, collectivisation.

Pourtant, l'Opposition de gauche subit toujours la même féroce répression, rien ne semblant devoir s'améliorer dans le sort des déportés en exil, dans les camps et les isolateurs. Dans les rangs de cette opposition, toujours

prompte au combat, des militants s'impatientent, s'énervent, en exil alors que tant de grands événements se déroulent à Moscou et dans tout le pays.

Victor Serge décrit ce phénomène dans une lettre de Moscou en avril 1929 :

« Parmi les opposants murissent, en pleine répression, dissidents sérieux. Préobr[ajensky], Radek et Smilga croient à la nécessité d'appuyer St[aline] et tenter efforts répétés pour obtenir réintégration. Ils procèdent d'une conception purement théorique du parti, qui vient des premières années de la Rév[olution], d'une conception mécanique des rapports de droite, centre, gauche, etc., et perdent de vue que sans réforme intérieure du parti, il n'y a plus de parti au sens antérieur du mot. [...] Ils viennent dit-on, de décider de différer, se sentant seuls et ne voulant pas avoir un rôle démoralisateur. Les opposants dans la masse, traqués et persécutés, déploient grande activité et n'ont aucune velléité de ce genre. Au contraire, la diffusion d'un état d'esprit diamétralement opposé se fait craindre parmi eux (doute sur la possibilité de la réforme radicale du parti, idées qu'il est trop tard, qu'un glissement *irréversible* à droite s'est déjà effectué [...]). Etat d'esprit dangereux, car il entraîne la perte de la dernière, encore grande chance de réforme dans la rév[olution] et de salut par la réforme ». ²

Les « capitulards »

Radek estime nécessaire d'appuyer le centre contre la droite afin de rendre irréversible le tournant à gauche, et fait circuler en ce sens des textes que le G.P.U. se fait un devoir de faire parvenir partout alors qu'il intercepte systématiquement toutes les contributions critiques et virulentes à l'égard de Radek. La capitulation de l'ex-zinoviéviste Safarov et l'évolution dangereuse de Radek n'entament pas la cohésion politique de l'Opposition. En revanche, la mise en circulation, le 29 mars 1929, des Thèses de Tomsk signées de Radek, de Smilga et de Beloborodov, constitue un fait nouveau. Radek critique vigoureusement la parution d'une série d'articles de Trotsky dans la presse bourgeoise en Occident, Préobrajensky, se méfiant sans doute de la pente irréversible vers la capitulation sur laquelle Radek est engagé, avance des revendications précises, en préalable à toute démarche commune avec Radek et Smilga : il demande notamment la liberté totale de rencontre pour les déportés et le rétablissement de la liberté du courrier. Son objectif est de rassembler les « conciliateurs » et de négocier avec la direction du parti. Il souhaite obtenir l'arrêt de la répression (notamment l'abandon de l'application de l'article 58 du code criminel contre l'Opposition, utilisé pour l'expulsion de Trotsky) et le retour de Trotsky en U.R.S.S. Ces revendications sont une antidote à la capitulation. Mais, précisément, Préobrajensky sait que ces revendications sont inacceptables pour l'appareil et lucidement « [...] il prévoit que les militants qui veulent être réintégrés à tout prix dans le parti auront à se soumettre à « [...] des méthodes qu'ils ne peuvent approuver » et qu'il leur faudra porter comme une « [...] lourde croix » leur nouvelle carte du parti ». ³

L'appareil du parti, décidé à ne rien céder, cherche à tirer le plus grand profit de ces hésitations et de la confusion dans les rangs de l'Opposition. Préobrajensky, dès la fin avril, soit quelques jours après la décision du « grand

tournant », est ramené à Moscou, où il jouit, tout comme Radek et Smilga, d'un régime de semi-liberté pendant les négociations avec la direction du parti, représentée par les vieux-bolcheviks Iaroslavsky et Ordjonikidzé, tous deux membres de la commission centrale de contrôle. Mais, contrairement au vœu de Préobrajensky, le G.P.U., qui organise la diffusion massive de leurs textes, continue à intercepter tout le courrier des exilés. Un début de panique se produit dans les colonies de déportés et des rumeurs contradictoires circulent. Dans un climat de grand bouleversement politique, la détresse et la panique des militants exilés, dépourvus d'informations, est un phénomène normal sur lequel la direction du parti compte pour hâter la crise qui couve dans l'Opposition de gauche.

Pendant les trois longs mois que durent à Moscou les négociations, entre Radek, Préobrajensky, Smilga et la direction du parti, peu d'informations filtrent. C'est, bien sûr, le maillon le plus faible de l'Opposition, le plus avancé dans la voie de la capitulation, qui est mis en avant par la direction du parti. C'est donc contre Radek — et non contre Préobrajensky, dont l'évolution est moins certaine — que se tournent tous les regards et surtout toutes les critiques.

Les premiers articles de Trotsky consacrés aux militants engagés sur la voie de la capitulation, ne sont pas en reste et sont dirigés, essentiellement, contre Radek, en raison sans doute de la publicité qui lui est faite par le parti et la presse.

Parmi les critiques portées à Radek par Trotsky, il y en a une à laquelle un accueil mitigé sera réservé : Trotsky donne comme source des hésitations de Radek, son caractère « exagérément impulsif » et rappelle sa propension aux zigzags depuis de nombreuses années, en dépit de son talent de journaliste marxiste et des vingt-cinq années de militantisme révolutionnaire qu'il a derrière lui. Il s'agit, pour Trotsky, de démontrer que Radek n'est pas, et ne peut pas être le chef de file d'un quelconque groupe de l'Opposition de gauche et qu'un nouveau zigzag de sa part ne peut concerner que lui seul, dans le cadre d'une évolution politique entamée depuis plusieurs années. Cette appréciation politique, fondée sur des caractérisations « caractérielles », même justifiées, n'est pas du goût de tous les opposants — c'est notamment le cas de Kharine, qui est d'ailleurs sur la même pente politique que Radek et qui n'est en fait que la variété « parisienne » des capitulards en formation en U.R.S.S. — qui y voient une méthode de lutte dite « biographique », à la manière des staliens (*cf.* le non-bolchevisme de Trotsky avant 1917 et le déferlement de littérature sur ce problème dès 1923).

Pressentant la capitulation prochaine de Radek, Trotsky soulève les questions de fond :

« Radek et quelques autres avec lui estiment qu'à présent le moment le plus favorable est venu pour leur capitulation. Pourquoi, à vrai dire ? Parce que, voyez-vous, Staline aurait châtié Rykov, Tomsky et Boukharine. Avions-nous donc pour tâche de faire châtier une partie du groupe dirigeant par l'autre ? La façon d'aborder les questions fondamentales de la politique a-t-elle changé ? La composition des cadres s'est-elle modifiée ? Le régime du Parti a-t-il varié ? Le programme anti-marxiste de l'Internationale Communiste n'est-il pas maintenu ? Y a-t-il une garantie quelconque pour le lendemain ? » ⁴

A ces interrogations, Trotsky apporte la réponse qui tient tout entière dans la nature du tournant de la direction du parti :

« Le châtement actuel des droitiers, âpre dans sa forme mais superficiel par son essence, n'est à son tour qu'un sous-produit de la politique de l'Opposition. Boukharine a tout à fait raison quand il accuse Staline de ne pas avoir trouvé lui-même un seul mot, mais de s'être simplement servi des débris de la plate-forme de l'Opposition. Quelle est la cause de la convulsion gauchiste de l'Appareil ? *Notre* offensive, *notre* intransigeance, la croissance de *notre* influence, le courage de *nos* cadres ». ⁵

Et la sanction politique tombe :

« En capitulant, Radek se biffe simplement du monde des vivants. Il tombe dans la catégorie des semi-pendus, semi-graciés qui ont à leur tête Zinoviev ». ⁶

S'adressant à l'Opposition, après avoir relevé que « l'époque révolutionnaire use rapidement les hommes », Trotsky s'écrie :

« De la ténacité, encore de la ténacité, toujours de la ténacité ! Voilà le mot d'ordre de la période actuelle. Et que les morts enterrent leurs morts ». ⁷

Le 13 juillet 1929, la *Pravda* publie une déclaration de Préobrajensky, Radek et Smilga qui marque la capitulation finale des trois dirigeants de l'Opposition. Elle comporte deux aspects essentiels distincts, qui donnent quelques indications sommaires sur le cours des « négociations » qui ont duré trois mois. En effet, la première partie est consacrée à une sorte d'inventaire des points d'accords entre ces trois militants et la ligne du comité central. Ainsi lit-on dans le texte :

« Nous sous-signés, déclarons notre accord avec la ligne politique générale du parti et notre rupture avec l'Opposition (c'est-à-dire, avec le courant qui, sur la base de la ligne politique de L.D. Trotsky, s'est regroupé autour d'un prétendu « Centre des B[olcheviks] L[éninistes] de l'Union soviétique »). Nous considérons la politique d'*industrialisation* [...] comme le programme de l'édification socialiste [...] Nous soutenons la lutte contre les *koulaks* [...]. Nous soutenons la lutte contre le *bureaucratisme dans les appareils de l'Etat et du parti*. [...] Nous soutenons la *lutte contre la droite*, laquelle reflète objectivement le mécontentement des éléments capitalistes et petits-bourgeois du pays contre la politique d'offensive socialiste menée par le parti. Nous soutenons la *politique de l'I.C.* menant sans relâche la lutte contre la social-démocratie ». ⁸

Toute cette partie du texte final, sauf la question du rôle de l'I.C., n'a pas dû poser de problèmes majeurs, dans la mesure où les luttes contre la droite, le koulak et le bureaucratisme sont fondamentales pour l'Opposition.

La deuxième section de la déclaration est en revanche consacrée à un inventaire des désaccords politiques avec Trotsky :

« Nous considérons le *léninisme* comme la base idéologique du communisme. Nous n'avons rien de commun avec la théorie de la *révolution permanente* de L.D. Trotsky. Le développement de la révolution russe et chinoise a démontré son inaptitude et son inexactitude. [...] Nous repoussons catégoriquement l'appréciation portée par Trotsky et ses amis *sur la nature de classe du pouvoir soviétique et la direction du parti*. [...] En dépit de toutes les déformations bureaucratiques de l'appareil soviétique et des éléments de dégénérescence, nous considérons le pouvoir soviétique comme étant la dictature du prolétariat. [...] *Le mot d'ordre de vote à bulletin secret* conduit à

l'affaiblissement de la dictature du prolétariat et ouvre la voie aux forces thermidorien-nes. La revendication de *légalisation des fractions au sein du parti* et de liberté de critique [...] avancée par Trotsky n'est pas bolchevique [...]. Alors que nos divergences avec le parti ont diminué et que notre retour dans son sein est devenu une absolue nécessité, Trotsky et ses amis se sont de plus en plus *éloignés du parti*, par suite de [...] leur abandon d'une série de thèses fondamentales du léninisme. C'est seulement ainsi que l'on peut expliquer l'apparition de Trotsky dans la presse bourgeoise, apparition que nous condamnons formellement, ainsi que la création du centre des bolcheviks-léninistes de l'Union soviétique, qui constitue un pas vers la fondation d'un nouveau parti ». ⁹

Les deux dernières parties du texte sont respectivement consacrées à démontrer la justesse de la ligne du parti et à un ultime reniement de toutes leurs idées politiques. Ainsi, après avoir jugé « [...] erronée [...] la création d'une organisation fractionnelle et son activité d'une violence inouïe dans l'histoire du parti (imprimeries clandestines, manifestation du 7 novembre, etc.) », les trois ex-militants de l'Opposition déclarent :

« [...] Le XV^e congrès a vu juste lorsqu'il a condamné notre plate-forme. Partant des considérations exposées ci-dessus, nous retirons nos signatures des documents fractionnels, nous nous déclarons parfaitement solidaires de la ligne générale du parti et nous demandons notre réadmission dans ses rangs. Nous invitons nos amis dans l'Opposition à suivre notre exemple ». ¹⁰

Trois mois de discussions n'ont sûrement pas été un délai trop long pour obtenir un tel reniement, par trois anciens dirigeants de l'Opposition, de leurs idées, dont ils pensaient, tout particulièrement Préobrajensky, qu'elles avaient été confirmées, à la fois par le « grand tournant » stalinien et par les premiers résultats économiques et sociaux. Dès lors, il n'est plus question pour ces ex-dirigeants de l'Opposition de réaliser ce qu'ils affirment dans leur texte :

« C'est précisément pour réaliser cette tâche [« [...] la continuation de la révolution prolétarienne en U.R.S.S. »] que nous voulons réintégrer le parti, lutter et vaincre avec lui ». ¹¹

Ils ont, en fait, renié toutes leurs idées politiques, et même, tragique ironie, celle que le parti, après leur avoir pris, a mis en application depuis le tournant. C'est en définitive leur arrêt de mort politique qu'ils ont signé.

La déclaration de Radek, Préobrajensky et Smilga, est une grande victoire pour Staline, à plus d'un titre. D'abord, par la stature des trois hommes qui capitulent. Radek est un brillant journaliste, membre de l'Opposition depuis 1923, Smilga est un militant encore jeune, qui a été l'homme de confiance de Lénine pendant la préparation de l'insurrection d'Octobre 1917. C'est un économiste, qui a rejoint l'Opposition unifiée, passant ensuite des positions de Zinoviev à celles de Trotsky. Enfin, Préobrajensky, également économiste, a défendu, dès 1923, les points de vue de l'Opposition, combattant tout particulièrement Boukharine en préconisant une politique d'*industrialisation*.

Outre la question de la stature de ces trois militants, il est essentiel de relever que dans les camps et les isolateurs beaucoup de déportés ont considéré que ces trois dirigeants de l'Opposition allaient négocier à Moscou, en

leur nom et sur leurs positions, c'est-à-dire celles qui leur avaient valu l'exil. La lecture de la *Pravda* est un démenti brutal, une véritable catastrophe, l'annonce d'une débandade générale, que le G.P.U. a habilement préparée : la déclaration publiée dans la *Pravda* est contresignée par quatre cents déportés. Ce motif supplémentaire de satisfaction pour Staline est une véritable bombe dans les camps : non seulement trois des dirigeants historiques de l'Opposition ont capitulé, mais quatre cents de leurs camarades des camps et des isolateurs les ont suivis. C'est un coup terrible porté au moral de ces hommes, qui tous ensemble formaient une opposition qui avait délibérément décidé de poursuivre son combat, sachant les difficultés et l'âpreté de cette lutte. Beaucoup d'exilés capitulent, à la suite de la « Déclaration », mais ils le font individuellement, en hommes brisés. On peut mesurer l'ampleur de la crise que traverse l'Opposition dans ce que Solntsev écrit à Rakovsky en juillet :

« La catastrophe a éclaté. La panique et la confusion règnent ; on cherche des issues individuelles à la situation. Les rapports internes qui, déjà auparavant, étaient loins d'être bons sont devenus partout réellement insupportables. La trahison inouïe [...] des traits a mis sens dessus-dessous toutes les réserves morales, tous les principes qui ne permettent pas certaines choses. *Dégénérescence idéologique et morale complète* : personne n'a confiance en personne, personne ne croit personne. Il s'est créé une atmosphère de méfiance mutuelle, une situation de discussions de groupes, un éloignement et un isolement les uns des autres. Chacun craint d'être trahi, qu'un autre le supplante. Aussi chacun s'efforce-t-il de se glisser dans le parti par-dessus le dos des autres. *La digue est rompue...* Les quelques-uns qui n'ont pas perdu la tête, qui n'ont pas changé d'opinion, ne peuvent rien entreprendre, ne peuvent même pas endiguer la panique ».¹²

Mais au paroxysme de la crise de l'Opposition, alors que tous les exilés semblent s'engager plus ou moins vite sur la voie de la capitulation, le caractère hyperbolique de celle de Préobrajensky, Radek et Smilga commence à sécréter ses anti-corps, à provoquer des réactions de rejet, non seulement chez ceux qui refusent toute forme de capitulation, mais aussi de la part des militants plus hésitants politiquement et engagés sur la pente fatale, qui souhaitaient demander leur réintégration et arrêter leur activité fractionnelle mais se refusent à faire ce qu'ont fait les capitulards : renier leurs idées politiques, dénoncer l'Opposition et condamner Trotsky comme agent du grand capital et de la grande presse...

Pour que l'Opposition ne s'effondre pas définitivement en perdant ces militants qui résistent encore, il faut lutter contre la « [...] dégénérescence idéologique et morale complète » et s'empresse de reconstruire « la digue [qui] est rompue » selon les formules de Solntsev.¹³

Après avoir dénoncé le 27 juillet, dans un article intitulé « Un document honteux », la déclaration des trois comme « [...] un document unique de dégénérescence politique et morale »¹⁴, Trotsky, dans « La psychologie de la capitulation », écrit :

« La capitulation de Radek, Smilga et Préobrajensky est à sa manière un fait politique majeur. Elle démontre avant tout combien s'est vidée une génération grande et héroïque de révolutionnaires dont la destinée était de traverser les expériences de la

guerre et de la révolution d'Octobre. En dépit des formes grotesques de cette capitulation, il y a indubitablement en elle des éléments de tragédie : ces vieux révolutionnaires vaillants et méritants ont rayé leur nom de la liste des vivants. Pour beaucoup de centristes, la voie de la résurrection est ouverte. Pour les capitulards, elle est fermée. Ils se sont privés de la chose plus importante : le droit d'exiger la confiance. Ils ne pourront jamais le regagner ».¹⁵

Pour Trotsky, leur capitulation est pleine d'enseignements. Il en relève deux, essentiels : le premier est que ces militants se sont eux-mêmes condamnés, par avance, dans leurs écrits de 1928 et donne l'exemple de Radek :

« Le 10 mai [1928], il écrivait avec indignation à Préobrajensky, à propos de Zinoviev et Piatakov : « *Faisant violence à leurs propres convictions*, ils se repentent. Il est impossible d'aider la classe ouvrière par la *fausseté* ». Ainsi Radek ne pensait pas qu'il était concevable que les capitulards puissent sincèrement et honnêtement renoncer à leurs idées. [...] Les idées politiques de l'Opposition se sont formées au début de 1923. A la mi-1928, Radek affirmait sans réserve leur justesse. Mais une année plus tard, passée en exil, Radek et le couple des autres déserteurs rédigeaient une déclaration qui se résume dans ces mots : « Le parti avait raison de condamner notre plate-forme » ».¹⁶

Le deuxième enseignement est que ces révolutionnaires n'ont pas supporté l'épreuve et leurs capitulations sont dues à un écroulement moral, que Trotsky décrivait déjà dans l'article intitulé « Ténacité », en juin 1929 :

« L'époque révolutionnaire use rapidement les hommes. [...] Les hommes se dépensent, les nerfs ne résistent plus, la conscience s'élimine et s'effiloche. [...] C'est sous nos yeux que s'usa pour la plus grande part la vieille génération des bolcheviks. Les uns moururent dans la guerre civile, d'autres ne résistèrent pas physiquement ; [...] Des centaines et des centaines de vieux bolcheviks vivent à présent en fonctionnaires soumis, critiquent leurs chefs en buvant une tasse de thé et tirent leur fardeau. Mais ceux-là, tout au moins, n'ont pas mis en œuvre des trucs compliqués, n'ont pas simulé, en se présentant comme des aigles, ne se sont pas occupés de lutte oppositionnelle, n'ont pas écrit de plates-formes, mais tranquillement et lentement se transformèrent durant leur croissance, cessant d'être des révolutionnaires et devenant des bureaucrates. [...] Nous avons vu par toute une série d'exemples comme de vieux bolcheviks, [...] se sont traînés avec leurs dernières forces derrière l'Opposition : les uns jusqu'en 1925, les autres jusqu'en 1927, certains même jusqu'en 1929. Mais finalement, ils étaient usés : ils ont manqué de nerfs ».¹⁷

Trotsky ne saurait toutefois se limiter à dénoncer l'aspect psychologique des capitulations. Son objectif essentiel est d'indiquer que ceux qui ont capitulé ont tout simplement abandonné, trahi le combat de l'Opposition depuis 1923, alors que le zigzag de Staline ne justifie nullement une révision de la stratégie de l'Opposition. Début juillet, Trotsky indique pourquoi le centrisme demeure l'ennemi principal, à l'opposé des capitulards qui considèrent qu'il faut appuyer le centre dans son combat contre la droite :

« Ce sont [...] les centristes qui, pour détourner l'attention du parti de ces questions fondamentales et de leurs oublis, réduisent maintenant en paroles toute la vie du parti à la lutte contre « l'ennemi de droite », c'est-à-dire les groupes de droite dans le parti. Et les centristes de gauche dans l'Opposition ou près d'elle cherchent à nager dans le courant et s'empressent de prendre une couleur protectrice. En fait, qu'y aurait-il de plus simple, au lieu de se poser les problèmes de changer le programme, la stratégie, la tactique et l'organisation de l'I.C. [que] de se consacrer à la lutte facile,

formelle, sur commande, et même rétribuée « contre la droite », alors que le rôle dirigeant dans cette lutte est joué par des opportunistes invétérés [...] ». ¹⁸

Et c'est un argument-massue, en forme de simple constatation, que Trotsky assène sur la tête des capitulars :

« De quelle aide pour les staliniens sont les Piatakov, Radek et autres dans la lutte contre les boukhariniens ? Aucune. Cependant ils peuvent aider considérablement à la lutte contre l'Opposition de gauche. Au contraire, une opposition idéologiquement irréconciliable reste l'aide la meilleure pour les centristes dans leur lutte contre la droite ». ¹⁹

Il s'agit désormais de lutter impitoyablement contre les capitulars tout en essayant de solidifier les militants hésitants que la déroute organisationnelle de l'opposition livre à eux-mêmes et à la pression du G.P.U.

La déclaration de Rakovsky

Quelques semaines après la déclaration des trois, Khristian Rakovsky, en exil à Saratov, commence à discuter avec ses camarades déportés, de l'élaboration d'un texte politique destiné à arrêter la vague de capitulation dans l'Opposition.

Le premier caractère de cette initiative est en fait son défaut majeur et un handicap considérable : elle apparaît tardivement. Ainsi, dans la lettre de Solntsev à Rakovsky de juillet dont des extraits ont été publiés par Iaroslavsky — le G.P.U. ayant intercepté la lettre —, on trouve la trace d'une reconnaissance de cette erreur :

« [...] Nous avons tardé de façon inadmissible [...] ». ²⁰

Mais cette erreur n'est probablement que la simple conséquence d'une autre, plus grave : avoir considéré la troïka Préobrajensky - Radek - Smilga comme représentant l'ensemble de l'Opposition auprès des autorités. La lettre de Solntsev reconnaît implicitement cette erreur en parlant de « trahison inouïe » à propos de la capitulation des trois.

Le second caractère de cette initiative est que, si elle est le fait de Rakovsky, elle est aussi le fruit de l'élaboration de Solntsev et notamment de l'opinion qu'il formule sur ce qu'il convient de faire, dans sa lettre à Rakovsky :

« La tâche à mon avis, c'est d'essayer de faire de ce pas que nous ne pouvons empêcher une manœuvre de notre part dans le genre de celle qui avait été entreprise le 16 octobre 1926. J'ai conscience de tous les aspects négatifs et dangereux d'un pas de ce genre. Mais nous n'avons que deux voies ; ou bien nous laissons courir les événements et ne faisons rien pour empêcher la désagrégation complète de notre mouvement ou bien nous utilisons les minces chances qu'offre ce pas. Quels résultats positifs ce pas peut-il nous apporter, si nous réussissons à le faire ? Avant tout, nous réussirions [...] à prendre l'initiative de notre côté, bien que d'une façon qui sent bien mauvais ». ²¹

En effet, le problème est que « beaucoup vont signer la renonciation au travail fractionnel sans se préoccuper de savoir qui a rédigé la déclaration ». ²²

Or, il n'est pas indifférent qu'elle émane de I.N. Smirnov, d'une initiative individuelle ou de Rakovsky et ses camarades. Solntsev précise :

« Dans le premier cas, ce serait certainement un pas vers la liquidation de l'Opposition, dans le second cas cette déclaration constituera le point de départ d'une manœuvre pour préserver l'Opposition ». ²³

Il n'est pas étonnant que Rakovsky soit mentionné en premier par Solntsev. Il peut en effet incarner un point de ralliement pour ceux qui refusent la capitulation mais aussi pour ceux qui se tournent plus ou moins nettement vers elle. Cela tient à la forte personnalité de l'ancien ambassadeur de l'Union soviétique en France, révolutionnaire et internationaliste convaincu, opposant dès 1923, dirigeant aux côtés de Trotsky de l'Opposition unifiée, exilé à Astrakan en 1928, puis à Saratov et que Pierre Broué décrit comme « [...] l'un des hommes les plus haïs des bureaucrates au pouvoir [...] » ²⁴. Son autorité politique et morale est incontestable dans les rangs de l'Opposition russe dont il est le véritable leader depuis l'exil de Trotsky et de Léon Sedov. Et, répondant au vœu de Solntsev, Rakovsky va mettre à profit cette autorité.

Solntsev souligne également le « danger Smirnov » qui est un sous-produit du retard pris dans la lutte pour préserver l'Opposition contre les capitulars : Ivan N. Smirnov, qui condamne la capitulation des trois, a repris leurs revendications initiales et a également entrepris des pourparlers avec la direction du parti. Les opposants instruits par l'expérience, considèrent, et c'est le cas de Solntsev, qu'il va évoluer comme ses trois devanciers, et qu'il risque d'entraîner avec lui une nouvelle vague de déportés désorientés.

Enfin, Solntsev souligne le danger essentiel de la déclaration :

« Le danger principal est que l'Opposition ne la comprenne pas. Elle va réunir tous ceux qui hésitent et répugner à tous ceux qui sont restés dévoués à la plate-forme. Il n'existe de garantie que dans la mesure où ce pas est entrepris par des dirigeants en qui on a confiance ». ²⁵

C'est là, globalement, la portée et la signification politiques mêmes que Rakovsky donne aux deux documents qu'il élabore en août : la « Déclaration au Comité Central et à la Commission Centrale de Contrôle », cosignée par Vladimir V. Kossior et Mikhaïl N. Okoudjava, l'ancien secrétaire du P.C. géorgien déporté à Samarkand, puis contresignée par des centaines de déportés, et des « Thèses » également signées par Kossior et Okoudjava, destinées à appuyer la déclaration auprès des militants. C'est incontestablement une grosse responsabilité que Rakovsky prend en rédigeant la « Déclaration » et en la faisant circuler, avec les « Thèses », dans les colonies de déportés pour obtenir leurs signatures avant d'en envoyer le texte au comité central : mais la situation lui impose de prendre un tel risque.

Cette déclaration, à l'exception d'un bref paragraphe sur l'I.C. n'étudie que les problèmes internes de l'U.R.S.S., et aborde ainsi, après un court rappel des événements depuis le XV^e congrès, les difficultés intérieures consécutives à « [...] la nouvelle édification socialiste » ²⁶.

Soulignant les dangers extérieurs (conflit sino-russe, « [...] réveil de la politique d'intervention de l'impérialisme international »), les signataires estiment que la réalisation du plan quinquennal va entraîner « [...] une ten-

sion extrême des forces productives et des capacités fiscales des masses ouvrières et paysannes [...] », et que « l'acquisition d'un outillage étranger [...] » aura pour résultat « [...] une augmentation du coût de la vie, ainsi qu'une baisse du salaire réel »²⁷. La place des bolcheviks-léninistes, enjeu décisif de cette déclaration, est ainsi définie :

« Nous estimons que la lutte pour la réalisation du Plan quinquennal constitue, après la guerre civile, l'engagement le plus sérieux qui ait eu lieu entre le parti communiste et le prolétariat derrière lui, ainsi que les paysans pauvres, d'un côté, et le capitalisme qui relève la tête, de l'autre. [...] L'échec de ces plans ouvrirait la voie à un courant de droite dont la politique [...] amènerait la restauration du capitalisme et la chute de la dictature du prolétariat. [...] Avec la majorité du parti, nous reconnaissons que le *danger de droite*, à l'intérieur du parti, constitue une *menace directe et immédiate* pour l'édification socialiste ». ²⁸

Après avoir préconisé une réelle épuration des droitiers du parti, Rakovsky et ses camarades consacrent un très long paragraphe au problème du koulak. Ils considèrent qu'en matière de collectivisation, « [...] la tâche principale et fondamentale doit être d'amener le paysan, progressivement, mais avec persévérance, à l'exploitation collective, la seule qui constitue une base solide pour l'édification de l'économie socialiste »²⁹. Quant au koulak, l'on doit tout à la fois cesser de l'intégrer et le combattre en prenant appui sur des organisations de paysans pauvres, qui feront la jonction avec les paysans moyens et les soustrairont à la tutelle politique des koulaks.

La partie suivante de la déclaration, consacrée au problème de la bureaucratie dans l'appareil d'Etat, réclame une lutte contre cette bureaucratie. Soulignant l'aspect financier considérable que représente l'entretien d'un immense appareil gouvernemental et syndical, ainsi que celui du parti, les signataires traitent le bureaucratisme de « véritable calamité nationale », responsable de scandales et abus de toutes sortes, et déclarent :

« [...] *Seul un appareil reposant sur la confiance des masses*, un appareil basé sur l'*éligibilité*, sur l'*amovibilité* et sur le respect de la *légalité révolutionnaire*, peut correspondre aux intérêts des masses laborieuses et aux exigences de la dictature prolétarienne ». ³⁰

De même, « *la démocratie dans le parti*, prévue par le programme et les statuts, les décisions des congrès et plenums et en particulier la résolution de décembre 1923, [...] *doit être réalisée intégralement* »³¹.

Enfin, tout en « adoptant la nouvelle ligne de l'Internationale communiste dans la lutte contre le danger de droite, [et tout en] reconnaissant que sa tâche essentielle est la lutte contre la social-démocratie [...] », les signataires estiment « [...] en même temps que la direction de l'I.C. n'est pas sortie de sa période de fluctuations idéologiques »³². Les derniers paragraphes sont consacrés à la définition de l'attitude de l'Opposition de gauche vis-à-vis du parti :

« Nous avons, dans la présente déclaration, exposé l'ensemble des questions importantes sur lesquelles l'appréciation de l'Opposition coïncide avec celle du parti, sans dissimuler au parti ni à sa direction les désaccords qui subsistent ». ³³

Les signataires considèrent que leur devoir est de « [...] soutenir, entièrement et sans condition, le parti et le comité central dans l'application des

plans d'édification socialiste [...] » et constatent que les « circonstances nouvelles » (le « tournant », la lutte contre la droite, ...) ont « [...] en partie supprimé les barrières qui séparaient du parti l'Opposition des bolcheviks-léninistes »³⁴.

Considérant que ces nouvelles circonstances « [...] doivent amener une amélioration des rapports qui se sont créés entre l'Opposition léniniste et la direction du parti, rapports pénibles, qui ont résulté de notre action [...] et aussi de la répression exercée par la direction contre l'Opposition », les signataires, au nom de l'Opposition, demandent leur réintégration au sein du parti, la relaxe pour les bolcheviks-léninistes et le retour d'exil de Trotsky — dont ils indiquent que l'expulsion a été « [...] la plus grande erreur politique de la direction du parti »³⁵. Enfin, considérant comme « nocive » l'existence de fractions, les signataires se déclarent prêts à renoncer aux méthodes fractionnelles de lutte.

Cette déclaration, dans sa version finale, est envoyée le 22 août 1929 au comité central et à la commission centrale de contrôle et porte, outre les signatures de Rakovsky, Kossior et Okoudjava, celles de cinq cents déportés, dont de nombreux vieux-bolcheviks, opposants de longue date. Dans sa « lettre d'accompagnement de la déclaration du 22 août 1929 »³⁶, Rakovsky indique qu'à la date du 8 septembre, quatre-vingt-cinq colonies de déportés se sont ralliées à la déclaration.

Une étape nécessaire... Une étape suffisante ?

Pacifique et modérée, telles sont les caractéristiques principales de la déclaration. Recherchant et établissant exhaustivement les points d'accord entre l'Opposition et le parti, le texte n'aborde pas — ou peu — les désaccords. Réaffirmant la politique de l'Opposition, la déclaration reconnaît aussi les aspects positifs du tournant de la direction. La trame générale et bien des aspects particuliers rappellent les termes de la lettre de Solntsev, celui-ci figurant d'ailleurs sur la liste des signataires.

La déclaration demande la réintégration de l'Opposition dans le parti et se déclare prête à arrêter le travail fractionnel, en contrepartie du retour de la démocratie dans le parti, de l'arrêt de la répression contre l'Opposition de gauche et du retour de Trotsky.

Peut-elle être considérée comme une capitulation ? Non, car elle diffère, sur un point essentiel, de la déclaration de Radek, Préobrajensky et Smilga : loin de renier leurs positions politiques, les signataires réaffirment la justesse de la ligne politique de l'Opposition. Peut-elle, alors, être considérée comme une pré-capitulation ?

C'est l'opinion de nombre de déportés qui la critiquent « à gauche ». C'est ce que prévoyait et craignait Solntsev :

« Ceux qui ne comprendront pas immédiatement le but et l'importance de la manœuvre feront du bruit comme au 16 octobre [1926]. [...] Ce sera le cas pour notre gauche, qui vit encore dans les masses, pour notre jeunesse [...] ». ³⁷

Il est vrai que la déclaration comporte de nombreuses concessions qui ne peuvent que choquer les éléments les plus radicaux de l'Opposition — mais

est-ce bien à eux que la déclaration s'adresse ? — : ainsi, la déclaration attaque vivement la droite mais ne souffle mot du centre qui l'a si longtemps protégée — à l'époque du bloc centre-droite — contre les coups de la gauche, alors que Trotsky présente le centre comme « l'ennemi principal ». De même, à propos de la bureaucratie, la déclaration affirme être « avec le parti [...] pour une lutte décisive et implacable contre la bureaucratie [...] ». Il est difficile également pour un bolchevik-léniniste déporté d'admettre le silence du texte sur les questions du socialisme dans un seul pays et de la révolution mondiale — à peine évoquée — alors qu'il apparaît, à quatorze reprises, le terme d'« édification socialiste »... dans un seul pays... Parler d'« édification socialiste », n'est-ce pas contradictoire avec les formules de zigzag ou d'aventure bureaucratique qu'utilise Trotsky ?

Mais, en contrepoint de ces concessions indiscutables à la direction du parti, il faut relever d'autres points : au centre, la politique visant à s'appuyer, dans les campagnes, sur les paysans pauvres, pour gagner à terme les paysans moyens et les amener progressivement dans le cadre de la collectivisation est une réponse percutante à la politique bureaucratique et sauvage de Staline, qui contraint les paysans pauvres et moyens et « dékoulakise » car il a trop longtemps favorisé leurs intérêts et ne sait pas combattre *politiquement* le koulak. Il faut également prendre en considération la dénonciation des méthodes bureaucratiques de l'I.C., la dénonciation de la politique interventionniste de l'impérialisme (conflit sino-russe) à l'opposé, sur ce point, des positions erronées de Paz et Urbahns.

Le paragraphe réclamant la réalisation complète de la démocratie dans le parti, l'éligibilité et l'amovibilité de l'appareil, l'appui sur la résolution de décembre 1923, sont des revendications essentielles qui contrebalancent le délicat passage du texte où la direction (répressive) et l'Opposition (fautive) sont déclarées *conjointement* responsables de leurs mauvais rapports.

Ainsi, chaque concession faite à la direction du parti se voit, au moins en partie, « corrigée » par la réaffirmation des points de vue fondamentaux de l'Opposition. Toutefois, il est visible que les signataires ont volontairement insisté davantage sur ce qui les rapprochait du parti, y compris au moyen de concessions, que sur ce qui les en séparait. Ce savant dosage, entre « concessions » et « réaffirmations » politiques, donne son véritable caractère à cette déclaration : c'est une *manœuvre*. Elle n'est pas destinée aux éléments radicaux mais aux hésitants qui se rapprochent du parti sans pour autant réaffirmer leur politique et qui risquent de franchir le pas décisif : renier leur politique et capituler. Si les éléments radicaux critiquent la déclaration, en revanche cinq cents déportés, dont une majorité probable de militants désorientés et découragés, la signent, resserrant ainsi les rangs derrière la bannière de Rakovsky.

Le but fixé à la déclaration, d'arrêter la vague des capitulations, est ainsi indéniablement atteint, et ce pas tactique sauve ce qui peut l'être et préserve l'Opposition.

Dans leur correspondance avec Léon Sedov, plusieurs militants exilés donnent leur appréciation sur la déclaration de Rakovsky. Ainsi, de Biysk où il est déporté, N.I. Mekler, écrit qu'il pense que « quelques camarades fati-

gués et des sceptiques abandonneront encore » mais qu'il « [...] y a beaucoup de nouveaux et aussi beaucoup de camarades fermes et fidèles »³⁸. Un autre déporté, Iacha A. Kievlenko, écrit :

« La déclaration de Saratov était évidemment *nécessaire*. Les événements le prouvent clairement. Les avis à son sujet sont très partagés, en dehors des nombreuses signatures. Certains l'ont accueillie favorablement, satisfaits de sa tendance conciliatrice, et tentent de s'en servir pour aller plus à droite ; d'autres l'ont accueillie sans une ombre d'enthousiasme (« le moral baisse »), la considérant comme un moindre mal, et l'ont signée (après corrections), estimant qu'il n'était pas possible de faire autrement, vu la situation dans le pays, le parti et l'*Opposition*. Nous reconnaissons qu'il est nécessaire d'exprimer l'exigence qui se fait jour chez de nombreux camarades de frapper à la porte du parti. Nous reconnaissons le changement de tactique défini dans la déclaration [...] »³⁹

La pleine dimension politique de la déclaration, c'est le parti qui va la donner, par sa réaction :

« [...] La brutalité de la fin de non-recevoir opposée par l'appareil à la déclaration d'août, les violentes attaques signées Iaroslavsky dans la *Pravda*, les représailles féroces exercées contre Rakovsky, enlevé de Saratov et déporté dans les conditions inhumaines de Barnaoul, contre Sosnovsky, envoyé dans les isolateurs de Tchéliabinsk puis Tomsk enfin — un vrai tombeau — achèvent de convaincre les authentiques hésitants, les conciliateurs sincères, les naïfs véritables [...] »⁴⁰

En effet, outre l'accentuation de la répression contre les initiateurs de la déclaration, la seule réponse de l'appareil émane de Iaroslavsky, responsable des « négociations » avec les candidats à la capitulation. Dans un article, publié dans la *Pravda*, il accuse l'Opposition de vouloir tromper le parti, de tenter de le duper.

Trotsky réplique dans le *Biulleten* :

« [...] La candeur avec laquelle l'Opposition réclame sa réintégration dans le Parti n'apparaît pas du tout fortuite au gardien de l'appareil qui y voit une tentative de tromper. Les opposants ne savent-ils pas — c'est une idée personnelle mais évidente de Iaroslavsky — qu'il ne peut laisser entrer que les gens à la colonne brisée, qui déclarent que ce qui est blanc est noir ? De quel droit des gens qui ont gardé intacte leur colonne vertébrale osent-ils frapper à la porte et troubler le repos du concierge ? De toute évidence pour tromper le parti »⁴¹

Ainsi, la réaction du parti, tout au moins de sa direction, ne peut que conforter les signataires de la déclaration et les déportés hésitants. Rakovsky, dans les « Thèses » d'accompagnement à la déclaration, écrit :

« [...] Un régime correct et démocratique dans le parti est la *pierre de touche d'un véritable cours à gauche* »⁴²

La déclaration de Rakovsky a donc bloqué la crise de l'Opposition sur une position qui peut être qualifiée de « minimale » vis-à-vis du parti. Mais son caractère de repli tactique et de manœuvre ne peut résister durablement à l'évolution de la situation, à la pression des militants qui veulent réintégrer le parti et aux candidats à la capitulation qui se regroupent autour de Ivan N. Smirnov.

De nombreux opposants déportés réclament une nouvelle initiative, à caractère théorique, pour définir les positions politiques fondamentales des bolcheviks-léninistes. Ainsi, Kievlenko exprime ce vœu :

« Tout le monde attend que L.D. [Trotsky] dise quelque chose, mais rien ne nous parvient. En conclusion, il faut redresser le front sur la ligne que Kh. G. [Rakovsky] a dans son ensemble définie de façon juste. Sinon, *la catastrophe est inévitable*. Il faut élaborer un document unificateur, parler du plan quinquennal, etc. *On ne peut pas retenir les gens avec de bons sentiments. Peu de gens restent fermes. La grande masse exige des réponses de fond sur les divergences. Il faut formuler notre position clairement* ». ⁴³

Un autre déporté, Boris N. Viaznikovtsev écrit à Sedov, son ancien camarade d'études, à propos de la déclaration de Rakovsky :

« Personnellement, je ne m'y suis pas rallié, bien que je pense qu'il fallait l'écrire. Mais c'était une déclaration pour les fuyards, par pour ceux qui sont restés sur les anciennes positions. [...] Il est impossible de bâtir un groupe solide sur la base de cette déclaration. Elle pouvait nous aider à gagner du temps pour reconstruire nos rangs. Mais, maintenant, la gauche va se désorganiser. Je répète qu'il ne faut pas en rester là : il faut au plus vite revenir aux positions du 21 octobre 1928 et du texte « La crise du bloc centre-droite ». C'est l'orientation que prennent les meilleurs ». ⁴⁴

D'autre part, la déclaration ne peut empêcher une nouvelle vague de capitulation, qui mûrissait depuis de longues semaines, à l'initiative de Smirnov, qui élaborait et faisait circuler de nombreux projets jugés trop faibles — Smirnov tentant d'échapper à une capitulation aussi honteuse que celle de Radek, Smilga et Préobrajensky.

L'évolution de Smirnov vers la capitulation n'a pas l'effet escompté par la direction du parti. Tout au contraire ! Les projets et contre-projets successifs auxquels est contraint Smirnov, dans un contexte où l'Opposition se ressaisit, sont l'objet de railleries de la part des déportés. Le vieux bolchevik géorgien Koté M. Tsintsadzé, en déportation, écrit à Trotsky :

« Tous ces « honnêtes gens » — I.N. Smirnov — ces « nés en prison » — Mratchkovsky, Beloborodov et autres — se sont révélés des révolutionnaires de rien du tout. Ces gens-là ont bu toute honte pour récupérer leur carte du parti. Mais ils en sont pour leurs frais : on les utilise pour boucher de petits trous dans l'appareil soviétique. Smirnov diffuse parmi les déportés son projet de déclaration. Dans laquelle (il en a déjà écrit six) expose-t-il ses idées authentiques ? On n'en sait rien ». ⁴⁵

Il semble que la position communément admise dans l'opposition soit celle exprimée par Kievlenko :

« Il ne faut pas s'occuper de ceux qui rejoindront demain Belob[orodov], Mratch[kovsky] et Smirnov, mais de ceux qui restent, et de ceux qui prennent la relève ». ⁴⁶

Pourtant, lors de la capitulation finale de Smirnov et Mikhaïl S. Boguslavsky — vieux-bolchevik, déviste, opposant dès 1923, exclu en 1927 puis déporté — le 27 octobre 1929, un bon nombre de vieux bolcheviks mais surtout de vieux militants de l'Opposition de 1923, les suivent : on trouve ainsi, outre Sergei V. Mratchkovsky effectivement né en prison, bolchevik en 1907, opposant dès 1923 et exclu en 1927 pour l'affaire de l'imprimerie clandes-

tine, et Beloborodov, le vieux-bolchevik arménien, Vagarchak A. Ter-Vaganian et Nikolai I. Oufimtsev, membre du parti depuis 1906 et ancien commissaire politique de l'Armée rouge. C'est le symptôme d'un changement profond de la composition de l'Opposition.

Ayant reçu la déclaration de Rakovsky le 22 septembre, Trotsky, le 25, rédige une « Lettre ouverte aux Bolcheviks-Léninistes signataires de la déclaration du 22 août 1929 », dans laquelle il déclare d'emblée :

« Bien que je n'aie pris aucune part à la rédaction et ne puisse en conséquence assumer la responsabilité de toutes ses formulations, j'y oppose ma signature parce qu'elle est fondamentalement sur la ligne des Bolcheviks-Léninistes (Opposition) ». ⁴⁷

Soulignant, à deux reprises, que les termes modérés de la déclaration ne sont « [...] nullement équivoques », Trotsky affirme :

« Un marxiste n'aurait le devoir de refuser de signer votre déclaration que s'il en était venu à la conclusion que Thermidor est un fait accompli, le parti un cadavre, et que la route vers la dictature du prolétariat passe par une nouvelle révolution. Bien qu'on nous ait attribué des dizaines de fois cette opinion, nous n'avons rien à voir avec elle. C'est pourquoi la déclaration du 22 août apparaît comme une étape naturelle sur le chemin politique de l'Opposition ». ⁴⁸

En réponse aux critiques concernant la déclaration, il indique sa méthode, celle qui l'a conduit à signer ce texte :

« On peut certainement faire un certain nombre de remarques critiques sur le texte de cette déclaration. J'en ai présenté quelques-unes, *sous une forme positive et constructive*, dans ma lettre ouverte ». ⁴⁹

On trouve en effet plusieurs exemples dans la lettre ouverte, comme à propos de la renonciation possible aux méthodes de fraction :

« Vous pensez qu'il est possible d'entreprendre de se soumettre à la discipline du parti, puisqu'il n'est pas douteux que notre critique théorique aidera objectivement à liquider des principes stratégiques incorrects, tout comme elle l'a déjà fait pour liquider bon nombre de conclusions tactiques fausses ». ⁵⁰

A cette position objectiviste, dangereusement proche de celle de Préobrajensky — qui voyait, dans la reprise des théories économiques de la gauche, l'instrument qui modifierait, objectivement, le régime du parti (donc sans même la pression de l'Opposition...) — Trotsky oppose une simple constatation, que chaque déporté peut faire également :

« Mais c'est précisément pourquoi la direction s'oppose, en redoublant d'efforts, à la réintégration de l'Opposition dans les rangs du parti ». ⁵¹

A propos du paragraphe sur l'I.C., Trotsky s'appuyant sur le rejet — implicite dans la déclaration — du socialisme dans un seul pays, souligne que « [...] le problème fondamental de la révolution d'Octobre — *la transformation de la société bourgeoise en société socialiste* — ne peut en aucun cas être pleinement résolu sans un développement parallèle de la révolution internationale [...] ». Or, c'est à juste titre que la déclaration considère que « la direction de l'I.C. n'est pas sortie de la période des fluctuations idéologiques », et Trotsky souligne qu'il faut ajouter que « [...] ce qui se passe en réalité est un nouvel affaiblissement de l'I.C., sur le plan de son organisation

comme de sa politique ». ⁵² En conclusion, Trotsky aborde un dernier problème :

« Pour la révolution d'Octobre et sous le drapeau de Lénine, les oppositionnels se battraient toujours et en toute circonstance. Il s'agit d'un devoir plus élevé que les normes d'organisation et l'appartenance formelle au parti. Dans votre déclaration, vous dites seulement que les intérêts de la révolution exigent que l'Opposition ait la possibilité de faire son devoir normalement dans les rangs du parti. Je m'associe entièrement à cet objectif ». ⁵³

Ces remarques de Trotsky, ont pour objet de dégager toute la portée politique de la déclaration de Rakovsky, par delà toutes les critiques dont beaucoup n'ont pas été formulées avec la même méthode et la même démarche que Trotsky. La caution qu'apporte Trotsky à la déclaration du 22 août est très importante pour l'opposition russe, même si cet appui arrive tardivement. Et c'est aussi en pensant à l'Opposition internationale que Trotsky appuie la déclaration :

« Quelle est la tâche de l'Opposition internationale en relation avec ce pas important pris par l'opposition russe ? En profiter pour dénoncer les mensonges sur le caractère « contre-révolutionnaire, défaitiste, etc. » de l'opposition, aux yeux de tous les ouvriers communistes qui ont été abusés. Il faut utiliser la déclaration pour ébranler, affaiblir, abattre les barrières artificielles érigées par l'I.C. entre les membres des P.C. officiels et l'Opposition de gauche. [...] Ce dont il s'agit, c'est de l'emploi d'une politique de front unique vis-à-vis des P.C. officiels. [...] Quelques ultra-gauchistes verront peut-être dans cette déclaration un geste capitulard. Mais si nous céditions à ces ultra-gauches, nous deviendrions inévitablement une secte. C'est pourquoi la question de cette déclaration, de la façon de l'interpréter, de la campagne d'agitation que nous devrions développer autour d'elle afin d'opérer une percée vers la base du parti — ces questions, me semble-t-il, n'ont pas moins d'importance que le conflit sino-soviétique pour l'évolution ultérieure des groupements à l'intérieur de l'opposition internationale ». ⁵⁴

L'« étape révolue » et la tactique en U.R.S.S.

Dans la période qui suit la signature de la déclaration du 22 août par Trotsky, en liaison avec le raffermissement de l'Opposition russe, de nouveaux problèmes d'orientation et de tactique politiques se posent en U.R.S.S.

Très rapidement, Trotsky considère que la déclaration du 22 août est une « étape dépassée », vis-à-vis des capitulards et vis-à-vis du parti. A propos des premiers, Trotsky écrit :

« Pour quelques-uns des signataires, elle n'était qu'un pont vers un nouveau document à moitié capitulard ou tout à fait capitulard. Pour nous, elle était la concession maximale aux pacifistes. [...] Tous ceux qui feraient un pas à droite de cette déclaration, il faut les y aider par un bon coup de pied ». ⁵⁵

Dans un texte intitulé « La tactique en U.R.S.S. », Trotsky considère que la « déclaration de Rakovsky et des autres est un épisode qui se montrera plus d'une fois utile à l'avenir », et souligne que « le zigzag de Staline nécessitait quelques modifications de la tactique de l'Opposition de gauche il y a plus d'un an et demi [...] [et que] la revendication du vote secret reste bien

entendu valide » ⁵⁶, tout comme la conduite de grèves. Dès octobre, Trotsky se prononce pour un nouvel appel au parti qui ressoudrait l'Opposition. Rappelant que l'Opposition n'a rien de commun avec les capitulards et que la crise est surmontée, Trotsky affirme :

« Que ne restent en exil non pas trois cent-cinquante, fidèles à notre drapeau, mais trente-cinq, voire trois : le drapeau restera, la ligne stratégique restera et l'avenir restera ». ⁵⁷

Le 4 octobre, Rakovsky publie une nouvelle déclaration dans laquelle il se prononce notamment contre une collectivisation radicale. Dans une lettre à Léon Sedov, il indique que le paragraphe sur l'I.C. a été « [...] revu, complété, de même que d'autres points encore » ⁵⁸.

La correspondance des déportés avec Sedov indique des réactions divergentes à la prise de position de Trotsky. Ainsi, N.I. Mekler ;

« Je suis très content que le Vieux se soit rallié à la déclaration de Kh[ristian]. [...] J'ai reçu hier un mot de Kh. Il était terriblement heureux de votre soutien ». ⁵⁹

En revanche, Iacha A. Kievlenlo rapporte à Sedov la position de la colonie de Kamen :

« Dans ses dernières lettres, L.D. ne donne pas de réponse précise sur la caractérisation de la politique de la direction. [...] La déclaration de Kh[ristian] G. [Rakovsky] ne pose ni ne résoud les questions essentielles. C'est bien une « étape révolue », qui était à peine nécessaire ». ⁶⁰

La crise de l'Opposition est désormais surmontée et le meilleur indice en est la lettre ouverte de Dingelstedt à Kharine : ce dernier, après sa capitulation et son retour en U.R.S.S., fait circuler un texte appelant l'Opposition à suivre son exemple. La féroce réponse de Dingelstedt met un terme à cette tentative.

Les vagues successives de capitulations, la perte de plusieurs dirigeants historiques de l'Opposition sont des coups terribles.

Les effectifs chutent très nettement au cours de cette période : Isaac Deutscher, considère qu'entre le début et la fin 1929, le nombre de déportés sur la ligne de l'Opposition passe de huit mille à un peu plus de mille ⁶¹. Cette estimation, et l'indication qu'avant la crise l'Opposition comptait deux fois plus de militants qu'au temps de sa légalité relative au sein du parti en 1927 (avant le XV^e congrès), sont corroborées, en ce qui concerne les effectifs d'après la crise par Rakovsky, qui dans une lettre à Sedov, se livre, sur la base de la campagne de signatures sur sa déclaration, à une estimation du nombre d'exilés fidèles à l'Opposition de gauche — excluant ainsi les « décistes », que Deutscher compte peut-être :

« Combien en reste-t-il ? C'est très difficile de le dire. Peut-être huit cents en tout. Ils sont tous de notre avis, mais nous avons des difficultés insurmontables pour communiquer entre nous ». ⁶²

La composition de l'Opposition est profondément modifiée par cette crise, où elle perd presque toute sa vieille garde de 1923. Il ne reste que trois militants anciens très connus : Rakovsky, Sosnovsky et Mouralov. Autour, on trouve essentiellement des jeunes, plus enthousiastes mais moins formés et sans prestige — pour le parti.

Hors d'Union soviétique, les groupes et les revues de l'Opposition se bornent, au cours de l'été 1929 — qui constitue avant tout pour eux la période de différenciation dans leurs rangs —, à publier les articles de Trotsky sur les capitulards et sur l'évolution de la situation de l'Opposition russe. Pourtant, en liaison évidente avec les problèmes politiques qui existent entre certains groupes et l'Opposition, au cours de la période de différenciation, de nouvelles difficultés, de nouveaux désaccords surgissent. Ainsi, Trotsky rappelle très souvent le caractère inadmissible des pratiques d'Urbahns, à la tête du Leninbund : l'organe allemand publié, sans le moindre commentaire, des textes de Radek, Préobrajensky et Smilga.

Comme l'écrit Trotsky, dans une lettre à un militant du Leninbund, « la position qu'adoptera la direction officielle du Leninbund à propos des derniers événements au sein de l'Opposition russe (la déclaration de Rakovsky et de ses camarades) influera sérieusement sur le développement du Leninbund »⁶³. Or, au même moment, on peut lire dans *Die Fabne des Kommunismus* :

« Nous déclarons avec fermeté que nous n'approuvons pas cette démarche de l'Opposition russe, que nous ne pouvons pas taire que nous craignons que cette démarche soit plutôt un lourd préjudice aussi bien pour l'Opposition russe que pour l'Opposition internationale ».⁶⁴

Alors que Grylewicz et Joko dénoncent les « [...] graves errements politiques de la majorité du Leninbund dans les questions politiques et théoriques fondamentales de notre combat »⁶⁵, Trotsky constate qu'Urbahns reprend après Iaroslavsky l'idée d'une destruction de l'Opposition russe et s'indigne :

« Il est difficile de s'imaginer une chose plus stupide ».⁶⁶

Quant à *Contre le Courant* et au groupe Paz, ils condamnent la déclaration en ces termes :

« Quitte à nous faire traiter de « pédants » ou d'« hommes bornés », nous n'hésitons pas à dire que nous n'apercevons pas la nécessité de la Déclaration de Rakovsky. Nous pensons, au contraire, que c'est une étape malheureuse, une faute lourde dans la voie de l'Opposition russe ».⁶⁷

Trotsky, après avoir stigmatisé la position d'Urbahns, aborde le cas de Paz, avec qui il a rompu :

« Afin que rien ne manque dans le tableau, apparaît ici un vieux guerrier couvert de blessures — Maurice Paz, dans le rôle d'un Caton de la révolution avec sa plateforme sublime [...] Il existe une espèce de dilettantes communistes qui rôdent autour du brasier de la révolution, mais prennent avant tout bien garde de ne pas se brûler les doigts. [...] Et de tels « révolutionnaires » en chambre voudraient donner des leçons de fermeté à Rakovsky, Sosnovsky, Mouralov, [...] et tant d'autres qui ont derrière eux des décennies de lutte révolutionnaire, de prison, de travail clandestin, de déportation et qui démontrent leur fidélité au prolétariat aujourd'hui encore dans les Monts Altaï, dans les isolateurs de Tchéliabinsk et de Tobolsk et pas dans les couloirs du Palais de Justice de Paris ».⁶⁸

En contrepoint de la condamnation de la déclaration par Paz et Urbahns, on peut relever deux prises de position favorables à Rakovsky et qui émanent l'une du groupe autrichien de Frey et l'autre du groupe d'émigrés espagnols

en Belgique, qui sont en contacts avec *La Vérité*. Le 16 octobre, la direction de la K.P.Ö (Opposition) écrit une lettre ouverte aux membres du parti communiste d'Autriche dans laquelle les opposants déclarent :

« L'Opposition russe de gauche n'a pas capitulé ! Elle demande sa place dans le parti, non pas en sacrifiant ses conceptions révolutionnaires, mais selon ses conceptions sur la défense de la révolution ! [...] Il faudrait que nous, membres du P.C. autrichien (Opposition), écrivions une lettre ouverte semblable au C.C. du P.C. autrichien. Pourquoi ne le faisons-nous pas ? Parce que nous savons que le P.C. autrichien [...] dépend complètement de la direction de la fraction stalinienne à Moscou. Mais il est extrêmement important de savoir ce que vous, les membres du P.C. autrichien, pensez de l'union des communistes. [...] Aussi peu que l'Opposition russe de gauche, nous ne pensons à la capitulation, c'est-à-dire à l'abandon de nos idées. Mais nous pensons à l'Union soviétique, au prolétariat mondial, à la révolution mondiale, nous pensons qu'il est grandement temps de pater par un front renforcé aux dangers croissants et nous croyons être d'accord avec vous si nous pensons qu'il n'y a qu'un moyen pour cela : l'unification de tous les communistes sur la base des idées de Lénine ».⁶⁹

Trotsky félicite Frey pour cette « magnifique lettre » et écrit à Rosmer :

« La lettre de Frey est une riposte excellente non seulement à Urbahns, mais à beaucoup d'autres, dans nos rangs, qui ne comprennent pas la nécessité de trouver la liaison avec la masse du parti. On parle beaucoup de front unique avec les socialistes, avec les syndicats d'Amsterdam, etc. Mais, pour l'Opposition, le front unique le plus impérieux et le plus urgent, c'est celui avec le parti. [...] Frey démontre que, malgré ses traits particuliers, il a une valeur politique sérieuse ».⁷⁰

La Vérité du 29 novembre 1929 publie un article de Henri Lacroix, responsable du groupe d'opposants espagnols en Belgique, qui écrit :

« Il y a certainement dans la déclaration quelque chose qui diffère du langage de l'Opposition léniniste. Mais cette différence bien compréhensible, si l'on tient compte des conditions dans lesquelles doivent travailler nos camarades de l'Union soviétique, s'efface devant l'extrême importance que nous attachons, nous, à ce document. [...] La déclaration de Rakovsky est l'expression formelle de nos désirs d'unité dans la lutte pour la défense de l'Union soviétique et de l'Internationale communiste. [...] [Elle] montrera à la classe ouvrière que c'est nous, oppositionnels, qui voulons l'unité et que c'est Staline qui provoque et réalise la division au sein de l'I.C. Les défauts qu'elle peut avoir sont insignifiants comparés aux résultats qu'elle doit donner et à l'utilisation que nous devons en faire, et nous sommes convaincus que les oppositionnels espagnols lui donneront leur adhésion ».⁷¹

Un dernier aspect de cette crise, le problème des liaisons avec l'U.R.S.S. — et des délais — trouve un début de solution avec la publication, à Paris, du *Biulleten Oppositsii*. La préparation est effectuée à Prinkipo, puis les épreuves sont envoyées à Paris pour le tirage et la diffusion, sauf en ce qui concerne l'U.R.S.S. A Paris, c'est Henri Molinier, membre du groupe de *La Vérité*, qui s'occupe des questions administratives (et non plus Kharine qui en était initialement responsable) sous le contrôle, plus ou moins direct, de Trotsky et Sedov. Raymond Molinier, en liaison avec Sedov, s'occupe de la diffusion dans les groupes et de la centralisation financière. Jean Meichler, ancien du P.C. passé à l'Opposition et lié à Molinier, sert de « boîte aux lettres » à Paris pour le courrier en provenance d'U.R.S.S. et pour les articles

adressés au *Biulleten*. Les exemplaires envoyés en U.R.S.S., au moment de la crise de l'Opposition, ont joué un rôle incontestable même s'ils ont parfois atteint leurs destinations avec retard. L'existence de ce bulletin de l'Opposition russe est ainsi un atout précieux, du point de vue des liens avec l'Opposition internationale.

NOTES

1. Le contact et l'acheminement du courrier fonctionne mais il est assez lent. Cf. *Cahiers Léon Trotsky*, n° 7/8, *op. cit.*, p. 120, note 7.
2. Lettre de Victor Serge, avril 1929, in *Contre le Courant*, 6 mai 1929.
3. P. Broué, « Les trotskystes en Union soviétique », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 6, *op. cit.*, p. 18.
4. Trotsky, « Ténacité », 7 juin 1929, in *Contre le Courant*, n° 33-34, 10 juillet 1929, pp. 1-3.
5. *Ibidem.*
6. *Ibidem.*
7. *Ibidem.*
8. Préobrajensky, Radek et Smilga, « Déclaration », 10 juillet 1929, in *Cahiers Léon Trotsky*, n° 6, *op. cit.*, pp. 74-77.
9. *Ibidem.*
10. *Ibidem.*
11. *Ibidem.*
12. Lettre de Solntsev à Rakovsky, juillet 1929, in *Cahiers Léon Trotsky*, n° 7/8, *op. cit.*, pp. 64-67.
13. *Ibidem.*
14. Trotsky, « Un document honteux », 27 juillet 1929, in *Biulleten Oppositsii*, n° 3/4, septembre 1929.
15. Trotsky, « La psychologie de la capitulation », septembre 1929, in *Biulleten Oppositsii*, n° 6, octobre 1929.
16. *Ibidem.*
17. Trotsky, « Ténacité », 7 juin 1929, in *Contre le Courant*, n° 33-34, 10 juillet 1929, pp. 1-3.
18. Trotsky, « Diplomatie ou politique révolutionnaire », 1^{er} juillet 1929, in *Biulleten Oppositsii*, n° 1/2, juillet 1929.
19. Trotsky, « Comment aider les centristes ? », 26 novembre 1929, A.H. T.3255.
20. Lettre de Solntsev à Rakovsky, juillet 1929, in *Cahiers Léon Trotsky*, n° 7/8, *op. cit.*, pp. 64-67.
21. *Ibidem.* Solntsev désavoue par là-même ce qu'il avait écrit à Trotsky lorsqu'il considérait cette déclaration du 16 octobre 1926 comme une « grave erreur ».
22. *Ibidem.*
23. *Ibidem.*
24. P. Broué, « Rako » in *Cahiers Léon Trotsky*, n° 18, juin 1984, p. 13.
25. Lettre de Solntsev à Rakovsky, juillet 1929, in *Cahiers Léon Trotsky*, n° 7/8, *op. cit.*, pp. 64-67.
26. Rakovsky, Kossior, Okoudjava, « Déclaration au comité central et à la commission de contrôle », 22 août 1929, in *Cahiers Léon Trotsky*, n° 6, *op. cit.*, pp. 78-86.
27. *Ibidem.*
28. *Ibidem.*
29. *Ibidem.*
30. *Ibidem.*
31. *Ibidem.*
32. *Ibidem.*
33. *Ibidem.*
34. *Ibidem.*
35. *Ibidem.*
36. Rakovsky, « Lettre d'accompagnement de la déclaration du 22 août 1929 », 8 septembre 1929, in *Cahiers Léon Trotsky*, n° 7/8, *op. cit.*, pp. 92-93.

37. Lettre de Solntsev à Rakovsky, juillet 1929, in *Cahiers Léon Trotsky*, n° 7/8, *op. cit.*, pp. 64-67.
38. Lettre de N.I. Mekler à Sedov, 23 août 1929, in *Cahiers Léon Trotsky*, n° 7/8, *op. cit.*, pp. 90-91.
39. Lettre de Kievlenko à Sedov, 16 octobre 1929, in *Cahiers Léon Trotsky*, n° 7/8, *op. cit.*, pp. 108-109.
40. P. Broué, « Les trotskystes en Union soviétique », in *Cahiers Léon Trotsky*, n° 6, *op. cit.*, p. 22.
41. Trotsky, « Et maintenant ? L'Opposition bolchevique dans le P.C. de l'U.R.S.S. », novembre 1929, in *Biulleten Oppositsii*, n° 6, octobre 1929.
42. Kossior, Okoudjava, Rakovsky, « Thèses », 3 août 1929, in *Cahiers Léon Trotsky*, n° 7/8, *op. cit.*, pp. 68-82.
43. Lettre de Kievlenko à Sedov, 16 octobre 1929, in *Cahiers Léon Trotsky*, n° 7/8, *op. cit.*, pp. 108-109.
44. Lettre de Viaznikovtsev à Sedov, 19 octobre 1929, in *Cahiers Léon Trotsky*, n° 7/8, *op. cit.*, pp. 116-117.
45. Lettre de K. Tsintsadzé à Trotsky, 21 septembre 1929, in *Cahiers Léon Trotsky*, n° 7/8, *op. cit.*, p. 94.
46. Lettre de Kievlenko à Sedov, 16 octobre 1929, in *Cahiers Léon Trotsky*, n° 7/8, *op. cit.*, pp. 108-109.
47. Trotsky, « Lettre ouverte aux Bolcheviks-Léninistes signataires de la déclaration du 22 août 1929 », 25 septembre 1929, in *Cahiers Léon Trotsky*, n° 7/8, *op. cit.*, pp. 102-105.
48. *Ibidem.*
49. Trotsky, « Lettre d'accompagnement de la déclaration », 25 septembre 1929, in *Cahiers Léon Trotsky*, n° 7/8, *op. cit.*, pp. 106-107. Cette lettre, adressée à toutes les sections de l'Opposition de gauche internationale, souligne l'importance de la déclaration.
50. Trotsky, « Lettre ouverte aux Bolcheviks-Léninistes signataires de la déclaration du 22 août 1929 », 25 septembre 1929, in *Cahiers Léon Trotsky*, n° 7/8, *op. cit.*, pp. 102-105.
51. *Ibidem.*
52. *Ibidem.*
53. *Ibidem.*
54. Trotsky, « Lettre d'accompagnement de la déclaration », 25 septembre 1929, in *Cahiers Léon Trotsky*, n° 7/8, *op. cit.*, pp. 106-107.
55. Trotsky, « Revenir au parti ? », automne 1929, A.H. T.3252.
56. Trotsky, « La tactique en U.R.S.S. », octobre 1929, A.H. T.3219.
57. Trotsky, « Comment aider les centristes », 26 novembre 1929, A.H. T.3255.
58. Lettre de Rakovsky à Sedov, novembre 1929, in *Cahiers Léon Trotsky*, n° 7/8, *op. cit.*, p. 121.
59. Lettre de N.I. Mekler à Sedov, 27 octobre 1929, in *Cahiers Léon Trotsky*, n° 7/8, *op. cit.*, p. 119.
60. Lettre de I.A. Kievlenko à Sedov, janvier 1930, in *Cahiers Léon Trotsky*, n° 7/8, *op. cit.*, p. 139-141.
61. I. Deustcher, *Le prophète hors-la-loi*, *op. cit.*, p. 122.
62. Lettre de Rakovsky à Sedov, novembre 1929, in *Cahiers Léon Trotsky*, n° 7/8, *op. cit.*, p. 121.
63. Lettre de Trotsky à Grylewicz, 12 octobre 1929, A.H. 8386.
64. *Die Fahne des Kommunismus*, n° 37, 11 octobre 1929.
65. *Die Fahne des Kommunismus*, n° 38, 18 octobre 1929.
66. Lettre de Trotsky à Frey, 19 octobre 1929, A.H. 8200.
67. « Un pas en arrière », in *Contre le Courant*, n° 38, 22 octobre 1929, pp. 1-7.
68. Trotsky, « Le meurtre de Blumkine », décembre 1929, in *Biulleten*, n° 9, février-mars 1930.
69. Direction de la K.P.Ö. (Opposition), « Lettre ouverte aux membres du parti communiste autrichien », 16 octobre 1929, in *La Vérité*, n° 12, 29 novembre 1929, p. 6.
70. Lettre de Trotsky à A. Rosmer, 24 octobre 1929, in Broué, *Correspondance*, *op. cit.*, pp. 78-81.
71. Henri Lacroix, « Sur la déclaration de Rakovsky », in *La Vérité*, n° 12, 29 novembre 1929, p. 6.

Les départs

Burnett Bolloten (1909-1987)

Burnett Bolloten vient de mourir en Californie. Né au Pays de Galles, journaliste à vingt ans, il avait vécu deux des grands événements de l'avant-guerre comme « free-lance », la montée de Hitler au pouvoir en Allemagne, et, en tant que correspondant de l'United Press en Espagne, les deux premières années de la guerre civile.

Il était allé s'installer au Mexique avec l'énorme documentation qu'il ramenait d'Espagne quand, quelques jours après l'attentat contre Trotsky, il eut la révélation de la nature véritable des amis qui l'entouraient alors : Vittorio Vidali lui demanda en effet de cacher son amie et complice Tina Modotti, recherchée par la police mexicaine à propos de cet attentat. Cette découverte l'amena à scruter sa documentation avec un œil nouveau. De ce jour, il travailla avec acharnement à la défense de la révolution espagnole assassinée par le stalinisme. Après son premier ouvrage, en 1961, *The Grand Camouflage*, il avait publié un premier volume sur *l'Histoire de la Révolution espagnole* et il semble qu'il réussit à terminer le second peu avant sa mort.

Burnett avait des rapports suivis avec l'I.L.T. dont il appréciait le travail comme nous apprécions le sien. Son départ laisse un vide.

James Burnham (1905-1987)

James Burnham, qui est mort au début d'octobre, est l'un des renégats les plus célèbres du mouvement trotskyste. Né à Chicago, il fit des études à Columbia, où il fut élève de Dewey, puis Oxford, et devint professeur à Columbia. Lié à A.J. Muste, il milita avec lui dans le Committee for Progressive Labor Action puis l'American Workers Party qui fusionna en 1934 avec la Communist League of America pour constituer le Workers Party of the United States (W.P.U.S.) dont il fut élu au comité national. Il eut un premier conflit avec Cannon en 1937 sur la façon de quitter le parti socialiste à la fin de l'entrisme. Avec Shachtman, il engagea en 1939 le débat au sein du S.W.P. qui, parti de la « nature de l'U.R.S.S. », porta ensuite sur « le régime » du parti et aboutit à sa propre rupture avec le marxisme.

Dès cette rupture, il évolua vers la droite et l'extrême-droite, enseignant dans les écoles militaires américaines où il préconisait le *rollback*, la contre-

offensive contre le communisme, fut l'un des théoriciens de la « guerre froide » et un ferme soutien de tous les mouvements réactionnaires dans le monde, y compris l'O.A.S. en 1962. Il avait été conseiller du sénateur Goldwater et un ardent « faucon » dans la guerre d'Indochine.

Jean Maitron (1910-1987)

Jean Maitron vient de mourir et la presse quotidienne a donné de sa vie et de son œuvre des éléments que nous ne pensons pas utile de répéter. Mais Jean a une place particulière pour les *Cahiers Léon Trotsky*, pour deux raisons. La première est qu'en rompant avec le P.C.F. à cause de sa politique allemande, il a rejoint pendant quelque temps la Ligue communiste qui était alors en France la section de l'Opposition de gauche internationale — avec laquelle il a rompu en 1934, voyant dans la politique « entriste » une capitulation devant la social-démocratie. La seconde est que cet historien du mouvement ouvrier, l'architecte de ce monument qu'est son *Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier*, y a donné leur juste place aux militants qui ont cherché à l'époque où il était « minuit dans le siècle » à échapper et à combattre l'emprise des appareils et que ce courage tranquille, qui caractérisait Jean Maitron, n'était pas banal dans le milieu où il travaillait dans ses dernières années.

Et puis, pour tous ceux d'entre nous qui l'ont connu, jeunes ou moins jeunes, Jean était un ami.

Bert Matlow (1898-1987)

Bert Matlow, qui vient de mourir à 89 ans, avait commencé par militer au lendemain de la Première Guerre mondiale au sein de l'Independent Labour Party (I.L.P.). C'est en 1932, après que ce dernier parti se soit désaffilié du Labour Party, qu'il rencontra à Clapham des partisans de l'Opposition de gauche, qu'on appelait alors « le groupe de Balham ». En 1933, il appartenait au groupe, puis à sa minorité, dont les membres le rejoignent dans l'I.L.P. qui compte bientôt une centaine de membres dans le « Groupe marxiste de l'I.L.P. », interdit dans ce parti en 1935. En 1936, il est de ceux qui préconisent l'entrisme dans le Labour Party.

Ce cadre du mouvement trotskyste britannique des années trente, fut actif dans la lutte contre les procès de Moscou, mais quitta le mouvement en 1937, las des batailles fractionnelles. Il devait continuer le reste de ses jours à militer à la Gauche du Labour Party. Veuf de May Matlow, qui fut une des pionnières du mouvement britannique, Bert Matlow était remarié à Roma Dewar, la sœur de notre ami défunt Hugo Dewar. Nous lui présentons nos condoléances.

(Renseignements communiqués par John Archer).

Harold Robins (1912-1987)

Né Roberman, Harold Robins avait été peintre en bâtiment quand il rejoignit le Socialist Workers Party en 1938, peu après sa fondation. Ses qualités de chauffeur et de cuisinier le firent envoyer comme garde auprès de Trotsky à Coyocán où il se trouvait lors de l'attentat de Siqueiros.

Au cours des dernières années, pour des raisons qui nous échappent, Robins se joignit à Healy et à son groupe pour une campagne de calomnie contre Hansen et Novack, dont, en sa qualité de « garde », il était l'une des pièces maîtresses. En 1980, il dirigeait le groupe envoyé à Harvard pour y trouver des « preuves » des calomnies contre Hansen et Novack et qui revint bredouille.

David T. Burbank (1912-1987)

Né à Saint-Louis dans le Missouri, D.T. Burbank adhéra au W.P.U.S. en 1934 lors de la naissance de ce dernier. Il fut l'un des délégués de Saint-Louis au congrès de fondation du Socialist Workers Party. Lié à Shachtman, il le suivit lors de la scission et fut membre dirigeant de son Workers Party puis de l'Independent Socialist League, administrateur de *Labor Action*.

Le C.E.R.M.T.R.I.
Centre d'Etudes et de Recherches
sur les
Mouvements Trotskyste et Révolutionnaires Internationaux
88, rue Saint-Denis - 75001 Paris
Tél. 42.33.47.92

Un centre de documentation pour les chercheurs
Ouvert les lundi, mercredi, vendredi de 13 h à 18 h

Archives : Journaux, revues, bulletins intérieurs, tracts, affiches des organisations révolutionnaires internationales.

Les Cahiers du C.E.R.M.T.R.I. : Bulletin trimestriel. A ce jour, 44 numéros parus et comportant des catalogues, répertoires ou reproductions de textes ou brochures anciens d'organisations révolutionnaires.

Abonnement annuel consultation : 60 F
Cahiers du C.E.R.M.T.R.I. : 50 F
couplé (consultation + Cahiers) : 90 F

Le C.E.R.M.T.R.I. vend des documents anciens d'organisations révolutionnaires (journaux, revues, brochures).

Vente de livres de la Librairie du Travail : (originaux d'avant-guerre) :
« L'abominable vénalité de la presse », (1931), de A. Raffalovitch, d'après les documents des archives russes (1897-1917).
« M. Poincaré et la guerre de 1914 », (1935), de Gustave Dupin.

Tous ces livres au prix exceptionnel de 40 F (frais d'envoi compris).
Règlement par chèque à l'ordre du C.E.R.M.T.R.I.

léon sedov

fils de trotsky

LEON SEDOV fils de Trotsky

Ce jeune homme mort à 31 ans était l'ennemi n° 2 de Staline dont les tueurs ont suivi tous ses pas. Il avait connu l'exil tout enfant, la révolution russe alors qu'il était encore très jeune et la guerre civile avait vu mûrir son adolescence.

Il a été l'un des hommes clairvoyants qui a su démonter le mécanisme de l'imposture des procès de Moscou et des crimes de Staline. Il est l'auteur du fameux *Livre rouge sur le procès de Moscou*. Il est mort prématurément, empoisonné ou épuisé.

Les *Cahiers Léon Trotsky* lui ont consacré deux numéros, 13 et 14: articles, documents, débats, mais aussi ses principaux écrits entre 1930 et 1937. A la demande de nombreux lecteurs, ils ont été reproduits dans ce volume parmi eux le *Livre rouge*, introuvable depuis des années.

Prix 84 F (franco de port)
Règlement par chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de :
JOURBERT J.P. - C.L.T. - Grenoble.
A adresser : JOURBERT J.P. - C.L.T.
2, rue Bayard. 38000 Grenoble



ECRITS ET
TEMOIGNAGES

ŒUVRES DE LÉON TROTSKY

C'est en 1978 qu'est paru le premier volume de la publication de l'Institut Léon Trotsky, les *Œuvres* de mars à juillet 1933, premier volume de la première série des œuvres d'exil du révolutionnaire russe, publiées sous la direction de Pierre Broué.

De 1978 à 1980, l'Institut Léon Trotsky a ainsi publié sept volumes qui reposaient sur les écrits publiés de Trotsky, la partie « ouverte » des archives de Harvard et différentes archives à travers le monde.

Depuis 1980, à partir du volume 8, le travail qui a été épaulé par la R.C.P. 596 puis la Jeune Equipe « Histoire du Communisme » du C.N.R.S., repose désormais principalement sur la partie « fermée » des papiers d'exil de Trotsky, à la Houghton Library de l'Université de Harvard.

La première série de cette publication va se terminer prochainement avec son 24^e volume. Le plan prévu est de publier ensuite la seconde série des *Œuvres* couvrant la période de 1928, l'exil de Trotsky à Alma-Ata, à 1933, date de l'appel à la construction de la IV^e Internationale. On a également prévu des volumes de compléments, sur la base de la partie « fermée », pour 1933-1935.

On peut se procurer les volumes des *Œuvres* en s'adressant à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky* (Joubert - C.L.T. : 2, rue Bayard, F 38000 Grenoble) ainsi qu'aux librairies de la Selio : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis (10^e) et de la Brèche, rue de Tunis.

FILMÉ D'APRÈS LES DOCUMENTS FOURNIS
CET OUVRAGE A ÉTÉ

ACHEVÉ D'IMPRIMER
SUR LES PRESSES
LIENHART ET C^{MA}



EN DECEMBRE 1987
DE L'IMPRIMERIE
AUBENAS D'ARDÈCHE

N° 3484. Imprimé en France

DÉPOT LÉGAL : DECEMBRE 1987

ISSN 0181 - 0790

Prix : 70 F

Cahiers Léon Trotsky ★ Diffusion La Pensée Sauvage

Photo de couverture : Trotsky lors de son bannissement d'Union soviétique (février 1929).